



Objet du marché

**Marché global de performance (MGP)
Réhabilitation de la Résidence Jean-Paul Sartre à Belfort
CROUS Bourgogne Franche-Comté**

CONTRAT

N° Marché	N° 2025-026-TVX
Acheteur	Mme La Directrice Générale du Crous de Bourgogne-Franche-Comté
Comptable public assignataire des paiements	Agent comptable du Crous de Bourgogne-Franche-Comté
Mois m0	<i>(à compléter ultérieurement : mois de remise de l'offre finale)</i>

Sommaire

Première partie - TERMES DE L'ENGAGEMENT	8
Article 1 - Définitions et interprétations.....	8
Article 1.1 - Définitions	8
Article 1.2 - Interprétations.....	12
Article 2 - Les Parties Contractantes	13
Article 2.1 - Identification de la Maîtrise d'ouvrage, du pouvoir adjudicateur et des membres du Groupement.....	14
Article 2.2 - Représentation du Groupement	19
Article 2.3 - Organisation du Titulaire.....	19
2.3.1 Direction de la Performance et du Management de projet	19
2.3.2 Identification et missions de l'équipe de maîtrise d'œuvre	20
2.3.3 Direction de la Maîtrise d'œuvre.....	20
2.3.4 Direction de la Réalisation	21
2.3.5 Direction de l'Exploitation Maintenance	22
Article 3 - Objet du Marché	22
Article 3.1 - Objet	22
Article 3.2 - Missions du Titulaire.....	23
Article 3.3 - Décomposition en tranches	24
Article 4 - Prix.....	25
Article 4.1 - Offre de prix.....	25
4.1.1 Les Prestations Intellectuelles de la Période 1 « Conception » et de la Période 2 « Réalisation » du présent Marché seront rémunérées moyennant un prix global forfaitaire de :	25
4.1.2 Les Prestations de Travaux, objet de la Période 2 « Réalisation », du présent Marché seront rémunérées moyennant un prix global forfaitaire de :	26
4.1.3 Les prestations, objet de la Période 3 « Exploitation Maintenance » du présent Marché seront rémunérées moyennant un prix global forfaitaire de :	26
4.1.4 Les Prestations de Travaux, objet de la Période 2 « Réalisation » de la tranche optionnelle du présent Marché seront rémunérées moyennant un prix global forfaitaire de :	27
Réalisation des travaux de la barre, conformément aux éléments décrits à l'article 3.8.2 du programme général de l'opération.	27
4.1.5 Les prestations objet de la Période 3 « Exploitation Maintenance » de la tranche optionnelle du présent Marché seront rémunérées moyennant un prix global forfaitaire de :	28
Article 4.2 - Forme des prix	28
Article 4.3 - Montant sous-traité	28
4.3.1 Montant sous-traité désigné au marché	28
4.3.2 Montant sous-traité envisagé.....	29
Article 4.4 - Modalités de paiement.....	29
Article 4.5 - Avances.....	30
Article 4.6 - Créance présentée en nantissement ou cession	30
Article 5 - Engagements	31
Article 5.1 - Engagements de performances.....	31
Article 5.2 - Autres engagements de performances.....	31
Article 5.3 - Engagement volume de CEE	31
Article 6 - Insertion sociale	32
Article 7 - Engagement du titulaire envers les petites et moyennes entreprises	32
Article 8 - Durée et délais partiels du Contrat	33
Article 8.1 - Durée prévisionnelle globale du Contrat	33
Article 8.2 - Dates et délais partiels sur lesquels s'engage le Titulaire.....	33
Deuxième partie : TERMES DU CONTRAT	35
CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS GENERALES	35
Article 9 - Ordre de service, délai et formes des notifications.....	35
Article 9.1 - Ordres de service	35
Article 9.2 - Computation des délais	35
Article 9.3 - Forme des notifications	35

Article 10 - Intervenants	36
Article 10.1 - Maîtrise d’Ouvrage.....	36
Article 10.2 - Contrôle Technique.....	36
Article 10.3 - Coordination SPS	36
Article 10.4 - Assistance Technique à Maîtrise d’Ouvrage.....	37
Article 10.5 - Autres intervenants	37
Article 11 - Identification du Titulaire	38
11.1.1 Interlocuteurs privilégiés	38
11.1.2 Évolution du Groupement	38
11.1.3 Substitution du Mandataire.....	39
11.1.4 Défaillance d’un membre du Groupement.....	39
11.1.5 Défaillance du Mandataire	39
Article 12 - Pièces contractuelles.....	40
Article 12.1 - Pièces constitutives du Contrat et ordre de priorité	40
Article 12.2 - Pièces particulières contractuelles.....	40
Article 12.3 - Pièces constitutives d’engagements unilatéraux du Titulaire	40
Article 12.4 - Pièces générales	41
Article 13 - Force Majeure	41
CHAPITRE 2 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	43
Article 14 - Obligations générales du Titulaire.....	43
Article 15 - Obligations d’informations du Titulaire.....	44
Article 16 - Informations transmises au Titulaire.....	45
Article 17 - Insertion sociale	45
Article 18 - Sous-traitance	45
Article 18.1 - Sous-traitance directe.....	45
Article 18.2 - Sous-traitance indirecte.....	46
Article 19 - Confidentialité.....	47
Article 19.1 - Obligation de confidentialité.....	47
Article 19.2 - Protection des données à caractère personnel.....	47
19.2.1 Obligation des parties.....	47
19.2.2 Obligation du sous-traitant.....	47
Article 20 - Protection de la main d’œuvre.....	49
CHAPITRE 3 - CONCEPTION ET RÉALISATION.....	51
Article 21 - Lieux d’exécution des Prestations	51
Article 21.1 - Nom et adresses du Terrain et des Ouvrages	51
Article 21.2 - Disponibilité du Terrain et des Ouvrages.....	51
Article 21.3 - État des lieux préalable	51
Article 21.4 - Zone Dédiée aux Travaux	51
Article 22 - Données relatives au Terrain et aux Ouvrages.....	51
Article 22.1 - Mise à disposition du Terrain et des Ouvrages.....	51
Article 22.2 - Risques géologiques et géotechniques et réseaux enterrés	52
Article 22.3 - Risques de pollution, amiante et plomb	52
Article 22.4 - Risques inondation	52
Article 22.5 - Matériaux, objets et vestiges trouvés sur le chantier	52
Article 22.6 - Dégradations causées aux voies publiques et privées et biens publics.....	53
Article 22.7 - Dommages divers causés par la conduite des travaux.....	53
Article 23 - Obtention des Autorisations Administratives	53
Article 24 - Suivi de la Conception Réalisation.....	55
Article 24.1 - Comité de pilotage et revue de projet mensuelle	55
Article 24.2 - Réunion technique.....	55
Article 25 - Conception	56
Article 25.1 - Déroulement de la phase de Conception	56
Article 25.2 - Système d’échange de données informatisées (SEDI).....	57
Article 25.3 - Modalités de fourniture des Études de Conception	57

Article 25.4 - Analyse des Études de Conception	57
Article 25.5 - Études de PRO	57
Article 25.6 - Maquette numérique du bâtiment (MNB/BIM).....	59
Article 26 - Réalisation	59
Article 26.1 - Période de préparation.....	59
26.1.1 Dispositions générales	59
26.1.2 Programme d'exécution des travaux.....	60
Article 26.2 - Études d'exécution.....	60
26.2.1 Documents fournis par le titulaire.....	61
26.2.2 Modifications apportées aux dispositions contractuelles	62
Article 26.3 - Échantillons	62
Article 26.4 - Locaux et façades témoins	62
Article 26.5 - Démarrage des travaux.....	63
26.5.1 Démarrage des travaux de curage, désamiantage et déplombage	63
26.5.2 Démarrage des travaux de démolition	63
Article 26.6 - Démarrage des travaux hors travaux de curage et de démolition	63
Article 26.7 - DT/DICT	63
26.7.1 En phase Conception	63
26.7.2 Phase de préparation du chantier	64
26.7.3 Phase de Réalisation des travaux	64
Article 27 - Installation, sécurité et hygiène, déchets de chantier	65
Article 27.1 - Installations de chantier	65
Article 27.2 - Sécurité et hygiène du chantier	65
Article 27.3 - Gestion des déchets de chantier.....	66
27.3.1 Principes généraux	66
27.3.2 Contrôle et suivi des déchets de chantier	66
27.3.3 Enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi	67
Article 28 - Causes Légitimes de Retard.....	67
Article 29 - Réception des travaux.....	68
Article 29.1 - Dispositions générales.....	68
Article 29.2 - Demande de réception	69
Article 29.3 - Opérations de contrôles internes au Titulaire	69
Article 29.4 - Opérations préalables à la réception.....	70
Article 29.5 - Décision du Maître d'Ouvrage.....	70
29.5.1 Réfaction pour prestations non exécutées ou réserves non levables	71
29.5.2 Imperfections et malfaçons	71
29.5.3 Épreuves, essais, espaces verts	71
Article 29.6 - Levée des Réserves	71
Article 29.7 - Mise à disposition de certains Ouvrages, parties d'Ouvrages ou Équipement.....	71
Article 29.8 - Prise de possession des ouvrages ou parties d'ouvrages.....	72
Article 29.9 - Évacuation du chantier.....	72
Article 29.10 - Documents fournis préalablement à la réception	73
CHAPITRE 4 – EXPLOITATION, MAINTENANCE ET ENGAGEMENTS DE PERFORMANCES D'EXPLOITATION	74
Article 30 - Dispositions générales.....	74
Article 31 - Périmètre d'intervention.....	74
Article 32 - Contrôle des obligations en Période d'Exploitation Maintenance	74
Article 33 - Prestations prévues au Marché.....	74
Article 33.1 - Conduite, Entretien et Maintenance.....	75
Article 33.2 - Performances consommation de Référence	75
Article 33.3 - Vérification de la Performance Énergétique.....	75
33.3.1 Dispositions générales	75
33.3.2 Causes d'Ajustement de l'Objectif de Performance	76
Article 33.4 - Conséquences de la non-atteinte des Objectifs de Performance.....	76
33.4.1 Non atteinte de la Garantie de résultat (Engagements de Performance).....	76
Article 34 - Veille Technologique	77
Article 35 - Délai(s) d'exécution des prestations d'exploitation et de maintenance	77

Article 36 - Fin au terme normal du Marché.....	77
CHAPITRE 5 - GARANTIES ET ASSURANCES	79
Article 37 - Garanties	79
Article 37.1 - Garantie de parfait achèvement	79
Article 37.2 - Responsabilité décennale	79
Article 37.3 - Garantie de bon fonctionnement	79
Article 37.4 - Retenue de garantie des travaux.....	79
Article 37.5 - Garantie à première demande en remplacement de la retenue de garantie	80
Article 38 - Assurances construction	80
Article 38.1 - Dispositions générales.....	80
Article 38.2 - Installations et engins de chantier.....	81
Article 38.3 - Responsabilité Civile	81
38.3.1 Montant minimum des garanties	81
38.3.2 Attestations d'assurance	82
Article 38.4 - Responsabilité civile décennale des intervenants.....	82
38.4.1 Attestations d'assurance	83
Article 38.5 - Assistance au Maître d'ouvrage dans le cadre de l'assurance	84
Article 39 - Assurances en Période d'Exploitation Maintenance	84
Article 40 - Dispositions communes.....	85
CHAPITRE 6 - MODIFICATIONS DU MARCHÉ EN COURS D'EXECUTION.....	86
Article 41 - Dispositions générales.....	86
Article 42 - Gestion des Modifications.....	86
Article 42.1 - Procédure	86
Article 42.2 - Prise en charge financière des Modifications demandées par le Maître d'ouvrage.....	87
Article 43 - Modifications des études à la demande du Titulaire	87
Article 44 - Clauses de réexamen.....	88
Article 44.1 - Dispositions générales.....	88
Article 44.2 - Prestations supplémentaires de travaux et d'exploitation, maintenance	88
Article 44.3 - Marché de prestations similaires.....	88
Article 44.4 - Changement de législation et de réglementation	88
Article 44.5 - Cas particulier des pandémies	89
CHAPITRE 7- CLAUSES FINANCIÈRES	90
Article 45 - Contenu des Prix	90
Article 45.1 - Caractères généraux des prix	90
Article 45.2 - Prix des prestations intellectuelles	90
Article 45.3 - Prix de la Réalisation	90
Article 45.4 - Prix des Prestations d'Exploitation Maintenance	92
Article 46 - Révision des prix.....	92
Article 46.1 - Dispositions générales.....	92
Article 46.2 - Révision du Prix des Prestation de Conception- Réalisation	93
46.2.1 Modalités de révisions des prix	93
46.2.2 Index de référence.....	93
Article 46.3 - Révision du Prix des Prestation d'Exploitation-Maintenance	93
46.3.1 Révision du Prix des Prestations de Conduite, Entretien, Maintenance	93
46.3.2 Révision du Prix de Fourniture d'énergie	94
Article 47 - Modalités de règlement	94
Article 47.1 - Règlement du Prix de la Conception et la Réalisation	94
47.1.1 Fractionnement des acomptes	94
47.1.2 Projet de décompte	95
47.1.3 Acompte	95
Article 47.2 - Règlement du Prix des Prestations d'Exploitation-Maintenance.....	96
Article 47.3 - Délais de paiement et intérêts moratoires	96
Article 47.4 - Domiciliation bancaire.....	97
Article 47.5 - Paiement des sous-traitants.....	97

Article 47.6 - E-facturation.....	97
Article 48 - Décompte général de la Conception Réalisation	98
Article 48.1 - Projet de décompte général partiel.....	98
Article 48.2 - Décompte général partiel.....	99
Article 49 - Décompte général et solde au terme normal du Marché	99
CHAPITRE 8 – PENALITÉ ET MISE EN REGIE	101
Article 50 - Dispositions générales applicables aux pénalités.....	101
Article 51 - Pénalités de Conception et de Réalisation	101
Article 51.1 - Retard dans l'établissement, la présentation et la correction des documents.....	101
Article 51.2 - Retard dans l'organisation de la demande de Réception	101
Article 51.3 - Retard dans l'exécution des Travaux.....	102
Article 51.4 - Non-respect des délais partiels de la Période 2 « Réalisation ».....	102
Article 51.5 - Absence aux réunions.....	102
Article 51.6 - Production des attestations d'assurance.....	102
Article 51.7 - Nettoyage du chantier, tri des déchets repliement des installations de chantier, enlèvement des déchets de chantier et remise en état des lieux.....	102
Article 51.8 - Retard dans la levée de Réserves.....	103
Article 51.9 - Non-respect des surfaces garanties.....	103
Non-respect des surfaces garanties en phase PRO.....	103
Non-respect des surfaces garanties lors des opérations préalables à la réception	103
Article 51.10 - Non-respect des engagements en matière d'insertion sociale.....	104
Article 51.11 - Pénalités liées à la gestion du chantier.....	104
Article 52 - Pénalités en Période d'Exploitation maintenance.....	106
Article 52.1 - Généralités	106
Article 52.2 - Liste des pénalités applicables en période d'exploitation-maintenance	106
Article 52.3 - Pénalités dans l'exécution des actions d'information et de sensibilisation et de formation	110
Article 52.4 - Pénalités dans l'exécution des prestations de commissionnement.....	110
Article 53 - Autres pénalités	111
Article 53.1 - Non-respect des prescriptions du Coordonnateur SPS en matière de Sûreté – Sécurité – Hygiène – Gestion des déchets – Lutte contre le travail dissimulé	111
Article 53.2 - Non-respect des dispositions sur le travail dissimulé	111
Article 54 - Mise en régie	112
CHAPITRE 9 - RÉSILIATION	113
Article 55 - Résiliation pour faute du Titulaire.....	113
Article 55.1 - Principe de la résiliation pour faute du Titulaire.....	113
Article 55.2 - Conséquences financières de la résiliation pour faute du Titulaire	114
Article 56 - Résiliation pour motif d'intérêt général.....	115
Article 57 - Résiliation pour Force Majeure	116
Article 58 - Opérations de liquidation.....	116
Article 58.1 - Modalités d'exécution	116
58.1.1 Fin du Marché au cours de la Période de Conception Réalisation	116
58.1.2 Fin du Marché au cours de la Période d'Exploitation Maintenance.....	117
CHAPITRE 10 - CLAUSES DIVERSES.....	119
Article 59 - Règlement des litiges	119
Article 59.1 - Mémoire en réclamation	119
Article 59.2 - Intervention d'un comité consultatif de règlement amiable	119
Article 59.3 - Règlement amiable des différends	119
Article 59.4 - Procédure contentieuse.....	120
Article 59.5 - Recours à la conciliation.....	120
Article 60 - Propriété intellectuelle.....	120
Article 60.1 - Propriété des Résultats.....	120
Article 60.2 - Cession des droits de propriété intellectuelle	120

<i>Article 60.3 - Dispositions communes</i>	<i>121</i>
<i>Article 60.4 - Garanties</i>	<i>122</i>
<i>Article 60.5 - Droits du Titulaire</i>	<i>123</i>
CHAPITRE II – ANNEXES	124
Article 61 - Pièces particulières.....	124
Article 62 - Pièces constitutives d’engagements unilatéraux du Titulaire	124
SIGNATURES DES TERMES DE L’ENGAGEMENT	125

Première partie - TERMES DE L'ENGAGEMENT

Le Crous Bourgogne Franche Comté souhaite mettre en place un marché global de performance au sens des articles L2171-3, R2171-2 et R2171-3 du code de la commande publique. Le marché global de performance comporte des prestations de conception réalisation exploitation et maintenance ayant pour objet la réhabilitation de la Résidence Jean Paul Sartre à Belfort, CROUS Bourgogne Franche-Comté.

Article 1 - Définitions et interprétations

Article 1.1 - Définitions

Annexe	Désigne les annexes au présent Contrat
Article	Désigne les articles du présent Contrat
Assistant Technique à la Maîtrise d'Ouvrage « ATMO »	Désigne le conseil choisi par le Pouvoir Adjudicateur qui l'assiste dans sa mission de maître d'ouvrage
Autorisations Administratives	Désigne l'ensemble des autorisations, licences et permis requis par la réglementation en vigueur et nécessaires à la réalisation de l'ensemble des prestations de conception, réalisation, exploitation et maintenance mises à la charge du Titulaire au titre du Contrat
Calendrier de la Conception Réalisation	Désigne le calendrier contractuel des études et des travaux, annexé au présent Contrat
Cahier des Écarts Au Programme	Désigne la liste des différences existant entre l'offre contractuelle du Titulaire du Marché et le Programme à la signature du Contrat
Cause Légitime de Retard	Désigne l'un des événements mentionnés à l'Article 28 du présent Contrat
Conception	Désigne la préparation et la réalisation des Études et Missions de Conception, conformément au Programme
Contrôle Intérieur	Désigne les contrôles exercés par le Titulaire ou pour son compte, sur ses propres actions, ou celles de ses sous-traitants
Contrôleur technique « CT »	Désigne la personne physique ou morale agréée dans les conditions de l'article L. 111-25 du Code de la Construction et de l'Habitation pour remplir la mission de contrôle technique
Coordonnateur Sécurité Protection de la Santé « CSPA »	Désigne la personne physique ou morale qui a la charge, sous la responsabilité du maître d'ouvrage, de la coordination SPS
Contractants, Parties contractantes, Parties	Désigne les personnes physiques ou morales, ou groupement de personnes physiques ou morales, liées par le Contrat qu'elles ont conclu

Contrat	Désigne le présent document regroupant les principaux termes de l'engagement et les modalités de gestion du Marché
Date d'Entrée en Vigueur	Désigne la date de début d'exécution du Marché définie à l'Article 8 du présent Contrat
Date Contractuelle d'achèvement des travaux	Date contractuelle sur laquelle le groupement s'engage avoir terminé les travaux et pouvoir en demander la réception.
Date(s) Contractuelle(s) de Réception	Désigne la date de ou les dates de réception de ou des Ouvrage(s) découlant du délai contractuel indiqué dans le présent Contrat
Date Effective de Réception	A le sens indiqué à l'Article 29 du présent Contrat
Dégradation	Désigne le dommage aux biens causés par des actes volontaires ou involontaires imputables aux usagers, au personnel ou à des tiers à l'exclusion du personnel du Titulaire, de ses prestataires ou de ses fournisseurs
Direction de la Réalisation « DR »	Désigne l'Interlocuteur défini à l'Article 2.3.4 du présent Contrat
Direction de l'Exploitation Maintenance « DEM »	Désigne l'Interlocuteur défini à l'Article 2.3.5 du présent Contrat
Direction de la Maîtrise d'œuvre « DMOE »	Désigne l'Interlocuteur défini à l'Article 2.3.3 du présent Contrat
Directeur de la Performance et du Management de projet	Désigne l'Interlocuteur défini à l'Article 2.3.1 du présent Contrat
Engagements de Performances	Désigne les performances sur lesquelles s'est engagé le Titulaire
Équipement	Désigne un équipement technique réhabilité ou mis en place par le Titulaire dans le cadre du Marché
Études et Missions de Conception	A le sens qui lui est donné à l'Article 25 du présent Contrat
Étude Préalable	Désigne l'étude que le Titulaire présente au Maître d'ouvrage en cas de Modification, telle que décrite à l'Article 42 du présent Contrat
Emprise de chantier	Désigne le Terrain, les parties de Terrains ou les Terrains ainsi que l'Ouvrage, les parties d'Ouvrages ou les Ouvrages sur lesquels le Titulaire est autorisé à intervenir.
Exploitation Maintenance	Désigne les prestations de Conduite, Entretien et Maintenance sur des systèmes et équipements techniques participant à la performance et intégrés au périmètre du présent Marché

Fiche Modificative « FM »	Désigne la fiche qui permet le suivi de la Modification telle que décrite à l'Article 43 du présent Contrat
Force Majeure	A le sens indiqué à l'Article 13 du présent Contrat
Groupement	Désigne le groupement d'entreprises Titulaire du Marché
Interlocuteurs Privilégiés	Désigne les interlocuteurs identifiés dans le Contrat
Maître d'ouvrage « MO »	Désigne le cocontractant du Titulaire, à savoir le Crous Bourgogne Franche Comté
Maquette BIM	Au sens de l'article 25.6 du présent contrat
Marché	Désigne l'ensemble des pièces contractuelles du Marché définie à l'article 12 Pièces contractuelles
Mandataire	Désigne le mandataire solidaire du Groupement
Mise en service	Première ouverture et utilisation des Ouvrages après obtention de toutes les autorisations administratives nécessaires
Modification de Marché	Désigne le document écrit modifiant les dispositions du Contrat
Objectifs de Performance	Désigne les objectifs tels que définis à l'Article 5 du présent Contrat et dans le Programme
Offre contractuelle	Désigne l'offre du groupement retenu dans le cadre de la mise en concurrence et dont les éléments, documents, mémoires, plans, pièces graphiques, décompositions de prix, sont rendus contractuels conformément à la liste des pièces définie à l'article 12 Pièces contractuelles
Opérations Préalables à la Réception	Désigne les opérations mentionnées à l'Article 29.4 du présent Contrat
Ordre de service	A le sens indiqué à l'Article 9.1 du présent Contrat
Ouvrage	Désigne un bâtiment, un local, un équipement ou une zone dans laquelle les travaux, neufs ou de réhabilitation, sont réalisés par le Titulaire
Période d'Exploitation Maintenance	A le sens indiqué à l'Article 3.2 du présent Contrat
Période de Conception	A le sens indiqué à l'Article 3.2 du présent Contrat
Période de Réalisation	A le sens indiqué à l'Article 3.2 du présent Contrat
Pouvoir adjudicateur	Désigne le cocontractant du Titulaire, à savoir Crous Bourgogne Franche Comté
Prestations d'Exploitation et Maintenance	Désigne les prestations dues au titre du Marché et définies dans le Programme
Prix des Prestations Intellectuelles	A le sens indiqué à l'Article 45.2 du présent Contrat
Prix des Prestations d'Exploitation et Maintenance	A le sens indiqué à l'Article 45.4 du présent Contrat

Prix de la Réalisation	A le sens indiqué à l'Article 45.3 du présent Contrat
Procès-verbal de Réception	Désigne le procès-verbal ou les procès-verbaux établi(s) contradictoirement par les parties à l'occasion de la Réception des Ouvrages
Programme	Désigne le Programme contractuel dont les documents sont listés à l'article 12
Réalisation	Désigne la mise en œuvre des Travaux réalisés sur les Équipements et Ouvrages par le Titulaire conformément au Marché
Réception	Désigne les formalités décrites à l'Article 29 du présent Contrat
Réserves	Désigne une réserve émise par le Maître d'ouvrage, dans les conditions prévues à l'Article 29 du présent Contrat, à l'occasion de la Réception, constatant un défaut affectant un Ouvrage ou révélant une non-conformité au Programme ou aux Prescriptions du Contrat
Résultats	Désigne tout résultat des prestations réalisées par le Titulaire conformément au Programme et aux stipulations du présent Contrat, en ce compris les études, la documentation relative aux travaux et aux Prestations d'Exploitation et de Maintenance, les dossiers d'études, rapports d'essais, plans, maquettes, cartes, documents et renseignement de toute nature
Terme normal	Désigne le terme contractuel du Marché correspondant, soit au terme de la tranche ferme en cas de non-affermissement de la tranche optionnelle, soit au terme de la tranche ferme et de la tranche optionnelle affermée par le Maître d'ouvrage
Terrain	Désigne les terrains rendus disponibles pour le Titulaire
Titulaire	Désigne la personne physique ou morale, désignée par ce terme dans les documents contractuels, qui a la charge de réaliser la conception, la réalisation, l'exploitation et la maintenance des ouvrages et équipements aux conditions définies par ce Marché
Travaux	Désigne l'ensemble des travaux réalisés par le Titulaire pour la bonne exécution des obligations mises à sa charge au titre du Marché
Zone Dédiée aux travaux	Désigne la partie de l'Ouvrage ou Terrain qui n'est pas accessible au public pendant la Période de Réalisation et au sein de laquelle le Titulaire réalise les Travaux dans les conditions fixées à l'Article 21 du présent Contrat

Article 1.2 - Interprétations

Dans le Marché, sauf stipulation contraire :

- les titres donnés aux Chapitres, Articles et Annexes ont pour seul but d'en faciliter la lecture et ne sauraient avoir d'influence sur l'interprétation ou l'application des stipulations du Marché et de ses Annexes ;
- les termes définis ci-dessus pourront être employés indifféremment au singulier ou au pluriel lorsque le sens ou le contexte l'exigeront ;
- en cas de divergence ou de contradiction entre les pièces du Marché, il sera fait application de l'ordre de priorité défini à l'Article 12. Pièces contractuelles ;
- les renvois à un contrat ou autre document comprennent ses annexes ainsi que les modifications ou avenants dont le contrat ou le document a fait l'objet ;
- le terme Programme est utilisé indifféremment pour désigner un des tomes du Programme et/ou ses annexes ;
- les renvois faits à des Chapitres, Articles, Annexes doivent s'entendre comme des renvois à des Chapitres, Articles, Annexes du Marché. Les références faites à une disposition législative ou réglementaire sont des références à cette disposition telle qu'appliquée, modifiée, codifiée et incluront toutes dispositions en découlant.

Article 2 - Les Parties Contractantes

Le présent Marché est conclu entre :

D'une part,

Le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Bourgogne Franche Comté

Représenté par Murielle BALDI

Domicilié à : 32 Avenue de l'observatoire, 25001 Besançon

Désigné dans ce contrat par les termes « Maître d'ouvrage », « Pouvoir adjudicateur » ou « CROUS Bourgogne Franche Comté »

Et,

D'autre part,

Nous, les cotraitants soussignés, engageant ainsi les personnes physiques ou morales ci-après, toutes conjointes, et désignées dans le contrat sous le nom de « Titulaire » ou « Groupement ».

Le Mandataire du Groupement est solidaire de chacun des autres membres du Groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du Maître d'ouvrage jusqu'au terme du Contrat.

Article 2.1 - Identification de la Maitrise d'ouvrage, du pouvoir adjudicateur et des membres du Groupement

Le Maître d'ouvrage et le pouvoir adjudicateur :

CROUS Bourgogne Franche Comté

Représentée par sa Directrice générale, Murielle BALDI

Domiciliée à : 32 avenue de l'observatoire, 25001 Besançon

Le Groupement constitué par :

Cotraitant n°1 : mandataire solidaire du groupement conjoint

A compléter au choix selon la nature de l'entreprise

Nom et Prénom :	
Agissant en mon nom personnel	
Domicilié à :	
Téléphone :	
Immatriculé(e) à l'I.N.S.E.E. :	
- N° d'identité d'établissement (SIRET) :	
- N° d'identité d'établissement (SIRET) déposant chorus pro :	
- Code d'activités économiques principales (APE) :	
- N° d'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés :	

Ou

Nom et Prénom :	
Agissant pour le nom et pour le compte de la Société :	
Au Capital de :	
Ayant son siège à :	

Téléphone :

Immatriculé(e) à l'I.N.S.E.E. :

- N° d'identité d'établissement (SIRET) :

- Code d'activités économiques principales (APE) :

- N° d'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés :

Cotraitant n°2 :

A compléter au choix selon la nature de l'entreprise

Nom et Prénom :

Agissant en mon nom personnel

Domicilié à :

Téléphone :

Immatriculé(e) à l'I.N.S.E.E. :

- N° d'identité d'établissement (SIRET) :

- Code d'activités économiques principales (APE) :

- N° d'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés :

Ou

Nom et Prénom :

Agissant pour le nom et pour le compte de la Société :

Au Capital de :

Ayant son siège à :

Téléphone :

Immatriculé(e) à l'I.N.S.E.E. :

- N° d'identité d'établissement (SIRET) :

- Code d'activités économiques principales (APE) :

- N° d'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés :

.....

Cotraitant n°3 :

A compléter au choix selon la nature de l'entreprise

Nom et Prénom :

Agissant en mon nom personnel

Domicilié à :

.....

Téléphone :

Immatriculé(e) à l'I.N.S.E.E. :

- N° d'identité d'établissement (SIRET) :

- Code d'activités économiques principales (APE) :

- N° d'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés :

.....

Ou

Nom et Prénom :

.....

Agissant pour le nom et pour le compte de la Société :

.....

Au Capital de :

.....

Ayant son siège à :

.....

.....

.....

.....

Téléphone :

Immatriculé(e) à l'I.N.S.E.E. :

- N° d'identité d'établissement (SIRET) :

- Code d'activités économiques principales (APE) :

- N° d'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés :

.....

Cotraitant n°4 :

A compléter au choix selon la nature de l'entreprise

Nom et Prénom :	
Agissant en mon nom personnel	
Domicilié à :	
Téléphone :	
Immatriculé(e) à l'I.N.S.E.E. :	
- N° d'identité d'établissement (SIRET) :	
- Code d'activités économiques principales (APE) :	
- N° d'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés :	

Ou

Nom et Prénom :	
Agissant pour le nom et pour le compte de la Société :	
Au Capital de :	
Ayant son siège à :	
Téléphone :	
Immatriculé(e) à l'I.N.S.E.E. :	
- N° d'identité d'établissement (SIRET) :	
- Code d'activités économiques principales (APE) :	
- N° d'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés :	

Cotraitant n°5 :

A compléter au choix selon la nature de l'entreprise

Nom et Prénom :

Agissant en mon nom personnel

Domicilié à :

.....

Téléphone :

Immatriculé(e) à l'I.N.S.E.E. :

- N° d'identité d'établissement (SIRET) :
- Code d'activités économiques principales (APE) :
- N° d'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés :
-

Ou

Nom et Prénom :

Agissant pour le nom et pour le compte de la Société :

Au Capital de :

Ayant son siège à :

.....

.....

.....

Téléphone :

Immatriculé(e) à l'I.N.S.E.E. :

- N° d'identité d'établissement (SIRET) :
- Code d'activités économiques principales (APE) :
- N° d'inscription au Registre du Commerce et des Sociétés :
-

DÉCLARONS :

Après avoir pris connaissance de toutes les pièces contractuelles énoncées à l'Article 12. Pièces contractuelles et au Chapitre 11. Annexes pour l'opération Marché global de performance de réhabilitation de la Résidence Jean Paul Sartre du Crous Bourgogne Franche Comté et nous être rendus sur place et nous être parfaitement renseignés sur tous les éléments caractéristiques des sites et des bâtiments.

NOUS ENGAGEONS, à exécuter sans réserve, conjointement le Marché conformément aux conditions, clauses et prescriptions qu'il impose.

NOUS CONFIRMONS que le Mandataire du Groupement sera solidairement responsable de tous les autres membres du Groupement.

NOUS CONFIRMONS, sous peine de résiliation de plein droit du Marché, qu'aucune des personnes physiques ou morales pour lesquelles nous intervenons, ne tombe sous le coup d'une interdiction découlant de l'article L2141- 1 à L2141-6 du code de la commande publique.

A défaut d'indication dans le présent Contrat du domicile élu par le groupement à proximité des travaux, les notifications au CROUS Bourgogne Franche Comté, se rapportant aux prestations, objet du présent contrat seront valablement faites à jusqu'à ce que le Titulaire ait fait connaître au Maître d'ouvrage l'adresse du domicile qu'il aura élu.

Article 2.2 - Représentation du Groupement

M [nom] représentera le Groupement pendant la durée du Marché et sera chargé, au sein du Groupement de la coordination des actions et des missions.

En cas de sous-groupements, les représentants de ceux-ci doivent être identifiés.

Nom du sous-groupement	Représenté par	Missions confiées
[Société à identifier]	[Nom]	[Mission]

Article 2.3 - Organisation du Titulaire

2.3.1 Direction de la Performance et du Management de projet

Le Titulaire est engagé sur des Performances. Il désignera un Directeur de la Performance et du Management de projet dont la responsabilité est de vérifier tout au long de l'exécution du Marché les engagements contractuels de Performances et de s'assurer de la mise en œuvre des moyens pour les atteindre.

Cette fonction de Directeur de la Performance et du Management de projet, personne physique, sera assurée au sein du Groupement par :

M [nom]

2.3.2 Identification et missions de l'équipe de maîtrise d'œuvre

L'équipe de maîtrise d'œuvre chargée de la conception de l'ouvrage et du suivi de sa réalisation est composée de :

Nom de la société	Représentée par	Missions confiées
[Société à identifier]	[Nom]	[Mission]

Les missions confiées à cette équipe sont :

- Eudes d'esquisse et d'avant-projet sommaire (réalisées dans le cadre du dialogue compétitif)
- Préparation des demandes d'autorisations administratives
- Études d'Avant-Projet Définitif
- Études Projet (PRO et PRO CORRIGE)
- Études de projet et CCTP de tous les travaux
- Direction de la cellule de visa interne au Groupement ou tout ou partie des études d'exécution et de synthèse selon les articles D2171-4 et D2171-6 à D2171-14 du Code de la commande publique
- Suivi de la réalisation des travaux selon les articles D2171-4 et D2171-6 à D2171-14 du Code de la commande publique dont notamment le visa des comptes rendus de réunion de chantier internes au groupement
- Organisation et participation aux opérations de réception et à la mise en œuvre de la garantie de parfait achèvement

2.3.3 Direction de la Maîtrise d'œuvre

Le Titulaire désignera au sein de cette équipe de maîtrise d'œuvre un représentant nommé « Directeur de la Maîtrise d'œuvre (DMOE) » qui a la responsabilité de concevoir, contrôler la qualité des travaux et diriger la cellule de visa interne que doit constituer le Titulaire.

Le DMOE a la responsabilité de donner le visa sur tous les documents d'exécution et plans de synthèse, conformément à l'article D2171-12 du Code de la commande publique. A ce titre, tous les documents (plans d'exécution, plans d'implantation des équipements, plans de synthèse, notes de calcul, ...) devront être assortis d'un Visa du DMOE avant d'être transmis au Maître d'ouvrage, à l'ATMO et au CT.

Le DMOE tient à jour le tableau de suivi des documents d'exécution et de synthèse (plans, note de calcul, fiches technique produits, etc.).

Il vérifie tout au long l'opération la conformité des Ouvrages réalisés, au regard des documents et études produites et au regard des engagements contractuels, notamment du Programme.

Il vérifie la cohérence des demandes de paiement avec l'avancement des travaux.

Ces documents sont ensuite transmis au CT et à l'ATMO qui s'assurent que les documents sont conformes au marché et ne comportent ni erreurs ni omissions, ni contradictions normalement décelables par un homme de l'art.

Cette fonction de Directeur de la Maîtrise d'œuvre, personne physique, sera assurée au sein du Groupement par :

M [nom]

2.3.4 Direction de la Réalisation

Le Titulaire assure la direction de la Réalisation.

Il désignera un représentant nommé « Directeur de la Réalisation (DR) » qui a la responsabilité de diriger, coordonner et réaliser les travaux.

Le Directeur de la Réalisation participera aux études de conception et dirige les travaux jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

Il vérifie tout au long l'opération la conformité des Ouvrages réalisés, au regard des documents et études produites et au regard des engagements contractuels, notamment du Programme.

Cette fonction de Directeur de la Réalisation, personne physique, sera assurée au sein du Groupement par :

M [nom]

Le Directeur de la Réalisation assume entièrement et reprend à son compte les obligations relevant du code du travail et du PGCSPPS dans le domaine de la sécurité.

Le Titulaire est tenu d'organiser, de mettre en œuvre et de rendre compte au Maître d'ouvrage des contrôles internes existant et les mesures envisagées pour permettre l'effectivité de contrôles tout au long de l'exécution du Marché.

Le Directeur de la Réalisation assurera :

- l'information du Maître d'ouvrage de toutes propositions de Modification du projet et la gestion des Fiches Modificatives (FM)
- l'organisation et la direction des réunions de chantier internes au groupement au minimum hebdomadaire, la rédaction et la diffusion des comptes rendus ;
- la participation aux réunions avec le maître d'ouvrage ;
- l'autorité nécessaire dans le domaine de la sécurité vis à vis de l'ensemble des cotraitants et des sous-traitants pour faire exécuter les injonctions du CSPPS ;
- l'information du Maître d'ouvrage des contrôles internes réalisés et de leurs résultats ;
- l'établissement des certificats pour paiement ;
- l'information régulière du Maître d'Ouvrage de l'état d'avancement des études et travaux et des prévisions de dépenses.

2.3.5 Direction de l'Exploitation Maintenance

Le Titulaire assure la direction de l'exploitation et de la maintenance.

Il désignera un représentant nommé « Directeur de l'Exploitation Maintenance (DEM) » qui a la responsabilité de diriger, coordonner et réaliser les prestations d'Exploitation Maintenance. Il vérifie tout au long l'opération les engagements contractuels.

Il assure sa mission pendant toute la durée du Marché et participera notamment aux réunions de Conception.

Cette fonction de Directeur de l'Exploitation Maintenance, personne physique, sera assurée au sein du Groupement par :

M [nom]

Article 3 - Objet du Marché

Article 3.1 - Objet

L'opération porte sur la réhabilitation de la résidence Jean-Paul Sartre, située à Belfort.

Située rue Gaston Defferre à Belfort, la Résidence Jean-Paul Sartre, objet du présent marché, a été livrée en 1993. Elle est composée d'une tour en R+10 et d'une barre en R+5, reliées entre elle par un accueil en rez-de-chaussée et des passerelles extérieures.

Hormis une réfection progressive des logements, une rénovation de l'étanchéité et de l'isolation des toitures et le remplacement de certains caissons de ventilation, le bâtiment demeure dans sa globalité proche de son état d'origine et souffre aujourd'hui de défaillances et de dysfonctionnements fonctionnels, techniques, énergétiques et de confort qui impliquent une réflexion globale sur sa réhabilitation.

L'opération de réhabilitation et réorganisation du site devra répondre aux enjeux suivants :

- Réaliser les travaux en prenant en compte la contrainte de l'amiante, selon les diagnostics fournis
- Améliorer le confort thermique des occupants ;
- Améliorer les conditions de vie des étudiants en créant des espaces de convivialité et d'échanges intérieurs et extérieurs qui soient agréables et fonctionnels
- Résoudre les désordres techniques et réglementaires découlant de la vétusté du bâtiment ;
- Associer à la restructuration une démarche environnementale et de développement durable ainsi que de qualité de vie et d'ergonomie des espaces communs (qualité de l'air, réduction des émissions GES, confort acoustique, confort hygrothermique, confort visuel)
- Réduire les dépenses énergétiques du bâtiment ;
- Mettre en conformité l'établissement avec l'accessibilité des personnes à mobilité réduite et la réglementation Incendie.

Les travaux auront lieu d'abord sur la tour (objet de la tranche ferme) puis sur la barre (objet de la tranche optionnelle). La réhabilitation du site se fera en site partiellement occupé.

Outre les différents enjeux et exigences techniques, cette opération présente les principaux objectifs suivants :

- Le respect de la réglementation thermique RT existant Globale ;
- La mise en place d'un Contrat de Performance Énergétique avec engagement de résultat sur les performances réelles et mesurées avec un objectif maximal de consommations ;
- L'atteinte des objectifs de performance correspondant au label Effinergie BBC rénovation;
- Le respect des contraintes du financement TEA de la région ;
- Une forte qualité du projet pour proposer la labellisation AVUF
- L'intégration des travaux de la chaire CNOUS;
- La mise en œuvre d'un « chantier vert » visant notamment à minimiser l'impact des nuisances sonores et les poussières de chantier sur l'environnement immédiat.

L'opération est décrite dans les différents tomes du programme.

Les engagements de performances envisagés porteront sur la réduction des consommations énergétiques. Les performances ainsi que les ambitions environnementales du projet sont détaillées dans le tome performanciel et environnemental du projet.

Le montant prévisionnel du marché est **5 970 440 euros HT** pour la tranche ferme et **2 476 000 euros HT** pour la tranche optionnelle, décomposé ainsi :

- Prestations intellectuelles : 650 400 euros HT
- Travaux : 4,8 Millions d'euros HT pour la tranche ferme et 2,3 Millions d'euros HT pour la tranche optionnelle
- Exploitation-maintenance pour une durée de 7 ans : 520 000 euros HT pour la tranche ferme et 176 000 euros HT pour la tranche optionnelle.

Article 3.2 - Missions du Titulaire

Le Groupement s'engage, sans réserve, conjointement et conformément aux pièces contractuelles, conditions, clauses et prescriptions imposées par le Marché, à exécuter les prestations dans les conditions définies ci-après.

La mission globale est composée des missions suivantes, réparties en trois périodes :

Période 1 = Phase CONCEPTION

- C1 - Études de conception comportant notamment les plans, notices techniques, décomposition du prix global et forfaitaire définies selon le présent document et notamment son Annexe « Contenu détaillé des Études » pour la mise à jour de l'APS, la réalisation de l'APD, du PRO, et PRO Corrigé ;
- C2 - Élaboration des éventuels dossiers de demande d'autorisations ou de déclarations administratives y compris mises à jour éventuelles.

Période 2 = Phase REALISATION

- R1 – Période de de préparation, Études d'exécution, de synthèse et de gestion de la cellule de synthèse, visas délivrés par les concepteurs ;
- R2 - Direction et le cas échéant suivi de la réalisation des travaux, Ordonnancement, pilotage et coordination des études d'exécution et des travaux ;
- R3 - Réalisation des travaux de curage et le cas échéant de désamiantage et déplombage
- R4 – Réalisation des travaux de démolition
- R5 – Réalisation des travaux de réhabilitation :
 - R5.A : Réalisation des travaux de réhabilitation de la tour
 - R5.B : Réalisation des travaux de réhabilitation de la barre (en cas d'affermisssement de la tranche optionnelle)
- R6 - Essais, opérations préalables à la réception internes au groupement et de la maîtrise d'ouvrage, établissement du dossier des ouvrages exécutés et accompagnement en GPA.

Période 3 = Phase EXPLOITATION MAINTENANCE et CONTROLE DES PERFORMANCES

- EM1 - Conduite et entretien des installations y compris dépannages et réparations d'urgence avec contrôles et maintenance réglementaires ;
- EM2 – Suivi et analyse de la performance

Le présent Marché n'est pas alloti.

La mission de Coordination du Système de Sécurité Incendie (C.S.S.I), telle que définie dans la Norme NFS 61-932 est à la charge du Titulaire et est incluse dans le montant de son offre.

Article 3.3 - Décomposition en tranches

Le marché est un marché à tranche au sens des articles R.2113-4 et suivants du code de la commande publique.

La décomposition en tranche est la suivante :

- Une tranche ferme : La tranche ferme de l'opération porte sur la réalisation des études de conception pour l'ensemble du projet (tour et barre) et la réalisation des travaux de la tour uniquement, conformément aux éléments décrits à l'article 3.8.1 du programme général de l'opération, ainsi que l'exploitation-maintenance de la tour ainsi que de la sous-station située dans la barre.
- Une tranche optionnelle : La tranche optionnelle de l'opération porte sur la réalisation des travaux de la barre, conformément aux éléments décrits à l'article 3.8.2 du programme général de l'opération ainsi que l'exploitation-maintenance de la barre (hors sous-station déjà prévue dans la tranche ferme).

L'affermissement de la tranche optionnelle interviendra par Ordre de Service du Maître d'Ouvrage au moins six mois avant la date de commencement des prestations correspondantes, et dans un délai de 2 ans maximum après la décision de réception des travaux objets de la tranche ferme.

Le Maître de l'Ouvrage est libre d'affermir ou non la tranche. Le Titulaire ne dispose d'aucun droit à l'affermissement de la tranche optionnelle, et ne pourra prétendre à aucune indemnité de dédit en cas de non-affermissement de la tranche optionnelle. Il ne pourra également prétendre à aucune indemnité d'attente.

Article 4 - Prix

Article 4.1 - Offre de prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois m0 indiqué sur la page de garde du présent Contrat.

TRANCHE FERME :

Réalisation des études de conception pour l'ensemble du projet (tour et barre) et la réalisation des travaux de la tour uniquement, conformément aux éléments décrits à l'article 3.8.1 du programme général de l'opération.

4.1.1 Les Prestations Intellectuelles de la Période 1 « Conception » et de la Période 2 « Réalisation » du présent Marché seront rémunérées moyennant un prix global forfaitaire de :

Prestations Intellectuelles	HTVA	TVA à ... (taux à compléter par le candidat) %	TTC
 € € €

Sont compris dans lesdites prestations intellectuelles, les éléments de missions suivants : **C1, C2, R2**

Soit, en toutes lettres :

- Montant en € HTVA :

.....

- Montant en € de la TVA au taux de ... (taux à compléter par le candidat) % :

.....

- Montant en € TTC :

.....

La décomposition du prix global et forfaitaire, par élément de prestation et par cotraitant, est détaillée à l'Article 45 et suivants.

4.1.2 Les Prestations de Travaux, objet de la Période 2 « Réalisation », du présent Marché seront rémunérées moyennant un prix global forfaitaire de :

Travaux	HTVA	TVA à ... %	TTC
 € € €

Soit, en toutes lettres :

- Montant en € HTVA :

.....

- Montant en € de la TVA au taux de ... % :

.....

- Montant en € TTC :

.....

La décomposition du prix global et forfaitaire, par élément de prestation et par cotraitant, est détaillée à l'Article 45 et suivants du présent Contrat.

4.1.3 Les prestations, objet de la Période 3 « Exploitation Maintenance » du présent Marché seront rémunérées moyennant un prix global forfaitaire de :

	HTVA	TVA à ... %	TTC
EM1 Conduite, Entretien, Maintenance € € €
EM2 – Suivi et analyse de la performance			
TOTAL € € €

Soit, en toutes lettres :

- Montant en € HTVA :

- Montant en € de la TVA au taux de ... % :

- Montant en € TTC :

POUR LA TRANCHE OPTIONNELLE :

4.1.4 Les Prestations de Travaux, objet de la Période 2 « Réalisation » de la tranche optionnelle du présent Marché seront rémunérées moyennant un prix global forfaitaire de :

Réalisation des travaux de la barre, conformément aux éléments décrits à l'article 3.8.2 du programme général de l'opération.

Travaux	HTVA	TVA à ... %	TTC
 € € €

Soit, en toutes lettres :

- Montant en € HTVA :

- Montant en € de la TVA au taux de ... % :

- Montant en € TTC :

La décomposition du prix global et forfaitaire, par élément de prestation et par cotraitant, est détaillée à l'Article 45 et suivants du présent Contrat.

4.1.5 Les prestations objet de la Période 3 « Exploitation Maintenance » de la tranche optionnelle du présent Marché seront rémunérées moyennant un prix global forfaitaire de :

	HTVA	TVA à ... %	TTC
EM1 Conduite, Entretien, Maintenance € € €
EM2 – Suivi et analyse de la performance			
TOTAL € € €

Article 4.2 - Forme des prix

Les prix du présent Marchés sont révisables s’agissant des prix des périodes suivantes :

- Période 1 « Conception »
- Période 2 « Réalisation »
- Période 3 « Exploitation Maintenance ».

Les éléments relatifs à la révision des prix sont indiqués à l’article 46 du Contrat.

Article 4.3 - Montant sous-traité

Le Titulaire envisage de faire exécuter par des sous-traitants une partie des prestations objet du Contrat, après avoir demandé au Maitre d’ouvrage leur acceptation et l’agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance les concernant, dans les conditions des articles R2193-1 à R2193-4 du code de la commande publique et de l’Article 18. Sous-traitance du présent Contrat.

4.3.1 Montant sous-traité désigné au marché

Le montant total des prestations sous-traitées est de :

- Montant hors T.V.A. €
- T.V.A. au taux de 20 %, soit € | (en chiffres)
- Montant T.V.A. incluse €

Soit Euros T.V.A. incluse (en lettres)

Les déclarations de sous-traitance sont annexées au présent contrat.

4.3.2 Montant sous-traité envisagé

Le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations qu'il est envisagé de faire exécuter par des sous-traitants :

Nature de la prestation sous-traitée	Montant hors T.V.A.	Montant de la T.V.A.	Montant T.V.A. incluse
.....€€€

Article 4.4 - Modalités de paiement

Le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues au Groupement en faisant porter le montant au crédit de chaque cotraitant :

Cotraitant n°1

– du compte ouvert au nom de :
– sous le numéro :
– code banque : code guichet : clé :
– à

Cotraitant n°2

– du compte ouvert au nom de :
– sous le numéro :
– code banque : code guichet : clé :
– à

Cotraitant n°3

– du compte ouvert au nom de :
– sous le numéro :
– code banque : code guichet : clé :
– à

Cotraitant n°4

– du compte ouvert au nom de :
– sous le numéro :
– code banque : code guichet : clé :
– à

Cotraitant n°5

– du compte ouvert au nom de :

– sous le numéro :
– code banque : code guichet : clé :
– à

Article 4.5 - Avances

- ☐ Accepte de bénéficier du versement de l'avance
☐ Refuse de bénéficier du versement de l'avance

(...à détailler par cotraitant...)

Selon les modalités prévues aux articles R2191-3 à R2191-12 du Code de la commande publique, le montant de l'avance du marché est fixé à cinq (5) % du montant de chaque tranche, toutes taxes comprises, fois douze (12), divisé par la durée de chaque tranche exprimée en mois. Chaque cotraitant bénéficie de cette avance, calculée en fonction du montant de sa prestation.

Le montant du Contrat est entendu comme la somme des prestations de Conception, Réalisation et Exploitation Maintenance.

La durée prise en compte pour l'avance est la somme des durées de Conception, Réalisation et Exploitation-Maintenance telles que fixées à l'article 8.2 du Contrat.

Chaque cotraitant bénéficie de cette avance, calculée en fonction du montant de ses prestations de Conception, de Réalisation et d'Exploitation-Maintenance.

Cette avance n'est due au Titulaire que sur la part du Contrat qui ne fait pas l'objet de sous-traitance déclarée lors de la signature du Contrat.

Le versement de l'avance interviendra dans un délai de 30 jours à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au Titulaire. Le remboursement s'appliquera lorsque le montant des prestations atteint 65% du montant des prestations de chaque cotraitant de Conception, Réalisation et Exploitation Maintenance.

Le remboursement de cette avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant des prestations de chaque cotraitant de Conception, Réalisation et Exploitation Maintenance.

Son montant ne sera ni révisé ni actualisé.

Article 4.6 - Créance présentée en nantissement ou cession

Le montant maximal de la créance que le Titulaire pourra céder est de, en hors taxes (en lettres et en chiffres, montant forfaitaire total du marché diminué de la sous-traitance envisagée) :

Cotraitant n°1

- Montant en Euros HT (en chiffres) :
- Montant en Euros HT (en lettres):

Cotraitant n°2

- Montant en Euros HT (en chiffres) :
- Montant en Euros HT (en lettres):

Cotraitant n°3

- Montant en Euros HT (en chiffres) :
- Montant en Euros HT (en lettres):

Cotraitant n°4

- Montant en Euros HT (en chiffres) :
- Montant en Euros HT (en lettres):

Cotraitant n°5

- * Montant en Euros HT (en chiffres) :
- * Montant en Euros HT (en lettres):

Article 5 - Engagements

Article 5.1 - Engagements de performances

Les engagements de performances du Titulaire sont vérifiés pendant la conception, la construction et la période d'exploitation maintenance conformément au programme et notamment à son Tome 3 Programme performanciel et environnemental et l'annexe B1-4 Garantie de performance et Protocole de Mesure et Vérification ».

Le Titulaire s'engage sur les consommations énergétiques, les performances énergétiques et environnementale définies au Tome 3 et l'annexe B1-4 Garantie de performance et Protocole de Mesure et Vérification ».

Article 5.2 - Autres engagements de performances

D'une manière générale, le Titulaire est tenu d'atteindre et de respecter les performances définies dans le Programme et mettra en œuvre les modalités décrites dans son Offre contractuelle, notamment dans le mémoire relatif au management de projet.

Article 5.3 - Engagement volume de CEE

Les actions d'économie d'énergie réalisées pendant la phase travaux peuvent générer des certificats d'économie d'énergie (CEE). Le Titulaire détermine une quantité de CEE générée par son projet et s'engage sur un volume de CEE de KWh Cumac au titre de son offre, selon les règles en vigueur à la date d'établissement et détaillé dans son mémoire technique.

En phase exploitation, des prestations peuvent être réalisées par le Titulaire et générer également des CEE.

Dans tous les cas, les CEE resteront la propriété du Maître d'Ouvrage et le produit de la valorisation est conservé par ce dernier.

La constitution des dossiers en vue de l'instruction des CEE est à la charge du titulaire. Le maître d'ouvrage, accompagné le cas échéant de son ATMO, se chargera de transmettre les dossiers au Pôle National CEE. Le Titulaire devra s'assurer des matériaux et/ou équipements mis en œuvre (nature et performance) aux conditions d'éligibilité aux CEE.

Il est porté à la connaissance du Titulaire que compte-tenu du montage retenu (MGP), une validation préalable de la plateforme régionale sera nécessaire, en amont du démarrage des travaux. Ces délais devront être anticipés par le Titulaire.

Article 6 - Insertion sociale

En cours de rédaction.

Article 7 - Engagement du titulaire envers les petites et moyennes entreprises

Conformément à l'article L2171-8 Code de la Commande Publique, le titulaire s'engage à confier l'exécution d'une partie des prestations visées au Contrat à des petites et moyennes entreprises.

Au titre de l'exécution du Marché le Titulaire s'engage à confier un montant aux PME correspondant à.....€ HT soit% (**à compléter par le candidat**) du montant de son Marché, décomposé comme suit :

-€ HT soit% de la tranche ferme
-€ HT soit% de la tranche optionnelle 1

Les « petites et moyennes entreprises » sont définies par la recommandation de la Commission n° 2003/361/CE du 6 mai 2003.

Conformément à l'article R.2171-23 du Code de la commande publique créé par le Décret n°2021-357 du 30 mars 2021, cette part ne peut être inférieure à 20% du montant du marché toutes tranches confondues.

Le Titulaire est chargé d'apporter la preuve du respect de son engagement. Il transmet, trimestriellement, un tableau de suivi à jour, indiquant :

- La raison sociale et les coordonnées de la PME ou de l'artisan ;
- L'indications de ses effectifs sur les trois dernières années
- L'indication de son chiffre d'affaires et de son bilan annuel pour les trois dernières années.
- Le statut de la PME ou de l'artisan sur l'opération ainsi que les prestations qui lui sont confiées.
- La part du marché confiée à ladite PME ou à l'artisan en € HT.

Le Maître d'ouvrage se réserve par ailleurs la possibilité d'exiger tout autre pièce justificative (extrait Kbis de l'entreprise concernée, bilan financier, ...). Le Titulaire transmet les documents, sur simple demande, dans un délai maximal de 10 jours à compter de la demande.

Le non-respect de l'engagement pris aux articles L. 2171-8 et R. 2171-23 du Code de la commande publique et l'absence ou le refus de transmission des renseignements listés ci-avant ou exigés par le Maître d'ouvrage entraîne l'application des pénalités définies au présent contrat.

Article 8 - Durée et délais partiels du Contrat

Article 8.1 - Durée prévisionnelle globale du Contrat

La durée prévisionnelle globale du Contrat est 82 mois décomposée comme suit :

- Période « Conception » : **9 mois** à compter de la notification du marché
- Période « Réalisation » : **13 mois** à compter de l'ordre de service de démarrage (y compris période de préparation mais hors Opérations Préalables à la Réception),
- Période « Exploitation et Maintenance » des installations : **7 ans (soit 60 mois)** à compter de la réception.

La notification du marché vaut Date d'Entrée en Vigueur du Contrat.

La durée de la période « Réalisation » de la tranche optionnelle est estimée à 9 mois.

Article 8.2 - Dates et délais partiels sur lesquels s'engage le Titulaire

Le planning de réalisation remis par le Titulaire à l'appui de son offre, figurant à l'Annexe 5 Offre contractuelle, est contractuel. Il fixe les dates et délais partiels de chacune des prestations identifiées au marché sur lesquels s'engage le Titulaire.

Le délai de la période Conception comprend notamment les phases d'examen et d'admission des documents par le Maître d'Ouvrage et l'obtention des autorisations administratives libres de tout recours et de tout retrait. Le délai de Réalisation prend en compte la période de préparation mais ne prend pas en considération le délai de parfait achèvement. Le détail des délais et de leur superposition éventuelle est stipulé à l'Article 25. Conception et à l'Article 26. Réalisation.

Les délais par périodes sont les suivants :

1. Pour la Période n°1 « Conception » :

Par ailleurs, le Titulaire s'engage sur les délais partiels en mois suivants pour la remise des documents de conception (**à compléter par le candidat en fonction des prestations réalisées**) :

- Pour la phase C1 :
 - Production de l'APS mis à jour :

- Production de l'APD :
- Production du PRO :
- Production du PRO Corrigé :
- Pour la phase C2 : Constitution des dossiers d'autorisations administratives notamment permis de construire :

2. Pour la Période n°2 « Réalisation » :

Le Titulaire s'engage sur les délais partiels suivants : **(à compléter par le candidat en fonction des travaux réalisés)**

- Pour la phase R1 :
- Pour la phase R2 :
- Pour la phase R3 :
- Pour la phase R4 :
- Pour la phase R5 :
 - R5.A :
 - R5.B :
- Pour la phase R6 :

La date contractuelle d'achèvement des travaux est fixée au : **(format jour/mois/année)**

3. Période n°3 « Phase Exploitation-Maintenance » (Période d'Exploitation-Maintenance) : 7 ans à compter de la Réception

Délai global d'exécution et durée du marché :

Le Titulaire s'engage sur le délai global d'exécution de mois à compter de l'entrée en vigueur du Marché jusqu'à la date Contractuelle d'achèvement des travaux.

Le Titulaire s'engage sur une durée du marché de mois à compter de l'entrée en vigueur du Marché jusqu'à la fin de la période ferme d'entretien-maintenance.

CHAPITRE 1 - DISPOSITIONS GENERALES

Article 9 - Ordre de service, délai et formes des notifications

Article 9.1 - Ordres de service

Les ordres de services, écrits, datés et numérotés sont notifiés par le Maître d'ouvrage au Mandataire du Groupement qui en accuse réception. Le Titulaire peut, le cas échéant, émettre des réserves sur ces ordres de services, dans un délai de quinze (15) jours, sous peine de forclusion.

Le Titulaire se conforme strictement aux prescriptions de l'ensemble des ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient fait ou non l'objet de réserves de sa part.

Article 9.2 - Computation des délais

À défaut de stipulations spécifiques contraires, fixées dans le présent Marché, tout délai imparti au Titulaire ou au Maître d'ouvrage commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à la fin du dernier jour de la durée prévue.

Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième en quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire à la fin du dernier jour de ce mois.

Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi, un dimanche, un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

Article 9.3 - Forme des notifications

Toute notification ou communication entre les parties doit être faite par écrit aux Interlocuteurs Privilégiés désignés dans le Contrat, aux adresses figurant dans le Contrat :

- soit par remise en main propre, contre signature d'un récépissé ;
- soit par lettre recommandée avec demande d'acté de réception ;
- soit par toute autre forme d'échange dématérialisé permettant d'assurer la traçabilité de la notification ou de la communication, ainsi que sa réception.

Les notifications au titulaire des décisions ou information du Maître d'ouvrage qui font courir un délai sont faites au Mandataire :

- soit par remise en main propre, contre signature d'un récépissé ;
- soit par lettre recommandée avec demande d'acté de réception ;

- soit par toute autre forme d'échange dématérialisé permettant d'assurer la traçabilité de la notification ou de la communication, ainsi que sa réception.

Article 10 - Intervenants

Article 10.1 - Maîtrise d'Ouvrage

Le Maître d'ouvrage de l'opération est CROUS Bourgogne Franche Comté, représenté par Murielle BALDI domicilié à 32 avenue de l'observatoire, 25001 Besançon.

Article 10.2 - Contrôle Technique

Pour l'exécution du présent Marché, le Maître d'ouvrage est assisté d'un contrôleur technique agréé assurant les missions suivantes :

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique, dans les conditions prévues par le titre II de la loi n°78-12 du 4 janvier 1978, relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Les interventions confiées au contrôleur technique concernent une mission de base dont les éléments constitutifs sont les suivants :

Mission de base :

- la mission Le portant sur la solidité des ouvrages et des équipements indissociables
- la mission S portant sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions
- la mission PS relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme

La liste des missions complémentaires confiées au contrôleur technique sera précisée ultérieurement.

Les missions complémentaires contractuelles seront précisées ultérieurement.

Ces missions ou éléments de missions sont définis dans le CCTG applicable aux marchés publics de contrôle technique et ses annexes approuvés par décret n°99-443 du 28 mai 1999.

Le contrôleur technique intervient pendant la conception et l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement de deux ans.

Le titulaire de la mission est en cours de désignation

Le Titulaire doit tenir compte de l'ensemble des observations du contrôleur technique afin d'obtenir un Rapport Initial de Contrôle Technique sans avis défavorable, et un Rapport de Vérification Réglementaire Après Travaux sans réserve.

Article 10.3 - Coordination SPS

Le titulaire est informé que la conception et le chantier de l'opération sont soumis aux dispositions du Code du travail et, à ce titre, le Maître d'Ouvrage désignera un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé de niveau 1.

Principes généraux :

Le titulaire met en œuvre les principes généraux de prévention définis au 1), 2), 3), 5), 6) et 8) de l'article L.4121-2 du code du travail.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application du code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur SPS ».

Autorité du coordonnateur SPS :

Le coordonnateur SPS est tenu d'informer le Maître d'Ouvrage et le titulaire, sans délai et par tous les moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut à ce titre arrêter tout ou partie du chantier.

Les moyens à donner et les obligations du titulaire envers le coordonnateur SPS :

- Le Titulaire facilite la mission du coordonnateur SPS. Il tient compte, à ses frais et dans les délais impartis, de tous les avis du coordonnateur SPS.
- Le Titulaire arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS.
- Le Titulaire communique la copie des documents relatifs aux études d'avant-projet, projet et études d'exécution, et le calendrier détaillé d'exécution.
- Le Titulaire est tenu de permettre l'accès au bureau de chantier et au matériel mis à sa disposition au coordonnateur SPS pour ses différentes réunions.
- Le Titulaire informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission. Il donne suite aux avis, observations, mesures préconisées par le coordonnateur SPS sur la sécurité, la protection de la santé des travailleurs.
- En cours de chantier, le titulaire vise toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le registre journal de la coordination.
- Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au Maître de l'Ouvrage.

Le titulaire de la mission est en cours de désignation

Article 10.4 - Assistance Technique à Maîtrise d'Ouvrage

Pour l'exécution du présent Marché, le Maître d'ouvrage est assisté d'un Assistant Technique à Maîtrise d'Ouvrage : ALTEREA

Article 10.5 - Autres intervenants

Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire intervenir d'autres intervenants, s'il le juge utile.

Le Maitre d'ouvrage pourra être accompagné par tout tiers pour l'exécution du Marché.

Article 11 - Identification du Titulaire

11.1.1 Interlocuteurs privilégiés

Les Interlocuteurs Privilégiés sont des personnes nommément désignées dans le présent Contrat.

Pour remplacer l'un de ces Interlocuteurs Privilégiés, le Titulaire doit :

- En aviser le Maitre d'ouvrage et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations
- Proposer au Maitre d'ouvrage un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres et CV professionnel dans un délai de quatorze (14) jours à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le Titulaire est considéré comme accepté par le Maitre d'ouvrage, si celui-ci ne le récusé pas dans un délai de quatorze (14) jours à compter de la date de réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le Maitre d'ouvrage récusé le remplaçant, le Titulaire dispose de quatorze (14) jours pour proposer un autre remplaçant.

A défaut de proposition de remplaçant par le Titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le Maitre d'ouvrage, le marché peut être résilié dans les conditions de l'Article 55. Résiliation pour faute du Titulaire du présent Contrat.

11.1.2 Évolution du Groupement

Le Titulaire est tenu de notifier, au Maitre d'ouvrage et sans délai, les modifications intervenues au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent à la forme juridique et la raison sociale de chaque cotraitant et notamment :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son numéro d'enregistrement SIRET ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement, et, de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement des différentes périodes prévues au présent contrat.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent faire l'objet d'une notification du marché par le Maitre d'ouvrage.

11.1.3 Substitution du Mandataire

Dans le cas où le groupement entend substituer, en cours d'exécution du marché, le mandataire solidaire par un autre des membres du groupement, il adressa une demande d'autorisation au Maitre d'ouvrage.

Dans le délai d'un mois après réception de la demande, le Maitre d'ouvrage communique sa décision motivée d'accepter ou non la demande. Cette décision n'est pas susceptible de contestation. L'absence de réponse vaut rejet de la demande.

En tout état de cause, la substitution du mandataire (i) ne pourra avoir lieu qu'à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement éventuellement prorogée dans les conditions de l'Article 37.1. Garantie de parfait achèvement et (ii) ne devra pas remettre en cause les choix opérés par le Maitre d'ouvrage lors de l'examen des candidatures et notamment les capacités techniques, professionnelles et financières du Titulaire, dans le respect des principes de transparence, d'égalité et de libre concurrence.

Le nouveau mandataire, une fois accepté, est substitué à l'ancien dans tous ses droits et obligations en ce compris ceux nés au cours de la période antérieure de la substitution par une Modification de Marché. Il est solidaire de chacun des autres opérateurs du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du Maitre d'ouvrage jusqu'au terme du Marché.

En cas de méconnaissance des dispositions du présent Article par le Titulaire, le Maitre d'ouvrage pourra résilier le Marché pour faute du Titulaire selon les modalités prévues à l'Article 55. Résiliation pour faute du Titulaire.

11.1.4 Défaillance d'un membre du Groupement

Le Mandataire devra en cas de défaillance d'un membre, informer le Maitre d'ouvrage immédiatement et pallier cette défaillance.

Si le Mandataire entend substituer au membre défaillant un nouveau cotraitant, il adressa une demande d'autorisation au Maitre d'ouvrage.

Dans le délai d'un mois après réception de la demande, le Maitre d'ouvrage communique sa décision motivée d'accepter ou non la demande. Cette décision n'est pas susceptible de contestation. L'absence de réponse vaut rejet de la demande.

En tout état de cause, la substitution ne devra pas remettre en cause les choix opérés par le Maitre d'ouvrage lors de l'examen des candidatures et notamment les capacités techniques, professionnelles et financières du Titulaire, dans le respect des principes de transparence, d'égalité et de libre concurrence.

Le nouveau cotraitant, une fois accepté, est substitué par une Modification de Marché à l'ancien dans tous ses droits et obligations en ce compris ceux nés au cours de la période antérieure de la substitution.

11.1.5 Défaillance du Mandataire

Si le Mandataire ne se conforme pas aux obligations qui lui incombent en tant que représentant et coordonnateur des autres membres du Groupement, il est mis en demeure d'y satisfaire dans un délai qui sera fixé par le Maitre d'ouvrage. Si cette mise en demeure reste

sans effet, le marché peut être résilié dans les conditions de l'Article 55. Résiliation pour faute du Titulaire du présent Contrat.

Article 12 - Pièces contractuelles

Article 12.1 - Pièces constitutives du Contrat et ordre de priorité

Le présent Contrat et son annexe est constitué, par ordre de priorité décroissante :

- De pièces particulières :
 - o Pièces particulières contractuelles ;
 - o Engagements unilatéraux du Titulaire ;
- De pièces générales.

La signature du présent Contrat vaut acceptation de toutes les pièces constitutives du Contrat, qu'elles soient ou non annexées aux présentes.

L'ensemble constitue le Marché.

L'ordre de priorité des pièces implique qu'en cas d'omission, imprécision ou contradiction, susceptible de donner lieu à interprétation litigieuse, les stipulations de la pièce citée prioritairement à celle en litige prévalent, sous réserve de l'« effet cliquet » défini à l'article 25.5 du présent Contrat.

En cas de contradiction entre les stipulations du présent Contrat et une stipulation d'une annexe, les stipulations du Contrat prévaudront.

En cas de contradiction entre les stipulations de document de même rang dans l'ordre de priorité, les clauses les plus favorables au Maître d'ouvrage prévaudront.

Article 12.2 - Pièces particulières contractuelles

Les pièces particulières contractuelles sont définies à l'article 61.

Article 12.3 - Pièces constitutives d'engagements unilatéraux du Titulaire

A l'appui de son offre, le Titulaire a présenté des documents qui constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis du Maître d'ouvrage. En conséquence, le Maître d'ouvrage pourra à tout moment exiger du Titulaire le strict respect des dispositions contenues dans ces documents.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux, ceux-ci ne confèrent pas au Titulaire de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser les ouvrages diffèreraient de ceux qu'il avait décrits dans ses documents.

Les pièces constitutives d'engagements unilatéraux du Titulaire sont définies à l'article 62.

Article 12.4 - Pièces générales

Les pièces générales du Marché sont listées ci-dessous de manière non exhaustive :

- Les normes européennes ;
- En l'absence de normes européennes, les normes françaises homologuées ou autres normes étrangères reconnues équivalentes ;
- Les Cahiers des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G) applicables aux marchés publics de travaux ;
- Les Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) ;
- Les documents CARSAT (C.R.A.M.), C.N.A.M. et I.N.R.S. ;
- Le règlement sanitaire départemental ;
- La réglementation relative à l'accès du bâtiment aux handicapés physiques ;
- La réglementation relative à la sécurité contre l'incendie ;
- Le Répertoire des Éléments et Ensembles Fabriqués du Bâtiment (R.E.E.F.B.) ;
- Les avis techniques favorables et ATEX du C.S.T.B. et des assurances pour les procédés de construction, ouvrages ou matériaux faisant l'objet de tels avis ;
- Et plus généralement, toutes les règles de l'Art.

Ces documents, dont la liste n'est pas limitative, sont réputés connus du Titulaire qui ne pourra se prévaloir de leur méconnaissance pour s'exonérer de ses engagements.

Les lois et règlements s'imposent dans la concrétisation du Marché, tant pour leur définition que pour leurs conditions de réalisation et leurs conditions d'utilisation en exploitation et n'ont pas à être rappelés dans la liste des pièces constitutives du Marché.

Article 13 - Force Majeure

Les Parties n'encourent aucune responsabilité pour ne pas avoir exécuté ou avoir exécuté avec retard une de leurs obligations au titre du Marché suite à la survenance d'un événement de Force Majeure, entendu comme tout événement relevant de la Force Majeure au sens de la jurisprudence en vigueur des juridictions administratives françaises et qui les empêche d'exécuter en tout ou partie une de leurs obligations au titre du Marché.

Si le Titulaire a, par action ou par omission, aggravé les conséquences d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure, il n'est fondé à invoquer la force majeure que dans la mesure des effets que l'évènement aurait provoqués si cette action ou omission n'avait pas eu lieu.

Lorsque l'une des Parties invoque la survenance d'un événement de Force Majeure, elle le notifie à l'autre Partie par lettre recommandée avec avis de réception, dans les plus brefs délais, et au maximum dans les quinze (15) jours suivant la survenance de l'évènement. La notification précise les faits invoqués au soutien de sa demande et notamment la nature de l'évènement et précise les conséquences de cet événement sur l'exécution du Marché ainsi que les mesures prises pour en atténuer les effets. Dans une telle hypothèse, les Parties conviennent de se rencontrer au plus vite pour envisager toute mesure à prendre en vue d'assurer la continuité du service et d'éviter, autant que faire se peut, la rupture de leurs liens contractuels.

Si, toutefois, l'événement de Force Majeure ou les perturbations dans l'exécution du Marché duraient plus de trois (3) mois, le Maître d'ouvrage pourrait prononcer la résiliation du Marché dans les conditions prévues à l'Article 57. Résiliation pour Force Majeure du présent Contrat.

CHAPITRE 2 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Article 14 - Obligations générales du Titulaire

Le Titulaire s'engage à réaliser l'ensemble des éléments, équipements, études ou travaux qui, même s'ils ne sont pas expressément spécifiés dans les documents du Marché, sont nécessaires à la réalisation des Travaux et à la livraison des Ouvrages.

A cet égard, il s'engage, notamment :

En ce qui concerne le chantier :

- au respect des règles d'hygiène et de sécurité du chantier et des avoisinants ;
- au nettoyage du chantier au moment de la mise à disposition des Ouvrages et Équipements et au nettoyage des espaces communs et des sites ;
- au respect des règles en matière de déchets.

En ce qui concerne les Ouvrages et Équipements :

- au respect des règles de l'art et des normes de construction ;
- au respect de la législation et de la réglementation en vigueur à la date de délivrance du permis de construire ;
- au parfait achèvement des Ouvrages et Équipements, y compris la fourniture de tous les éléments nécessaires à l'établissement éventuel d'un ou plusieurs permis modificatifs ;
- à l'obtention de la conformité avec les autorisations administratives ou toutes autorisations administratives modificatives qui seraient rendues nécessaires pour la réalisation des Ouvrages et Équipements ;
- à l'obtention du rapport final de contrôle technique sans réserve ;
- à l'obtention des avis favorables des diverses commissions nécessaires à l'ouverture au public et à la mise en service des Ouvrages et Équipements, notamment avis des commissions de sécurité et commissions d'accessibilité.

Le Titulaire s'engage également :

- à réaliser, pour le Prix et dans les délais de livraison prévus, prorogés le cas échéant en fonction des cas de prorogation limitativement définis par le Marché, les Ouvrages et Équipements, à procéder à leur livraison au Maître d'ouvrage et à en assurer le parfait achèvement. Toutes les sujétions en raison de la nature du sol ou du sous-sol, y compris par suite de pollution, restent à la charge du Titulaire conformément aux stipulations de l'Article 22 Données relatives au Terrain et aux Ouvrages du présent Contrat ;
- à procéder à toutes les démarches administratives nécessaires pour obtenir toutes les Autorisations Administratives ainsi qu'à fournir tous les éléments nécessaires pour préparer tout éventuel dossier de demande de permis de construire modificatif nécessaire à la conformité des Ouvrages et Équipements ;
- à réaliser les Ouvrages et Équipements en conformité avec les Autorisations Administratives ou toutes éventuelles autorisations administratives modificatives qui seraient rendues nécessaires pour la réalisation des Ouvrages et avec les prescriptions

du Marché ;

- à assurer la garde et assumer les risques des Ouvrages et Équipements depuis leur mise à disposition par le Maitre d'ouvrage et jusqu'à leur Réception ;
- à négocier et conclure toute convention permettant d'assurer le contrôle de l'ensemble des opérations nécessaires à la réalisation des Ouvrages et Équipements et plus généralement à négocier et conclure toute convention ;
- à faire procéder par des bureaux d'études qualifiés à toutes études nécessaires ou utiles pour la réalisation des Ouvrages et Équipements ;
- à réaliser tous essais, contrôles et vérifications nécessaires à l'exécution du Marché, le Titulaire doit en conséquence recourir en temps utile à tous organismes ou bureaux de contrôle et de certification ;
- à effectuer toutes les démarches nécessaires à l'obtention des accréditations nécessaires avant réception des Ouvrages et prendre en charge les frais correspondants ;
- à coordonner les actions de l'Équipe de maîtrise d'œuvre, et d'une façon générale de tous les intervenants dans la réalisation des Ouvrages et à faire établir les plans de coordination comprenant la synthèse générale de toutes les études techniques et architecturales. Toutes les sommes qui pourront être dues au titre des conventions ci-dessus seront supportées par le Titulaire, ces sommes étant comprises dans le Prix ;
- à mettre en œuvre, dans les quinze (15) jours de la réception de chaque Ouvrage et Équipement, une formation destinée à un ou plusieurs représentants des Établissements, ayant pour objet l'utilisation des éléments techniques des Ouvrages et Équipements ;
- à veiller à ce que leur personnel détienne, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour intervenir dans les locaux le nécessitant ;
- si une action venait à être intentée contre le Maitre d'ouvrage par un sous-traitant ayant contracté avec le Titulaire, le Maitre d'ouvrage appellera le Titulaire dans toute instance judiciaire ou dans toute procédure de transaction liée à ce litige afin que celui-ci apporte son concours.

Article 15 - Obligations d'informations du Titulaire

Le Maitre d'ouvrage peut contrôler, sur pièces et sur place, le respect des engagements contractuels du Titulaire, ainsi que les informations qui lui sont communiquées. Il peut diligenter tous moyens à cette fin.

Le Titulaire fournit au Maitre d'ouvrage tous rapports, comptes rendus, documents et informations, en sa possession concernant l'exécution de ses obligations contractuelles, conformément aux stipulations du Marché. En cas de non-respect par le Titulaire des stipulations du présent alinéa, le Maitre d'ouvrage pourra appliquer des pénalités selon les modalités définies au présent Contrat.

Le Maitre d'ouvrage peut demander au Titulaire des informations complémentaires sur tous les documents produits en application des stipulations précitées, ou tout autre rapport utile à

l'exercice de son contrôle. Le Titulaire est tenu de remettre au Maitre d'ouvrage, sur simple demande de sa part, tout document qu'il jugera utile.

Les contrôles effectués par le Maitre d'ouvrage ne sauraient en aucun cas avoir pour effet de dégager le Titulaire de sa responsabilité au titre du Marché.

Article 16 - Informations transmises au Titulaire

Le Titulaire déclare avoir pris connaissance de l'ensemble des études et autres données ou informations, y compris toutes celles afférentes au Terrain et aux Ouvrages, qui lui ont été communiquées par le Maitre d'ouvrage dans le dossier de site ou pour son compte préalablement à la Date d'Entrée en Vigueur ou dont la connaissance est utile à l'exécution de ses obligations au titre des présentes. Le Titulaire reconnaît avoir vérifié ces documents sous sa seule et entière responsabilité et avoir effectué toutes diligences qu'il a jugées nécessaires ou utiles afin, le cas échéant, de les compléter.

Ces stipulations s'appliquent à l'ensemble des études et autres données ou informations, y compris toutes celles afférentes au Terrain et aux Ouvrages.

Le Titulaire aura eu la possibilité de réaliser toutes les études nécessaires à la bonne connaissance du site avant la remise de son offre finale.

Par conséquent, le Titulaire ne peut en aucun cas se prévaloir du caractère erroné ou incomplet de tout ou partie des études, données ou informations mentionnées ci-dessus pour s'exonérer de l'une quelconque de ses obligations au titre des présentes ou engager la responsabilité du Maitre d'ouvrage.

En cas de bouleversement de l'économie générale du marché, les deux parties se rencontreront pour évaluer les conséquences de la situation.

Article 17 - Insertion sociale

En cours de rédaction.

Article 18 - Sous-traitance

Article 18.1 - Sous-traitance directe

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du Maitre d'ouvrage, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

L'intervention des sous-traitants doit faire l'objet de l'acceptation du ou des sous-traitants par le Maitre d'ouvrage et de l'agrément par lui de ses conditions de paiement en application des dispositions fixées aux articles R2193-1 à R2193-4 du code de la commande publique.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un acte spécial signé en cours de Marché par le Maître d'ouvrage et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance.

L'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue R2193-1 et R2193-2 du code de la commande publique.

Pour le sous-traitant établi ou domicilié hors de France, celui-ci devra attester sur l'honneur que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard de la réglementation française ou des règles d'effet équivalent dans le pays auquel il est rattaché.

L'attention du Titulaire est attirée sur le fait que le Maître d'ouvrage se réserve le droit de refuser un sous-traitant s'il juge ses capacités techniques, professionnelles et financières insuffisantes au regard de la nature de prestations faisant l'objet de la sous-traitance.

Si le Titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R2193-1 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°.....du.....ayant pour objet..... »

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités du présent Contrat.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français »

Article 18.2 - Sous-traitance indirecte

Le sous-traitant indirect est le sous-traitant d'un sous-traitant, dénommé « entrepreneur principal du sous-traitant indirect ».

L'intervention des sous-traitants indirects doit faire l'objet de l'acceptation du ou des sous-traitants par le Maître d'ouvrage et de l'agrément par lui de ses conditions de paiement en application des dispositions des articles R2193-1 à R2193-4 du code de la commande publique.

Pour cela, le sous-traitant direct présente, par l'intermédiaire du Titulaire, une déclaration comportant l'ensemble des informations exigées pour la déclaration d'un sous-traitant direct.

L'exécution des prestations par le sous-traitant indirect ne peut intervenir avant que le maître d'ouvrage ait accusé réception au titulaire d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L. 2193-14 du code de la commande publique ou avant la signature par le maître d'ouvrage de l'acte par lequel l'entrepreneur principal donne délégation au Maître d'ouvrage pour paiement à son sous-traitant à concurrence du montant des prestations exécutées par ce dernier.

Article 19 - Confidentialité

Article 19.1 - Obligation de confidentialité

Le Titulaire et le Maître d'ouvrage, qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment à l'objet du marché, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du Titulaire et du Maître d'ouvrage, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à les connaître. Une Partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des Parties au marché.

Article 19.2 - Protection des données à caractère personnel

19.2.1 Obligation des parties

Certaines données transmises par le Maître d'ouvrage au titulaire en application du présent marché constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au présent marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent marché et ce durant tout le temps où celui-ci produira ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données.

Le Maître d'ouvrage, en sa qualité de responsable de traitement et le titulaire, en sa qualité de sous-traitant, assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

19.2.2 Obligation du sous-traitant

Le titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent marché, conformément aux modalités exposées par le présent marché et à toutes instructions complémentaires données par le Maître d'ouvrage. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement le Maître d'ouvrage.

Le cas échéant, le titulaire collabore avec le Maître d'ouvrage pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée

de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Il met à la disposition du Maître d'ouvrage toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le Maître d'ouvrage ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le titulaire s'engage à communiquer au Maître d'ouvrage dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec le Maître d'ouvrage, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations visées au présent article à une autre entité ni procéder à une cession du présent marché sans l'accord écrit préalable du Maître d'ouvrage et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations présent marché. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le titulaire demeure pleinement responsable devant le Maître d'ouvrage des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du titulaire au titre du présent marché, ce dernier s'engage à le notifier au Maître d'ouvrage dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données. Le cas échéant, le titulaire communique au Maître d'ouvrage le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables.

Article 20 - Protection de la main d'œuvre

Les obligations qui s'imposent au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée.

Le Titulaire est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations sur simple demande du Maître d'ouvrage.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché.

Tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, le Titulaire du marché devra fournir les documents listés à l'appui de la Déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé.

Le Titulaire doit fournir les documents suivants :

1. Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail, soit dans tous les cas :

- ☐ Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant et datant de moins de six mois

(Imprimé URSSAF intitulé « Attestation de fourniture de déclarations des candidats à une commande au moins égale à 3000 euros »)

- ☐ Une attestation sur l'honneur du cocontractant du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires

Et, lorsque le cocontractant n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire un des documents mentionnés au 2° du présent article :

- ☐ Le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises.

Lorsque le cocontractant emploie des salariés,

- ☐ Une attestation sur l'honneur établie par ce cocontractant, à la date de signature du contrat et tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L1221-10, L3243-2 et R3243-1 du code du travail.

2. Une copie des attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales au 31/12 de l'année précédente.

3. La liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L 5221-2, en application des articles L 8254-1 et D 8254-2 à 5 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le Titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel, dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur.

Le Titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier.

Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition du Maître d'œuvre et de toute autre autorité compétente. Le Maître d'ouvrage peut en solliciter la production à tout moment.

Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que ces obligations leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché.

CHAPITRE 3 - CONCEPTION ET RÉALISATION

Article 21 - Lieux d'exécution des Prestations

Article 21.1 - Nom et adresses du Terrain et des Ouvrages

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant :

CROUS BFC : *1 rue Gaston Defferre à Belfort.*

Article 21.2 - Disponibilité du Terrain et des Ouvrages

Le Terrain, les parties de Terrains ou les Terrains ainsi que l'Ouvrage, les parties d'Ouvrages ou les Ouvrages seront mis à la disposition par le Maître d'ouvrage au Titulaire à la notification du Marché.

Le Terrain, les parties de Terrains ou les Terrains ainsi que et l'Ouvrage, les parties d'Ouvrages ou les Ouvrages sur laquelle le Titulaire est autorisé à intervenir aux fins de réalisation des Travaux constitue l'Emprise Chantier.

Article 21.3 - État des lieux préalable

Un état des lieux, relatifs à l'Emprise Chantier et aux avoisinants, dont le périmètre devra être arrêté préalablement entre les Parties, est établi par constat d'huissier à l'initiative du Titulaire lors de la mise à disposition du terrain et des ouvrages.

Participeront à la visite d'état des lieux, le Maître d'ouvrage et le Titulaire. Les frais de l'état des lieux seront intégralement à la charge du Titulaire.

Article 21.4 - Zone Dédiée aux Travaux

S'agissant de la réalisation de Travaux en Zone Dédiée aux Travaux, le Titulaire a la garde de cette zone à compter de l'état des lieux mentionné ci-dessus. Le Titulaire y prend toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard de son personnel qu'à l'égard des tiers.

Le fonctionnement des zones non impactées par les travaux doit être maintenu et il appartiendra au Titulaire de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité du service.

Article 22 - Données relatives au Terrain et aux Ouvrages

Article 22.1 - Mise à disposition du Terrain et des Ouvrages

Le Titulaire prend les Terrains et Ouvrages dans l'état dans lequel ils se trouvent le jour de la mise à disposition, sans aucune garantie de la part du Maître d'ouvrage, sans pouvoir élever aucune réclamation, ni former aucun recours contre lui pour quelque cause que ce soit, et

notamment pour une insuffisante connaissance des sites, du sol et sous-sol (géotechnique, pollution, réseaux enterrés, ...), l'état des Ouvrages existants et notamment la présence de matériaux de type plomb, amiante, les lieux et terrains d'implantation des ouvrages et tous les éléments locaux susceptibles d'interférer dans l'exécution des travaux ou moyens d'accès aux bâtiments et ouvrages, voies de passage pour les véhicules, conditions climatiques, contraintes d'accès, etc.

En conséquence, postérieurement à la remise de son offre, qui est forfaitaire et contractuelle, le Titulaire prend en charge, sans recours possible contre le Maître d'ouvrage, toutes les conséquences, notamment financières et de délai, qui seraient liées à la réalisation de l'un des risques liés à l'état des Terrains et Ouvrages existants, du sol et du sous-sol, sous réserve des dispositions qui suivent.

Article 22.2 - Risques géologiques et géotechniques et réseaux enterrés

Le Titulaire supporte les risques de structure et les risques géotechniques et les risques liés aux réseaux enterrés, révélés ou non par les études communiquées par le Maître d'ouvrage.

Il appartient au Titulaire de recueillir pendant les études et avant les travaux auprès des exploitants des réseaux repérés les mesures de prévention à appliquer pendant l'exécution des Travaux.

Le Titulaire réalise des sondages et diagnostics afin d'identifier les réseaux présents dans l'emprise. Il identifie, le cas échéant, les réseaux à dévier, à relocaliser ou à adapter en concertation avec les gestionnaires de réseaux concernés. Il établit un planning général d'intervention, réalise les travaux préparatoires, coordonne les travaux de déviation, veille à ce qu'ils soient réalisés dans le respect des délais d'exécution du Calendrier et gère les interfaces entre les intervenants.

Article 22.3 - Risques de pollution, amiante et plomb

Tous les risques seront supportés par le Titulaire qui est réputé avoir réalisé toutes les études nécessaires en ce sens conformément à l'article 16 du présent contrat.

Article 22.4 - Risques inondation

Tous les risques seront supportés par le Titulaire qui est réputé avoir réalisé toutes les études nécessaires en ce sens conformément à l'article 16 du présent contrat.

Article 22.5 - Matériaux, objets et vestiges trouvés sur le chantier

Le Titulaire s'engage à effectuer toutes les démarches nécessaires en vue d'anticiper et de préparer toute prescription d'archéologie préventive, auprès des services compétents de la DRAC, en sollicitant notamment une demande anticipée de diagnostic.

Lorsque les travaux mettent au jour des objets, matériaux ou des vestiges pouvant avoir un caractère artistique, archéologique ou historique, le Titulaire doit le signaler au Maître d'œuvre et au Maître d'ouvrage, et faire conjointement avec le Maître d'ouvrage la déclaration réglementaire au Maire de la commune sur le territoire de laquelle cette découverte a été faite.

Lorsque les travaux mettent au jour des restes humains, le Titulaire en informe immédiatement le Maire de la commune sur le territoire de laquelle cette découverte a été faite et en rend compte au Maître d'œuvre et au Maître d'ouvrage.

Les cas prévus aux alinéas précédents constituent des causes légitimes de retard pour le Titulaire.

Article 22.6 - Dégradations causées aux voies publiques et privées et biens publics

Les risques des dégradations occasionnées sur les voies publiques pour les transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels liées au chantier seront pris en charge par le Titulaire.

Un constat contradictoire par voie d'huissier sera établi à l'initiative et aux frais du Titulaire sur les voies publiques en périphérie du chantier, conformément au plan annexé au Contrat, et ce avant le début des Travaux.

Article 22.7 - Dommages divers causés par la conduite des travaux

Les dommages de toute nature, causés par le Titulaire au personnel ou aux biens du Maître d'ouvrage, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du Titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service.

Les dommages de toute nature, causés par le Maître d'ouvrage, au personnel ou aux biens du Titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du Maître d'ouvrage.

Ces mesures sont appliquées sans préjudice des pénalités à l'encontre du Titulaire.

Article 23 - Obtention des Autorisations Administratives

A compter de la notification du marché, le Titulaire fait son affaire, à ses frais, de la préparation des dossiers d'Autorisations Administratives et de toutes les démarches nécessaires à l'obtention et au maintien des Autorisations Administratives, y compris l'affichage du permis de construire sur site et sur le constat de cet affichage requises par la réglementation en vigueur et nécessaires à l'exécution du Marché, de telle sorte que le Maître d'ouvrage puisse déposer ces dossiers de demande sans avoir à y apporter aucun complément ou modification, dans un délai défini à l'Article 8.2 Délais partiels ci-dessus.

Le Maître d'ouvrage apporte, dans la mesure de ses moyens et sans obligation de résultat, son appui pour faciliter l'obtention de ces Autorisations Administratives.

Le Titulaire préparera, rédigera et fournira l'ensemble des dossiers de demande des Autorisations Administratives en nombre d'exemplaires prescrits dans les formes requises, augmenté de deux (2) exemplaires pour les besoins du Maître d'ouvrage.

Le Titulaire devra prévoir et prendre en charge les éventuelles conséquences financières et de délais liées à la réalisation, le cas échéant, de l'évaluation environnementale prévue aux articles L. 122-1 et suivants et R 122-1 et suivants du Code de l'environnement.

Le Titulaire prend en charge les conséquences, notamment financières et de délais, liées au retard dans l'obtention, ou à la non-obtention des autorisations administratives, notamment, le Titulaire devra établir une nouvelle demande d'autorisation d'urbanisme et reprendre le cas échéant ses études sans pouvoir prétendre à une rémunération supplémentaire.

Toutefois, le Titulaire ne pourra être tenu responsable du retard dans l'obtention des Autorisations Administratives, ou de leur non-obtention lorsque ce retard ou cette non-

obtention ne lui est pas imputable et qu'il justifie avoir mis en œuvre toutes les diligences nécessaires.

Si dans un délai de huit (8) mois à compter de la date d'entrée en vigueur du Contrat, les Autorisations Administratives nécessaires à la réalisation des missions prévues au Marché n'ont pas été obtenues :

- les Parties conviennent de se rencontrer, à la demande de la Partie la plus diligente, pour évaluer les conséquences de la situation ;
- sauf décision expresse contraire du Maître d'ouvrage, le Titulaire a l'obligation de poursuivre l'exécution du Contrat, pour les prestations qui ne sont pas concernées par l'absence ou le refus d'autorisation ;
- si la non-obtention de la ou des Autorisations Administratives font manifestement obstacle à poursuite du Contrat, la résiliation pourra être décidée par le Maître d'ouvrage et sera alors réglée dans les conditions prévues à l'Article 55. Résiliation pour faute ou à l'Article 57. Résiliation pour Force Majeure du Contrat, selon que la non-obtention définitive de l'Autorisation Administrative concernée résulte ou non d'une faute du Titulaire.

Si les Autorisations Administratives nécessaires à la réalisation des missions prévues au Marché ont fait l'objet d'un recours ou d'un retrait :

- les Parties conviennent de se rencontrer dans le délai de quinze (15) jours à compter de la connaissance de ce recours, à la demande de la Partie la plus diligente, pour évaluer les conséquences de la situation ;
- sauf décision expresse contraire du Maître d'ouvrage, le Titulaire a l'obligation de poursuivre l'exécution du Contrat. Le Titulaire assistera le Maître d'ouvrage à la levée du recours et/ou reprendre à ses frais les études permettant de régulariser la situation ou d'obtenir une nouvelle autorisation ;
- si le recours formé contre ces Autorisations Administratives fait manifestement obstacle à la poursuite du Contrat, la résiliation pourra être décidée par le Maître d'ouvrage et sera alors réglée dans les conditions prévues à l'Article 55. Résiliation pour faute ou à l'Article 57. Résiliation pour Force Majeure du Contrat, selon que l'irrégularité constatée ou présumée de l'Autorisation Administrative concernée résulte ou non d'une faute du Titulaire ;
- L'éventuelle suspension de tout ou partie de l'exécution du contrat du fait d'un recours n'ouvrira droit à aucune indemnité pour le Titulaire.

Il est par ailleurs précisé que sont également compris dans la mission du Titulaire :

- l'assistance au Maître d'Ouvrage pour l'exposition et la défense éventuelle de ces dossiers ;
- la fourniture des renseignements complémentaires réclamés pour l'instruction lorsqu'ils relèvent de la compétence du Titulaire ;
- l'élaboration et la constitution des dossiers de présentation aux organismes à caractère consultatif habilités à connaître le projet, ainsi que la participation du Titulaire aux réunions où est présenté et discuté le projet ;
- l'assistance pour les renseignements spécifiques au dossier d'autorisations administratives et tous dossiers administratifs liés à l'opération.

Article 24 - Suivi de la Conception Réalisation

Article 24.1 - Comité de pilotage et revue de projet mensuelle

Les Parties conviennent qu'il sera constitué dans les quinze (15) jours suivant la date d'entrée en vigueur du Contrat, un Comité de Pilotage qui aura pour objet l'information du Maître d'ouvrage sur le suivi de la réalisation des Études de Conception et de la Réalisation Travaux.

L'objectif du Comité de pilotage est de réaliser un bilan mensuel d'avancement des études - travaux – maintenance d'identifier et de hiérarchiser les principales problématiques à résoudre.

Le Comité de Pilotage sera animé par le Maître d'ouvrage et composé des représentants du Titulaire, à savoir le Directeur de la Maîtrise d'œuvre, le Directeur de la Réalisation, le Directeur de la Maintenance, le Directeur de la Performance et du Management de projet, et d'un ou plusieurs représentants du Maître d'ouvrage, à l'exclusion de tout autre participant non convié par le Maître d'ouvrage. Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de faire participer des représentants supplémentaires au Comité de Pilotage à tout moment comme de se faire assister par les conseils de son choix.

Le Comité de Pilotage se réunira **au minimum une (1) fois par mois** ou selon une fréquence plus ou moins importante si le Maître d'ouvrage le souhaite, afin d'effectuer un constat d'avancement de la Conception et/ou de la Réalisation des Travaux.

Un rapport mensuel d'avancement sera élaboré par le Titulaire et communiqué au Maître d'ouvrage cinq (5) jours avant la tenue du Comité de Pilotage.

Le contenu type de ce rapport sera arrêté contradictoirement entre les Parties sur la base d'une proposition émanant du groupement dans les quinze (15) jours avant la première revue de projet et inclura notamment les chapitres suivants :

- résumé sommaire ;
- situation administrative et assurances ;
- planning d'avancement simplifié y compris autorisations administratives ;
- sujets architecturaux et techniques en cours ;
- suivi des modifications.

Le compte-rendu des réunions du comité de pilotage est établi par le Maître d'ouvrage et transmis au Titulaire. En aucun cas les termes de ce compte-rendu ne pourront être considérés comme une immixtion du Maître d'ouvrage dans la Conception ou la Réalisation des Travaux, ni comme constituant des ordres de service.

Article 24.2 - Réunion technique

En complément du Comité de Pilotage, une réunion technique hebdomadaire (à jour et heure fixe) sera organisée par le Titulaire en accord avec le Maître d'ouvrage.

Le Titulaire pilote la réunion technique, à laquelle participent :

- Les représentants du Titulaire ;

- Le Maître d'ouvrage ;
- Le CT (participation non systématique) ;
- Le CSPS (participation non systématique).

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de faire participer des représentants supplémentaires à tout moment comme de se faire assister par les conseils de son choix.

En phase de Réalisation, les entreprises de réalisation sous-traitantes ne participent pas à la réunion technique, sauf en cas d'ordre du jour spécifique ou si le Titulaire l'estime nécessaire.

Cette réunion a pour objet notamment d'échanger sur :

- L'avancement de la Conception et/ou de la Réalisation ;
- Les sujets architecturaux et techniques en cours ;
- L'exécution et l'organisation des Travaux ;
- La Préparation de la Réception.

Les problèmes imprévus rencontrés feront l'objet de réunions spéciales ultérieures dont la date est fixée à l'occasion de cette réunion.

Un compte-rendu est établi par le Maître d'ouvrage et sera diffusé à l'ensemble des participants, via la plateforme d'échanges de documents.

Pendant toute la durée de la Conception et de la Réalisation, le Titulaire communiquera lors des réunions techniques au Maître d'ouvrage toute information utile, notamment sur :

- Le respect de la Date Contractuelle de Réception des Ouvrages ;
- Le choix des matériaux, la réalisation des Travaux, leur stade d'avancement, leur conformité aux prescriptions du Programme et au Projet ;
- la situation administrative du chantier (toutes déclarations, notamment incidents sur le chantier, effectifs, nom des sous-traitants, etc.) ;
- les litiges éventuels avec les sous-traitants ou tous tiers ;
- L'état des études et de la réalisation des modifications ou travaux supplémentaires demandés par le Maître d'ouvrage dans le cadre des nouvelles demandes ;
- Les mesures correctrices mises en œuvre pour remédier à toutes difficultés de réalisation des Ouvrages selon les termes et conditions du Marché.

Article 25 - Conception

Article 25.1 - Déroulement de la phase de Conception

Le Titulaire réalise, conformément au Contrat et notamment à l'annexe intitulée « Contenu des études de Conception », les études suivantes nécessaires à la réalisation des ouvrages et les transmet au Maître d'ouvrage.

Il réalise les Études de Conception dans les délais indiqués à l'Article 8.2. Délais partiels ci-dessus.

En cas de retard dans la remise des Études de Conception, par rapport au calendrier ci-dessus, les pénalités définies au présent contrat pourront être appliquées par le Maître d'ouvrage.

Article 25.2 - Système d'échange de données informatisées (SEDI)

Dès le démarrage des études, le Titulaire devra mettre en œuvre sous sa responsabilité un système d'échange de données informatisées (SEDI) et prévoir la formation du personnel du Maître d'ouvrage et des intervenants au projet à son utilisation.

Le SEDI intégrera un système de gestion des visas, et permettra d'accéder aisément aux derniers documents en vigueur (gestion des indices périmés).

Ce système n'exclura pas la transmission des documents d'études réalisés sous format papier. Le titulaire prendra en considération la maquette numérique BIM existante le cas échéant. Le cas échéant les documents doivent être fournis en autant d'exemplaires que nécessaire afin que le Maître d'ouvrage n'ait pas à réaliser de tâches de reproduction ou d'acheminement.

Article 25.3 - Modalités de fourniture des Études de Conception

Les Études de Conception à fournir par le Titulaire au format dématérialisé, qu'il s'agisse de pièces écrites ou de plans, sont remises par celui-ci au Maître d'ouvrage pour vérification et admission. Aucun rendu papier ne sera admis par la Maitrise d'ouvrage.

Les pièces devront être remises en format informatiques dans des formats imprimables en A3 et de préférence dans un format DWG.

Article 25.4 - Analyse des Études de Conception

Les Études de Conception seront soumises à l'examen du Maître d'ouvrage, du CT et du CSPS.

Le Maître d'ouvrage analyse les Études de Conception et transmet ses observations au Titulaire dans un délai de :

- 1 mois pour la mise à jour de l'APS
- 1 mois pour les études d'APD
- 2 mois pour les études de PRO. Ce délai court à compter de la date de l'accusé de réception par le Maître d'ouvrage du dossier complet constituant les Études de Conception.

Les dossiers APD et Dossiers de demande d'autorisation administrative ne constituent pas des points d'arrêt. Ils peuvent faire l'objet d'un avis de la part du Maître d'ouvrage ou de ses assistants, transmis par tout moyen. Le Titulaire poursuit ses études et intègre les avis des intervenants au fil de leur arrivée, sans que cela puisse constituer l'occasion d'une remise en question de ses engagements de concepteur-réalisateur.

Article 25.5 - Études de PRO

Seul l'examen du dossier PRO constitue un point d'arrêt ; lors de l'exécution des autres dossiers d'étude, le Titulaire est libre de poursuivre ses prestations pendant l'instruction de son dossier.

Le Maître d'ouvrage dispose de plusieurs suites possibles pour l'Admission du PRO.

Concernant l'admission du PRO, le Maître d'ouvrage peut prendre une décision :

- d'admission du PRO
- d'admission du PRO avec observations
- d'admission du PRO avec réfaction sur le prix
- de suspension de l'admission du PRO
- de rejet du PRO

Cette décision est notifiée par Ordre de service

Admission du PRO

L'admission est la décision, prise après vérifications, par laquelle le Maître d'ouvrage reconnaît la conformité des prestations aux stipulations du marché.

L'admission prend effet à la date de notification au Titulaire de la décision d'admission en l'état ou d'admission avec observations.

L'admission du PRO ne remet pas en cause la hiérarchie des pièces contractuelles, le Programme prévalant sur l'Offre contractuelle. Le Titulaire ne pourra pas atténuer dans le cadre des Études de conception les Performances de son offre qui seraient supérieures à celles du Programme, l'offre ayant été retenue par le Maître d'ouvrage en raison de celles-ci (« effet de cliquet »).

Admission du PRO avec observation

La décision d'admission peut également comporter des observations.

Lorsque le Maître d'ouvrage juge que le PRO considéré, sans satisfaire complètement les exigences du Marché, n'appelle que des observations qui permettent cependant la poursuite de la Conception et de la Réalisation, il notifie au Titulaire ses observations.

Le Titulaire dispose de deux (2) semaines pour présenter un dossier de réponses ou un dossier modifié au choix du Maître d'ouvrage.

Le délai global du marché ne sera pas modifié.

Admission du PRO avec réfaction sur le prix

Lorsque le Maître d'ouvrage estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au Titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Le montant de la réduction de prix est calculé en référence au cadre de sous décomposition des prix globaux et forfaitaires relatifs aux Études de conception.

Le Titulaire dispose de trente (30) jours à compter de la réception de la notification de la décision d'admission avec réfaction pour présenter ses observations. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du Maître d'ouvrage.

Si le Titulaire formule des observations, le Maître d'ouvrage dispose ensuite de trente (30) jours à compter de la réception des observations du titulaire pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. Passé ce délai, les prestations sont considérées comme rejetées.

Suspension de l'admission du PRO

Le Maître d'ouvrage, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point relevant des observations, peut décider de suspendre l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le Titulaire à présenter à nouveau au Maître d'ouvrage, les prestations mises au point, dans un délai fixé dans la décision et au plus tard dans un délai de (30) jours à compter de la réception de la notification de la décision du Maître d'ouvrage.

En cas de non-présentation des prestations à mettre au point par le Titulaire par lui au terme ce délai, le Maître d'ouvrage a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées ci-dessous dans un délai de quinze (15) jours courant à partir de l'expiration du délai de trente (30) jours laissé au Titulaire pour présenter les prestations mises au point.

Si le Titulaire présente les prestations mises au point dans le délai visé ci-dessus (30 jours), le Maître d'ouvrage dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des Études finales de conception, à compter de leur nouvelle présentation par le Titulaire.

Le Titulaire ne peut prétendre à une augmentation du délai d'exécution de chaque phase et du délai global d'exécution. La production du dossier mis au point n'entraîne pas de rémunération complémentaire. Cette prestation est réputée incluse dans le prix du marché.

Rejet

Lorsque le Maître d'ouvrage estime que l'Étude de Conception PRO, qui lui est soumise n'est pas conforme aux stipulations du Marché, il prononce le rejet de l'Étude et fixe un délai pour la remise de l'Étude. Le Maître d'ouvrage motivera le rejet. Le Titulaire est alors tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le Marché. Le Titulaire sera pénalisé dans les conditions prévues au présent Contrat.

La production du dossier de réponses n'entraîne pas de rémunération complémentaire.

Le délai global ne sera pas modifié.

Article 25.6 - Maquette numérique du bâtiment (MNB/BIM)

Sans objet.

Article 26 - Réalisation

Article 26.1 - Période de préparation

26.1.1 Dispositions générales

La période de préparation des travaux est comprise dans le délai d'exécution des travaux. Cette période de préparation sera déclenchée par le Titulaire sans ordre de service ni décision de la part du Maître d'ouvrage.

En l'absence d'ordre de service ou de décision du Maître d'ouvrage, les conséquences de l'initiative de mise en œuvre de l'installation de chantier sont réputées être aux frais et risques du Titulaire.

Le Titulaire fait son affaire de l'ensemble des raccordements aux réseaux nécessaires aux installations de chantier (eau, assainissement, électricité, télécommunications, gaz, chaleur, etc.) et supporte l'ensemble des risques et coûts de ces raccordements. Le Titulaire est responsable de la bonne articulation du chantier avec les ouvrages et les aménagements environnants et supporte l'ensemble des coûts et risques y afférents. Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations énoncées ci-après à la diligence respective des parties contractantes sous la responsabilité du Titulaire :

- Élaboration du programme des consignations nécessaires en termes de sécurité et d'impact sur l'activité ;
- Établissement du programme des études d'exécution et des livrables intégrant la définition des destinataires et les approbateurs ;
- Établissement du calendrier détaillé d'exécution des travaux, corps d'état par corps d'état ;
- Établissement et présentation des demandes nécessaires à l'obtention d'éventuelles autorisations d'accès pour le personnel ;
- Établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) en application des articles L.4532-8, L.4532-9 et R.4532-56 à R.4532-74 du code du travail ;
- Communication au coordonnateur sécurité du nom des représentants de l'entreprise au C.I.S.S.C.T.
- Réalisation d'un constat d'état des lieux par huissier.
- Mise à jour de l'échéancier prévisionnel de ses facturations mensuelles résultant du programme d'exécution des travaux ;
- Réalisation des travaux préparatoires (installations de chantier, voiries provisoires, terrassements, dévoiements des réseaux, ...).

26.1.2 Programme d'exécution des travaux

Le programme d'exécution des travaux et ses annexes devront préciser :

- La liste des plans de synthèse et plans d'exécution et contraintes de planification précisant les objectifs calendaires afin de respecter le calendrier d'exécution des travaux ;
- les moyens en effectifs humains et en matériel que le Titulaire prévoit de mettre en place et besoins en puissance électrique de chantier ;
- le type, le nombre et les caractéristiques des engins principaux et matériels devant travailler sur le chantier ;
- les plans d'aménagement des emprises et d'installations de chantier et sur les voies publiques et repérage de l'emplacement des moyens de levage ;
- Les fiches locaux mises à jour.

Les dispositions de ce plan sont de la responsabilité du Titulaire. Celui-ci est libre de les modifier, à l'exception de celles rendues contractuelles par le marché. Les modifications sont portées à la connaissance du Maître d'ouvrage comme le plan initial.

Article 26.2 - Études d'exécution

Le Titulaire établit le calendrier détaillé de réalisation des études d'exécution corps d'état en précisant la nature des documents à fournir (note de calcul, plan, fiche produit...).

Les plans d'exécution des ouvrages, les plans de synthèse et les spécifications techniques détaillées sont établis par le Titulaire et soumis à l'examen du Maître d'ouvrage et à l'avis du bureau de contrôle technique dans les conditions prévues aux articles ci-après.

26.2.1 Documents fournis par le titulaire

Le Titulaire établit, d'après les documents particuliers du marché, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail.

A cet effet, le Titulaire fait sur place tous les relevés nécessaires et demeure responsable des conséquences de toute erreur de mesure. Il doit, suivant le cas, établir, vérifier ou compléter les calculs de stabilité et de résistance.

Le Titulaire est tenu de transmettre au Maître d'ouvrage et au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé les éléments que celui-ci demande pour l'établissement du dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO).

Les plans d'exécution sont cotés et doivent nettement distinguer les diverses natures d'ouvrages et les qualités de matériaux à mettre en œuvre.

Ils doivent définir complètement, en conformité avec les spécifications techniques établies par le Titulaire, les formes des ouvrages, la nature des parements, les formes des pièces dans tous les éléments et assemblages, les armatures et leur disposition.

L'ensemble de ses plans, notes de calculs, études de détail, fiches techniques, et autres documents établis par les soins ou à la diligence du Titulaire sont mis à la disposition du Maître d'ouvrage, celui-ci pouvant émettre des observations et demander la présentation des avant-métrés.

Tous ces documents sont datés, identifiés et authentifiés par le Titulaire ou par son représentant.

La délivrance d'un avis par le Maître d'ouvrage ne dégage pas le Titulaire de ses propres responsabilités. Il n'y a ni approbation ni visa du Maître d'ouvrage, la responsabilité de la conception et de la construction des installations incombant totalement et exclusivement au Titulaire.

La maîtrise d'ouvrage s'assure seulement que les documents à produire sont conformes au marché et ne comportent ni erreurs ni omissions, ni contradictions normalement décelables par un homme de l'art. La conformité s'étend aux contraintes de construction et aux contraintes d'exploitation.

Le délai de délivrance de l'avis du Maître d'ouvrage est fixé à 20 jours. Si, dans ce délai, le Maître d'ouvrage constate que les documents fournis par le Titulaire ne lui permettent pas de formuler un avis, il en informe le Titulaire qui doit, dans le même délai, fournir l'ensemble des documents qu'il lui a été demandé de corriger ou de compléter.

L'absence d'avis et/ou d'observations ne désengage pas le Titulaire de ses obligations contractuelles ni de sa responsabilité de concepteur. Elle ne permet pas au Titulaire de justifier un retard dans l'exécution des travaux.

26.2.2 Modifications apportées aux dispositions contractuelles

Le Titulaire ne peut, de lui-même, apporter aucun changement aux dispositions techniques des ouvrages résultant du respect des documents contractuels.

Sur injonction du Maître d'ouvrage par ordre de service, et dans le délai fixé par cet ordre, le titulaire est tenu de reconstruire les ouvrages qui ne sont pas conformes aux stipulations contractuelles pour les mettre en conformité.

Article 26.3 - Échantillons

Le Titulaire devra présenter un échantillonnage complet des matériaux, fournitures, Matériels et Équipements, qu'il utilisera pour réaliser l'ouvrage au plus tard un (1) mois avant la date de commande du Titulaire à ses fournisseurs. Le Maître d'ouvrage pourra demander la présentation d'autres échantillons.

A la suite de cette présentation, le Maître d'ouvrage fixe son choix. S'il estime qu'il n'y a pas similitude (ou équivalence) de qualité et de norme entre les produits présentés et ceux prévus au Programme et/ou à l'Offre contractuelle et/ou au Projet, le Titulaire est tenu de fournir des produits respectant ces derniers.

Les produits retenus sont entreposés dans un local aménagé à proximité de la base vie du chantier et n'en sont retirés qu'après accord du Maître d'ouvrage. Une liste de ces produits est tenue à disposition dans le local.

Après choix et confirmation, les produits devront être livrés sur le chantier dans leurs emballages d'origine et munis de leurs étiquettes d'origine.

Indépendamment de leur conformité avec les spécifications des documents d'exécution et hormis pour les matériaux agréés dans le cadre des engagements sur les matériaux issus du réemploi, les matériaux et fournitures employés seront toujours neufs, d'un type normalisé, de première qualité et mis en œuvre avec le meilleur fini, suivant les règles de l'Art et de la bonne construction.

En l'absence de normalisation, les fournitures devront être de fabrication courante, suivie et de bonne qualité.

Les Matériels et Équipements devront avoir une estampille ou un certificat de qualité, délivré par un Organisme Officiel, chaque fois qu'une telle qualification existe. Les Matériels et Équipements devront être garantis par leur constructeur pour l'utilisation envisagée.

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de faire analyser par un laboratoire officiel, aux frais du Titulaire, tout appareil, matériel ou matériau qui paraîtrait suspect ou qui ne serait pas conforme aux spécifications contractuelles.

Tout matériel commandé avant l'acceptation des échantillons par le Maître d'ouvrage pourra être refusé.

Article 26.4 - Locaux et façades témoins

Le Titulaire devra réaliser les témoins définis à l'article 3.3 du programme technique (tome B1-2), dans un calendrier de réalisation des travaux qui permet leur validation par le Maître d'ouvrage. Ces locaux et façades témoins concernent notamment :

- Une chambre témoin au sein de la tour
- Une chambre témoin au sein de la barre (tranche optionnelle)
- Un témoin de façade de la tour
- Un témoin de façade de la barre (tranche optionnelle)

Les dates des présentations sont indiquées dans le Calendrier des études. En cas de non-respect de ce jalon intermédiaire, le Titulaire s'expose à des pénalités définies au présent Marché.

Article 26.5 - Démarrage des travaux

26.5.1 Démarrage des travaux de curage, désamiantage et déplombage

Le démarrage des travaux de curage et le cas échéant, de désamiantage et déplombage fera l'objet d'un ordre de service par Maître d'ouvrage.

26.5.2 Démarrage des travaux de démolition

Le démarrage des travaux de démolition fera l'objet d'un ordre de service par Maître d'ouvrage.

Article 26.6 - Démarrage des travaux hors travaux de curage et de démolition

Après l'admission du PRO et l'obtention des autorisations administratives purgées, le démarrage effectif des travaux hors travaux de curage, désamiantage et déplombage (hors période de préparation déclenchée par le Titulaire) hors travaux de démolition fera l'objet d'un ordre de service par le Maître d'ouvrage.

Le Titulaire ne pourra pas faire valoir de demande d'indemnisation, sachant que les prix sont révisables.

Les travaux objets de la tranche optionnelle feront l'objet d'un ordre de service distinct.

Article 26.7 - DT/DICT

26.7.1 En phase Conception

Le Titulaire prend à sa charge l'ensemble des obligations qui incombent au « Responsable de projet » visé aux articles R.554-20 et suivants du Code de l'environnement.

En particulier, le Titulaire :

- Recueille les informations de la part des exploitants de réseau ;
- Les cas échéants, propose au Maître d'ouvrage les éléments permettant la consultation d'un organisme de repérage des réseaux certifié à cet effet ;

- Annexe au dossier de consultation des entreprises sous-traitantes copie de l'ensemble des déclarations de projet de travaux qu'il a effectuées et des réponses reçues des exploitants d'ouvrages en service, ainsi que, le cas échéant, les résultats de ses propres investigations et le tracé des ouvrages concernés par l'emprise des travaux dont il est lui-même exploitant, ou situés sur un terrain dont il est propriétaire et qui seraient dispensés de la déclaration prévue à l'article R. 554-21 du Code de l'environnement ;
- Veille à la présence sur le chantier des DICT, des réponses aux DICT, des résultats des investigations complémentaires, au marquage ou au piquetage au sol permettant la signalisation du tracé des réseaux ;
- S'assure de l'information du personnel des entreprises et l'accessibilité des organismes de sécurité signalés par l'exploitant.

26.7.2 Phase de préparation du chantier

Le Titulaire prend à sa charge l'ensemble des obligations qui incombent à « l'exécutant des travaux » visé aux articles R.554-24 et suivants du Code de l'environnement.

En particulier, le Titulaire :

- Consulte le Guichet Unique ;
- Établit la déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) et en conserve un exemplaire sur le chantier pendant toute la durée de celui-ci. Cette DICT est renouvelée en tant que de besoin en cas de différé des travaux, et au minimum tous les trois (3) mois ;
- En cas de non-réponse, après relance, par les exploitants de réseaux sensibles pour la sécurité, informe le Maître d'ouvrage et le Responsable de projet.

Le Titulaire s'assurera que les salariés intervenant à proximité des réseaux soient titulaires de l'Autorisation d'Intervention à Proximité des Réseaux (AIPR).

26.7.3 Phase de Réalisation des travaux

Le Titulaire effectue par tout moyen approprié le marquage des réseaux indiqués par les exploitants.

Le Titulaire informe les personnels qui travaillent sous sa direction, selon des moyens et modalités appropriés, de la localisation des réseaux qui ont été identifiés puis repérés. Il s'assure de leur formation et de leur qualification minimale nécessaire.

En cas de découverte fortuite de réseaux, le Titulaire en informe par écrit le Maître d'ouvrage.

En cas de différence notable entre l'état du sous-sol constaté au cours du chantier et les informations portées à la connaissance de l'exécutant des travaux, qui entraînerait un risque pour les personnes liées au risque d'endommagement d'un ouvrage sensible pour la sécurité, le Titulaire sursoit aux travaux adjacents jusqu'à décision du Maître d'ouvrage, prise par un ordre écrit, sur les mesures à prendre.

Article 27 - Installation, sécurité et hygiène, déchets de chantier

Article 27.1 - Installations de chantier

Les installations de chantier seront implantées aux endroits définis dans le Projet validés par le Maître d'ouvrage.

Dans le cas où des locaux annexes complémentaires seraient nécessaires hors Emprise Chantier, le Titulaire assumerait la charge entière de ces locaux.

Le Titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier, y compris les voies d'accès et de desserte du chantier qui ne sont pas ouvertes à la circulation publique.

Article 27.2 - Sécurité et hygiène du chantier

Le Titulaire prend sur son chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente.

Il assure notamment l'éclairage et le gardiennage de son chantier ainsi que sa signalisation tant intérieure qu'extérieure. Il assure également, en tant que de besoin, la clôture de ses chantiers. Il prend toutes les précautions nécessaires pour éviter que les travaux ne causent un danger aux tiers, notamment pour la circulation publique si celle-ci n'a pas été déviée. Les points de passage dangereux, le long et à la traversée des voies de communication, doivent être protégés par des garde-corps provisoires ou par tout autre dispositif approprié ; ils doivent être éclairés et, au besoin, gardés.

Le Titulaire prend les dispositions utiles pour assurer l'hygiène des installations de chantier destinées au personnel, notamment par l'établissement des réseaux de voirie, d'alimentation en eau potable et d'assainissement, si l'importance des chantiers le justifie.

Toutes les mesures d'ordre, de sécurité et d'hygiène prescrites ci-dessus sont à la charge du titulaire.

En cas d'inobservation par le Titulaire des prescriptions ci-dessus et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes, le Maître d'ouvrage peut prendre aux frais du titulaire les mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures sont prises sans mise en demeure préalable. L'intervention des autorités compétentes ou du Maître d'ouvrage ne dégage pas la responsabilité du titulaire.

Le Maître d'ouvrage informe le Titulaire de tout dysfonctionnement occasionné par le personnel intervenant sur le chantier et entravant le bon déroulement de celui-ci. Il appartient au titulaire de prendre toute disposition utile pour remédier au dysfonctionnement constaté.

En complément de cela, en cas de travaux en Site Occupé, le Maître d'ouvrage communiquera par tous moyens appropriés à son personnel et aux usagers concernés sur l'importance du

respect des règles de sécurité et transmettra autant que de nécessaire les consignes fournies par le Titulaire.

Le Titulaire pourra sur simple notification au Maître d'ouvrage par tout moyen approprié exiger l'interdiction d'accès en cas de violation des règles de sécurité du chantier mettant en péril la sécurité des biens et/ou des personnes.

Article 27.3 - Gestion des déchets de chantier

27.3.1 Principes généraux

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du Maître d'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du Titulaire en tant que « détenteur » de déchets, pendant la durée du chantier. Toutefois, le Titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le Titulaire effectue les opérations de tri, collecte, transport, entreposage, de l'évacuation des déchets créés par les travaux objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur et au programme environnemental. Le tri sélectif des déchets est réalisé dès leur production afin notamment d'éviter les mélanges qui ne pourront pas être valorisés.

Le Maître d'ouvrage transmet au Titulaire, avant l'exécution des travaux, toute information qu'il juge utile pour permettre à celui-ci de valoriser ou d'éliminer les déchets conformément à la réglementation en vigueur.

27.3.2 Contrôle et suivi des déchets de chantier

Afin que le Maître d'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le Titulaire lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi des déchets de chantier.

Ainsi, le Titulaire remet au Maître d'ouvrage, avec copie au Maître d'œuvre, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le Titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets. Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire.

Lorsqu'il aura été constaté que le Titulaire n'a pas procédé à l'évacuation des déchets provenant de la démolition ou de la construction, il sera procédé à leur transport dans les conditions expliquées ci-après.

27.3.3 Enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le Titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le Maître d'ouvrage pour l'exécution des travaux.

Sans préjudice des pénalités contractuelles, à défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par le Maître d'ouvrage, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du Titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

En complément de cela, le Titulaire supporte la charge financière de l'évacuation et du traitement de tous les déchets.

Article 28 - Causes Légitimes de Retard

Les événements listés ci-après sont considérés comme des Causes Légitimes de Retard, uniquement dans la seule mesure où leur survenance a une incidence sur le déroulement du chantier et sur la durée de réalisation des travaux telle que prévue dans le Calendrier d'exécution des Travaux défini en Annexe 6 Offre contractuelle :

- le retard dans la mise à disposition du Terrain ou des Ouvrages par le Maître d'ouvrage;
- les jours de retard consécutif à une grève générale ou particulière aux activités touchant le secteur des bâtiments au-delà de quinze (15) jours ouvrables. Une grève interne au Titulaire ou à ses prestataires n'est pas considérée comme une Cause Légitime de Retard ;
- le retard résultant des injonctions administratives ou judiciaires de suspendre ou d'arrêter tout ou partie des travaux, dès lors que ces injonctions ne sont pas imputables au Titulaire ;
- le retard dans l'obtention des autorisations administratives, non imputable au Titulaire ;
- Troubles résultant d'actes de guerre et de terrorisme, révolutions, émeutes, cataclysmes, catastrophes naturelles.
- le retard dû aux recours formés contre les autorisations administratives, ou leur retrait administratif
- le retard relatif aux découvertes archéologiques et pyrotechniques
- Un cas de Force Majeure tel que défini par l'article 13 du contrat

Dans le cas d'intempéries, le délai d'exécution des travaux ne sera pas prolongé.

Quand le Titulaire invoque la survenance d'une Cause Légitime de Retard, il doit le notifier au Maître d'ouvrage dans un délai de sept (7) jours à compter de la connaissance d'une telle Cause Légitime de Retard, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La notification d'une Cause Légitime de Retard fait apparaître notamment (i) l'événement dont la survenance est invoquée, (ii) l'incidence sur le déroulement du chantier et le Calendrier des Travaux, (iii) les mesures que le Titulaire entend mettre en œuvre afin d'atténuer les effets de

l'événement sur ses obligations au titre du Marché, (iv) une évaluation des surcoûts que cet événement va engendrer.

Faute d'avoir notifié la Cause Légitime de Retard dans les formes et délais ainsi définis, le Titulaire ne pourra pas invoquer la survenance de la Cause Légitime de Retard.

Le Maître d'ouvrage indique dans les quinze (15) jours à compter de la réception de la notification complète, s'il accepte la demande de mise en œuvre d'une Cause Légitime de Retard ainsi que l'évaluation du délai de prorogation et du montant des conséquences financières que le Titulaire a proposées. Le silence gardé par Maître d'ouvrage à l'issue de ces quinze (15) jours vaut rejet de la demande de mise en œuvre d'une Cause Légitime de Retard.

En cas de désaccord sur la survenance d'une Cause Légitime de Retard ou ses conséquences en termes de délai et de coûts, le litige est réglé conformément aux stipulations de l'Article 59 Règlement des litiges.

En tout état de cause, lorsqu'il invoque une Cause Légitime de Retard, le Titulaire prend, dans les meilleurs délais suivant cet événement, toutes les mesures raisonnablement envisageables pour en atténuer l'impact sur l'exécution de ses obligations.

Si le Titulaire a, par action ou par omission, aggravé les conséquences d'un événement constitutif d'une Cause Légitime de Retard, il n'est fondé à invoquer la Cause Légitime de Retard que dans la mesure des effets que l'événement aurait provoqués si cette action ou omission n'avait pas eu lieu.

En cas de survenance d'un cas de Cause Légitime de Retard ainsi notifié et accepté par le Maître d'ouvrage, la Date Contractuelle de Réception des Ouvrages concernés sera repoussée d'une durée égale à celle du retard résultant de la Cause Légitime de Retard, et aucune pénalité de retard ne sera due par le Titulaire au titre du retard constaté.

Les conséquences financières du retard engendrées par la survenance des Causes Légitimes de Retard telles que reconnues par le Maître d'ouvrage seront supportées par ce dernier et limitées aux préjudices matériels et directs subis par le titulaire.

Article 29 - Réception des travaux

Article 29.1 - Dispositions générales

Chaque Équipement ou ensemble d'Équipements, Ouvrage ou ensemble d'Ouvrages pourra faire l'objet d'une Réception partielle et par site selon un planning rendu contractuel au Chapitre. 11 Annexes.

Chaque réception est prononcée sous réserve de l'exécution complète des prestations prévues au Marché et des engagements du Titulaire, de la vérification de l'atteinte de leurs performances et du niveau de qualité prévu par le Marché, des essais COPREC et spécifiques concluants, de la levée des avis suspendus et défavorables du Contrôleur Technique, de la constitution du DOE, de la remise du dossier S.S.I. et des avis favorables d'ouverture de la commission de sécurité incendie et de la commission d'accessibilité et de toute autorité administrative habilitée à donner son avis, du respect des règles de l'art et de la réglementation en vigueur.

La dernière réception vaut réception définitive au titre des travaux.

Cette réception n'exonère pas le Titulaire de sa responsabilité globale de concepteur, constructeur, mainteneur, en cas de réserves, désordres, dysfonctionnements, défauts de performances.

Article 29.2 - Demande de réception

Quatre-vingt-dix (90) jours avant la date contractuelle de fin de travaux (de chaque Équipement ou ensemble d'Équipements, Ouvrage ou ensemble d'Ouvrages), le Titulaire communiquera la méthodologie proposée pour l'organisation des opérations préalables à la réception afin de vérifier que l'Équipement ou ensemble d'Équipements, l'Ouvrage ou ensemble d'Ouvrages concerné réponde aux performances définies au Programme et au présent Marché.

Trente (30) jours avant la date contractuelle de fin de travaux (de chaque Équipement ou ensemble d'Équipements, Ouvrage ou ensemble d'Ouvrages), le Titulaire demande par lettre recommandée avec accusé de réception au Maître d'ouvrage la réception de chaque Équipement ou ensemble d'Équipements, Ouvrage ou ensemble d'Ouvrages. La demande de réception intégrera l'ensemble des résultats des autocontrôles et essais conformément à l'Offre contractuelle. Il indique la date à laquelle il estime l'achèvement des travaux.

Si cette date est postérieure à la date contractuelle, le Titulaire encourt une pénalité définie au présent contrat.

Le Titulaire invite l'Assistant à Maître d'ouvrage à participer aux opérations préalables à la réception conformément à la méthodologie d'organisation des opérations préalables à la réception.

Quinze (15) jours avant la date contractuelle de fin de travaux (de chaque Équipement ou ensemble d'Équipements, Ouvrage ou ensemble d'Ouvrages), le Titulaire transmet à l'Assistant à Maître d'Ouvrage, le dossier des ouvrages exécutés (DOE) tel que défini à l'Article 29.10 ci-après, les attestations de fonctionnement de l'AQC, le dossier d'identité S.S.I., et plus généralement tous les rapports de vérifications réglementaires préalables à la mise en service. Il transmet au Contrôleur Technique les éléments permettant de lever les derniers avis suspendus et défavorables. Il transmet au coordonnateur les documents, notices, fiches techniques permettant de finaliser le DIUO.

Quinze (15) jours avant la date contractuelle de fin de travaux (de chaque Équipement ou ensemble d'Équipements, Ouvrage ou ensemble d'Ouvrages), le Titulaire transmet à l'Assistant à Maître d'Ouvrage, les avis favorables d'ouverture des commissions de sécurité incendie et d'accessibilité et de toute autorité administrative habilitée à donner son avis.

Si le Titulaire ne respecte pas l'un de ces délais, il encourt la pénalité définie au présent contrat.

Article 29.3 - Opérations de contrôles internes au Titulaire

Avant les opérations préalables à la réception, le Titulaire procédera en interne au Groupement, en présence de l'équipe de Maîtrise d'œuvre, du Directeur de la Maintenance et du Directeur de la Performance et du Management de projet aux vérifications des ouvrages et performances.

Le Titulaire peut inviter le Maître d'ouvrage et l'Assistant à Maître d'Ouvrage à participer à ces opérations. Dans ce cas, l'Assistant à Maître d'Ouvrage pourra faire toutes observations au Titulaire. Ces observations seront consignées dans les rapports et procès-verbaux de contrôle.

Article 29.4 - Opérations préalables à la réception

Les opérations préalables à la réception comportent notamment :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés ;
- la vérification des performances des Matériels, Équipements, Ouvrages tels que définis au présent Contrat ;
- la vérification de la conformité des conditions de pose des équipements aux spécifications des fournisseurs conditionnant leur garantie ;
- les épreuves éventuellement prévues au présent Marché ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au Marché ;
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons ;
- la constatation des équipements, ouvrages ou parties d'ouvrages dont la vérification ne peut être faite qu'à certaines périodes de l'année ;
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des terrains et des lieux ;
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Ces opérations se déroulent en présence du Titulaire et du Maître d'ouvrage et/ou de ses représentants. Elles font l'objet de procès-verbaux signés par le Titulaire et le Maître d'ouvrage. Le Titulaire prévoira un outil informatique (de type tablette et logiciel adapté) pour faciliter l'organisation de ces opérations préalables à la réception. Ce procès-verbal devra également et impérativement être signé par le Directeur de Maîtrise d'œuvre, le Directeur de la Réalisation, le Directeur de l'Exploitation Maintenance et le Directeur de la Performance et du Management de projet.

Si le Titulaire refuse de signer le procès-verbal, il en est fait mention.

Article 29.5 - Décision du Maître d'Ouvrage

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception, le Maître d'ouvrage décide si la réception est ou non prononcée ou si elle est prononcée avec Réserves. S'il prononce la réception, il fixe la date qu'il retient pour l'achèvement des travaux. La décision ainsi prise est notifiée au Titulaire dans les quinze (15) jours suivant la date du procès-verbal.

La réception prend effet à la date fixée pour l'achèvement des travaux dans la décision du Maître d'ouvrage.

29.5.1 Réfaction pour prestations non exécutées ou réserves non levables

Dans le cas où certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications prévues au contrat ou non exécutés, sans que les défauts constatés soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et de proposer au Titulaire une réfaction sur les prix, dans la limite de dix mille (10 000) Euros H.T. par réserve.

Si le Titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivé se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve. Dans le cas contraire, le Titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

29.5.2 Imperfections et malfaçons

Les Réserves listeront les imperfections et malfaçons auxquelles le Titulaire devra remédier.

29.5.3 Épreuves, essais, espaces verts

Si les épreuves vérifications ne peuvent être faites qu'à certaines périodes de l'année, la réception sera prononcée sous la réserve que ces essais soient concluants dès qu'ils pourront être réalisés de façon significative, en particulier pour les installations de génie climatique et les aménagements d'espaces verts.

Article 29.6 - Levée des Réserves

Les Réserves seront notifiées au Titulaire ainsi que le délai imparti pour remédier aux imperfections et malfaçons relevées. En tout état de cause, le délai maximal pour lever l'ensemble des réserves est de deux (2) mois à compter de la date d'effet de la réception.

Dans le cas où les Réserves n'auraient pas été réalisées dans le délai prescrit, le Maître d'ouvrage pourra appliquer les pénalités définies au présent contrat et ce sans préjudice de la possibilité du Maître d'ouvrage de faire exécuter ces travaux permettant de lever ces réserves aux frais et risques du Titulaire, après mise en demeure préalable.

Article 29.7 - Mise à disposition de certains Ouvrages, parties d'Ouvrages ou Équipement

Le Maître d'ouvrage pourra prescrire au Titulaire de mettre, pendant une certaine période, certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages, non encore achevés, à la disposition du Maître d'ouvrage et sans que celui-ci en prenne possession, afin notamment de lui permettre d'exécuter, ou de faire exécuter par d'autres entrepreneurs, des travaux autres que ceux qui font l'objet du présent Marché, comme l'installation du mobilier, des équipements actifs pour les systèmes informatiques ou téléphoniques.

Un protocole pourra être conclu entre le Maître d'ouvrage et le Titulaire afin de préciser le mode d'organisation de ces mises à disposition.

Par ailleurs, avant la mise à disposition de ces Ouvrages ou parties d'Ouvrages, un état des lieux est dressé contradictoirement entre le Maître d'ouvrage et le Titulaire. Lorsque la période de mise à disposition est terminée, un nouvel état des lieux contradictoire est dressé.

Le Titulaire a le droit de suivre les travaux non compris dans son marché qui intéressent les ouvrages ou parties d'ouvrages ainsi mis à la disposition du Maître d'ouvrage. Il peut faire des réserves, s'il estime que les caractéristiques des ouvrages ne permettent pas ces travaux ou que ces travaux risquent de les détériorer. Ces réserves doivent être motivées par écrit et adressées au Maître d'ouvrage.

Le Titulaire est responsable de la garde des ouvrages ou parties d'ouvrages ou Équipement pendant toute la durée où ils sont mis à sa disposition par le Maître d'ouvrage.

Article 29.8 - Prise de possession des ouvrages ou parties d'ouvrages

Dans le cas où la Date Contractuelle de Réception se trouverait dépassée par la faute exclusive du Titulaire, ou dans le cas où les travaux auraient fait l'objet d'un refus de réception, le Maître d'ouvrage pourra prendre possession sans plus attendre des ouvrages ou parties d'ouvrages non encore entièrement terminés ou non réceptionnés, sans que cette prise de possession ne vaille réception.

Le Maître d'ouvrage préviendra le Titulaire par lettre recommandée avec avis de réception de sa décision d'occuper les locaux et fixera une date pour cette prise de possession.

Le Titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours à compter de la réception de cette demande pour s'opposer à la demande et ce pour des motifs relevant exclusivement de la sécurité des personnes et des biens. Le Titulaire doit par conséquent motiver expressément son refus d'occupation par le Maître d'ouvrage. L'absence de réponse à l'issue de ce délai de cinq (5) jours vaudra acceptation du Titulaire.

Avant la prise de possession, un état des lieux sera établi à l'initiative et aux frais du titulaire, contradictoirement avec le Maître d'ouvrage.

Le Titulaire devra prendre toutes dispositions pour achever les travaux dans des délais qui lui seront impartis sans entraver l'activité normale du Maître d'ouvrage.

Article 29.9 - Évacuation du chantier

Au terme des travaux, le Titulaire enlèvera à ses frais tous les matériaux non employés, les déchets de toutes espèces ainsi que les ouvrages provisoires.

En cas de retard, il sera passible d'une pénalité définie au présent Contrat.

En outre, le Titulaire procédera à la remise en état complète des lieux qui auraient fait l'objet de détériorations dûment constatées, par des installations et/ou engins de chantier, tant à l'intérieur du lieu des travaux qu'aux abords immédiats.

Si l'exécution n'était pas terminée dans le délai prescrit, le Maître d'ouvrage se réserve le droit, quinze (15) jours après la mise en demeure, de procéder à l'enlèvement et faire transporter à la

décharge publique, les matériaux, matériels ou déchets en cause, le tout aux frais du Titulaire, et sans qu'il puisse faire réclamation, la pénalité prévue ci-dessus étant en outre appliquée.

Article 29.10 - Documents fournis préalablement à la réception

Trente (30) jours avant la date contractuelle de fin de travaux (Équipement ou ensemble d'Équipements, Ouvrage ou ensemble d'Ouvrages), le Titulaire remet le dossier des ouvrages exécutés.

Celui-ci comprend notamment les documents suivants remis selon les modalités suivantes :

- les plans et maquettes BIM numériques de recollement et les notes de calculs conformément aux ouvrages exécutés ;
- les notices et fiches techniques des matériaux, matériels et équipements ;
- les conditions de garantie des fabricants attachées ;
- les prescriptions d'exploitation, de maintenance des matériaux, matériels et équipements ;
- les nomenclatures détaillées des pièces de rechange avec désignation complète et précise ;
- les procès-verbaux complets d'essais en usine du constructeur pour tout appareil installé (moteurs, transformateurs, ventilateurs, pompes, compresseurs, chaudières, etc...) ;
- les procès-verbaux d'essais in situ, notamment mesures de débits réels ;
- le mode d'emploi des bâtiments et des installations.

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au CSPS.

Le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE), ainsi que les éléments du Dossier d'Intervention Ulérieur sur l'Ouvrage (DIUO) comprennent des plans et documents, suffisamment nombreux et détaillés, permettant au Maître d'ouvrage d'exploiter le bâtiment et d'effectuer tous travaux neufs d'extension ou renouvellement, dans les moindres détails.

Si le Maître d'ouvrage acceptait cependant de prononcer la réception sans cette documentation et dans le cas où cette documentation ne lui serait toujours pas remise dans un délai de soixante (60) jours après la date de réception, il se réserve le droit de faire établir entièrement aux frais du Titulaire, toute documentation qu'il estimera indispensable de posséder et concernant les installations effectuées par le Titulaire.

En cas de non-respect des dispositions ci-dessus, le Titulaire encourt les pénalités définies au présent contrat.

En outre, le Titulaire délèguera auprès de l'utilisateur une équipe de spécialistes ayant pour mission de former le personnel du Maître d'ouvrage à utiliser les Matériels et Équipements et garantir leur maintenance et ce nonobstant les obligations contractuelles découlant de l'exécution de la Période 3 « Exploitation Maintenance ».

Le coût de cette mission est inclus dans le prix du Marché.

CHAPITRE 4 – EXPLOITATION, MAINTENANCE ET ENGAGEMENTS DE PERFORMANCES D'EXPLOITATION

Article 30 - Dispositions générales

Les Prestations d'Exploitation Maintenance, (Conduite, Entretien, Maintenance de type P2 et P3) des systèmes et équipements techniques participant à la performance et intégrés au périmètre du marché, proposées par le Titulaire seront effectuées selon les modalités précisées par le Programme et les pièces constitutives du marché.

Une garantie contractuelle d'un niveau de performance est mise en œuvre et contrôlée en application du programme performanciel et exploitation maintenance.

Article 31 - Périmètre d'intervention

Le Titulaire dispose d'un droit d'accès non exclusif aux ouvrages pendant la période d'Exploitation Maintenance.

Le Maître d'ouvrage met à disposition du Titulaire des locaux nécessaires à la réalisation des prestations d'Exploitation Maintenance, dont l'aménagement est à la charge du Titulaire.

L'autorisation d'occupation de ces locaux, non constitutive de droits réels, ne donne pas lieu au paiement d'une redevance en application de l'article L. 2125-1 du Code général de la Propriété des Personnes Publiques.

Article 32 - Contrôle des obligations en Période d'Exploitation Maintenance

Le Maître d'ouvrage pourra, à sa charge et à tout moment, effectuer directement ou faire effectuer par toute personne ou entité de son choix, une vérification de toutes les Prestations. En particulier, il est libre de faire auditer, de manière préventive ou à la suite d'un dysfonctionnement, tout ou partie des Prestations du Titulaire, qui s'engage à faciliter le travail des auditeurs.

Le Titulaire, dans les conditions prévues par le programme, informe sans délai le Maître d'ouvrage de tout incident constaté ou de tout incident raisonnablement prévisible.

Les représentants du Mandataire, le Directeur de la Maintenance et le Directeur de la Performance et du Management de projet se rencontrent au minimum une fois par an pour échanger sur l'ensemble des données relatives au Marché.

Article 33 - Prestations prévues au Marché

Il est précisé que les prestations d'exploitation-maintenance couvrent, selon les ouvrages, les niveaux 1 à 5 au sens de la norme NF X60-000 d'avril 2016. Le Programme et les pièces constitutives du marché précisent le niveau d'application de la norme selon le périmètre confié au titulaire.

Article 33.1 - Conduite, Entretien et Maintenance

Le Titulaire exécute les Prestations de Conduite, Entretien et Maintenance, recouvrant la maintenance préventive et curative conformément aux règles de l'art et aux prescriptions du Programme. Ces Prestations comprennent toutes les opérations qui concourent au maintien en bon état de fonctionnement des Ouvrages et Équipements de façon à toujours convenir aux usages auxquels ils sont destinés, ainsi qu'aux niveaux de performance attendus, jusqu'au moment où leur vétusté ou une défaillance rendent nécessaire leur remplacement.

Concernant la mise en œuvre d'une solution logicielle de gestion de la maintenance assistée par ordinateur (GMAO) conformément aux prescriptions du Programme, elle sera assurée par la Maîtrise d'ouvrage à travers sa solution logicielle propre au CNOUS. Le Titulaire pourra recourir à sa propre solution de GMAO, sous réserve que celle-ci permette l'interopérabilité et le transfert automatique, fiable et complet des données vers la solution de la Maîtrise d'Ouvrage.

Le titulaire assure la marche à blanc et les tests de la GMAO pendant la réalisation, la formation des personnels pendant les OPR, la maintenance de la GMAO pendant l'exploitation-maintenance, en tranche ferme comme lors de la tranche optionnelle.

Article 33.2 - Performances consommation de Référence

Le Titulaire s'engage sur une consommation de référence tous usages et toutes énergies fixées à l'Article 5.1. Engagements de performances ci-dessus. La consommation de référence constitue la quantité d'énergie contractuellement garantie.

Article 33.3 - Vérification de la Performance Énergétique

33.3.1 Dispositions générales

Les Objectifs de Performance sont contractuellement garantis pour les périodes de suivi prévues à cet effet, et à compter du premier jour de la Période d'Exploitation Maintenance dans les conditions définies ci-après et conformément aux prescriptions indiquées dans le programme.

Il est prévu que l'Objectif de la Performance Finale engage le Titulaire à compter de la fin de la période « conception-réalisation », par période de suivi annuelle.

L'Objectif de Performance intermédiaire et finale, est vérifiable et mesuré en application des dispositions prévues au Programme.

Le Titulaire met à profit cette période intermédiaire pour procéder aux ajustements et modifications nécessaires pour atteindre l'Objectif de la Performance finale.

La surperformance ou la sous-performance par rapport à l'Objectif de Performance fait l'objet de mesures de réparation dans les conditions prévues ci-après.

33.3.2 Causes d'Ajustement de l'Objectif de Performance

Les conditions d'ajustements sont définies dans le Programme et dans le Plan de mesure et vérification de l'Offre Contractuelle.

Article 33.4 - Conséquences de la non-atteinte des Objectifs de Performance

Ces dispositions s'appliquent selon le cas :

- Pour les performances relevant de la Garantie de Performance intrinsèque (Objectif de Performance du Bâtiment) dont l'atteinte est mesurable à partir des données chiffrées communiquées lors des études et confirmées à l'issue des travaux (DOE et contrôles).
- Pour les performances relevant de la Garantie de résultat (Engagements de Performance) en termes de qualité énergétique ou de services, dont l'atteinte est mesurable à partir des indicateurs de performance.

Réparation par la réalisation de prestations complémentaires

Le Maître d'ouvrage pourra solliciter auprès du Titulaire une réparation par la réalisation de prestations complémentaires en réparation du préjudice résultant de la non-atteinte de l'Objectif de la Performance de Bâtiment.

Cette réparation porte sur la réalisation de travaux ou de prestations d'exploitation permettant l'atteinte de la performance garantie. Elle doit être d'une valeur au moins égale au montant de l'indemnité.

A compter de la constatation de la non-atteinte de l'Objectif de Performance de Bâtiment, le Titulaire dispose d'un délai de trente (30) jours pour présenter au Maître d'ouvrage une solution en ce sens en précisant la nature des actions envisagées, le calendrier prévisionnel d'intervention, le coût de ces actions.

Le Titulaire ne dispose d'aucun droit à imposer cette solution qui demeure soumise à l'appréciation discrétionnaire du Maître d'ouvrage.

Le Maître d'ouvrage dispose d'un délai de trente (30) jours pour statuer sur cette proposition à l'issue duquel il est réputé l'avoir rejetée.

33.4.1 Non atteinte de la Garantie de résultat (Engagements de Performance)

Réparation en numéraire (pénalisation)

En cas de non-atteinte de la Garantie de résultat, Engagement de performance (éventuellement ajusté du seuil de neutralisation défini au Programme), le Titulaire est pénalisé conformément aux modalités définies au Chapitre 8 du Contrat et au Chapitre 9 du Tome B1.4 du programme, relatif à la garantie de performance et au plan de mesure de vérification.

La pénalité est appliquée par le Maître d'ouvrage, par compensation, sur le montant de la demande de paiement au titre de l'exploitation-maintenance suivant la constatation du dépassement de l'Objectif de Performance sur la Période de Suivi (n_i).

Dans l'hypothèse où le montant des sommes dues au Titulaire ne permettrait pas de compenser le montant de la pénalité, la somme résiduelle est précomptée sur les paiements suivants. Le Maître d'ouvrage peut être amené à émettre un ordre de recette valant titre exécutoire auquel il joint le justificatif si le reste à payer est insuffisant.

Réparation par la réalisation de prestations complémentaires

Cette réparation porte sur la réalisation de travaux ou de prestations d'exploitation permettant l'atteinte de la performance garantie. Elle doit être d'une valeur au moins égale au montant de l'indemnité.

A compter de la constatation de la non-atteinte de l'Objectif de Performance de Bâtiment, le Titulaire dispose d'un délai de trente (30) jours pour présenter au Maître d'ouvrage une solution en ce sens en précisant la nature des actions envisagées, le calendrier prévisionnel d'intervention, le coût de ces actions.

Le Titulaire ne dispose d'aucun droit à imposer cette solution qui demeure soumise à l'appréciation discrétionnaire du Maître d'ouvrage.

Le Maître d'ouvrage dispose d'un délai de trente (30) jours pour statuer sur cette proposition à l'issue duquel il est réputé l'avoir rejetée.

Le rejet de la demande de réparation qu'il intervienne implicitement ou explicitement, entraîne l'imputation de l'indemnité par le Maître d'ouvrage, par compensation, sur le montant de l'acompte dû au titre de l'exploitation-maintenance suivant ce rejet.

Article 34 - Veille Technologique

Le Titulaire assure une veille technologique de manière à faire bénéficier le Maître d'ouvrage des évolutions technologiques pouvant bénéficier au Projet et de l'informer des éventuels changements de législation ou de réglementation susceptibles d'impacter le Projet à l'exclusion des prototypes ou matériels non agréés.

Lorsqu'une évolution technologique pourrait bénéficier au Projet, les Parties se réunissent afin de discuter de l'opportunité de sa prise en compte, notamment au regard de ses modalités de mise en œuvre pratique et de ses conséquences financières.

Article 35 - Délai(s) d'exécution des prestations d'exploitation et de maintenance

Les délais d'interventions du Titulaire sont prévus dans le programme.

Article 36 - Fin au terme normal du Marché

Le Titulaire réalise à sa charge un diagnostic complet des Ouvrages et Équipements dans les conditions prévues au programme.

Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire procéder à toute expertise complémentaire ou contradictoire par un tiers à ses frais.

Le Titulaire s'engage à laisser, dans les conditions prévues au programme, en fin d'exécution du Marché, les matériels ou équipements y compris ceux de régulation et les biens immatériels en état normal d'entretien et de fonctionnement, compte tenu de leur vétusté et des remplacements réalisés et/ou planifiés.

Le titulaire s'engage à transférer les historisations des automates.

Le Titulaire s'engage, dans les six derniers (6) mois d'exécution du Marché, à mener des actions de formation pour le personnel du nouvel Exploitant.

CHAPITRE 5 - GARANTIES ET ASSURANCES

Article 37 - Garanties

Article 37.1 - Garantie de parfait achèvement

Le Titulaire consent une garantie de parfait achèvement au titre de la période qui court à compter de la Réception de chaque Équipement ou Ouvrage et s'achève vingt-quatre mois à compter de la Réception du dernier Équipement ou Ouvrage. Au titre de cette garantie de parfait achèvement, le Titulaire doit, à ses frais :

- lever les Réserves ;
- corriger les défauts de conformité (en ce compris les vices de conception) y compris ceux apparaissant après la Réception, sauf si et dans la mesure où ces défauts apparaissent en conséquence de l'usure normale de l'exploitation ou de la maintenance qui n'aurait pas été exécuté conformément aux manuels d'exploitation et d'entretien applicables.

Au cas où un désordre viendrait à apparaître, le Maître d'ouvrage devra en informer le Titulaire dans les meilleurs délais. Le Titulaire devra alors réaliser, à ses frais, les travaux nécessaires pour remédier aux désordres constatés dans le délai prescrit par le Maître d'ouvrage.

Si, à l'expiration de la Période de Parfait Achèvement, le Titulaire n'a pas exécuté les travaux ou prestations prévus par le présent article, cette Période peut être prolongée par décision du Maître d'ouvrage jusqu'à l'exécution complète des travaux ou prestations en cause.

Article 37.2 - Responsabilité décennale

Le Titulaire est assujéti à la responsabilité décennale prévue à l'article 1792 du Code civil au titre des Travaux, vis-à-vis du Maître d'ouvrage.

Article 37.3 - Garantie de bon fonctionnement

Le Titulaire est responsable envers le Maître d'ouvrage de la garantie de bon fonctionnement prévue à l'article 1792-3 du Code civil au titre des Équipements installés dans le cadre du Contrat qui y sont soumis.

Article 37.4 - Retenue de garantie des travaux

Une retenue de garantie de cinq (5) % du montant total de la Réalisation, y compris éventuelles futures Modifications de Marché, est mise en place à la charge du Titulaire.

Elle sera prélevée par fractions sur chacun des versements à compter de la facturation des prestations de Réalisation (travaux). La retenue de garantie a pour objet de couvrir les réserves à la réception des travaux, fournitures ou services ainsi que celles formulées, le cas échéant, pendant le délai de la garantie contractuelle de parfait achèvement.

La retenue de garantie est remboursée un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. Le Maître d'ouvrage précise que la retenue de garantie ne s'applique pas au sous-traitant.

Article 37.5 - Garantie à première demande en remplacement de la retenue de garantie

La retenue de garantie pourra être remplacée à la demande du Titulaire par une garantie à première demande. Le montant de la garantie à première demande sera celui de la retenue de garantie qu'elle remplace. Son objet sera identique à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le mandataire du groupement remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

L'organisme apportant sa garantie devra être accepté par le Maître d'ouvrage. Il est choisi parmi les tiers agréés par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution mentionnée à l'article L. 612-1 du Code monétaire et financier. Lorsque cet organisme est étranger, il est choisi parmi les tiers agréés dans son pays d'origine.

Les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au Titulaire du marché ou aux établissements ayant accordé leur garantie à première demande pendant le délai de garantie de parfait achèvement et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

Il ne sera pas possible de remplacer la retenue de garantie par une caution personnelle et solidaire.

Article 38 - Assurances construction

Article 38.1 - Dispositions générales

Le Titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

A ce titre, il répond notamment des garanties, responsabilités et risques mis à sa charge par les articles 1792, 1792-2, 1792-3 du Code Civil et par les articles 1240 à 1244 et 1788 du même Code, ou tous ceux qui viendraient s'y substituer.

Les « fabricants et importateurs » d'un ouvrage, d'une partie d'ouvrage ou d'un élément d'équipement tels que définis à l'article 1792-4 du Code civil sont tenus aux responsabilités qui pourraient leur incomber, notamment en vertu de cet article.

Le Titulaire est responsable de tous dommages résultant de ses actes, de ses biens et des personnes dont il est responsable, notamment de ses sous-traitants, que ces dommages surviennent en cours d'exécution des travaux ou après l'achèvement de ceux-ci.

Article 38.2 - Installations et engins de chantier

Le Titulaire fera son affaire personnelle de la souscription des assurances relatives aux biens et équipements lui appartenant ou placés sous sa garde, utilisés pour la réalisation du Marché et non destinés à être incorporés dans les Ouvrages réalisés.

Il veillera notamment à ce que les véhicules terrestres à moteur et les remorques (attelées ou non) soient assurés conformément à la législation en vigueur et que ceux-ci soient garantis lorsqu'ils fonctionnent comme outils en dehors de toute circulation.

Article 38.3 - Responsabilité Civile

Le Titulaire (et plus globalement chaque intervenant à l'opération) est tenu de souscrire une police d'assurance de responsabilité civile générale et professionnelle couvrant toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité qu'il est susceptible d'encourir vis à vis des tiers et du Maître d'ouvrage, du fait de tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non, pouvant survenir tant pendant la période de réalisation qu'après l'achèvement des travaux, et ce, dès le début de son intervention et aussi longtemps que sa responsabilité pourra être recherchée. Le Titulaire (et plus globalement chaque intervenant à l'opération) déclare que les garanties de sa police d'assurance s'appliquent aux responsabilités pouvant lui incomber du fait de ses sous-traitants.

38.3.1 Montant minimum des garanties

Réalisateurs / entreprises :

Responsabilité Civile cours de chantier – professionnelle et Après Livraison

- Avant réception :
 - Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels) : 4 M€ par sinistre dont :
 - Dommages matériels et immatériels consécutifs : 2 M€ par sinistre ;
 - Immatériels non consécutifs : 1M€ par sinistre ;
 - Dommages d'atteinte à l'environnement : 1 M€ par année ;
- Après travaux :
 - Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels) : 4 M€ par sinistre et par an.

Concepteurs / maîtres d'œuvre :

- Responsabilité Civile cours de chantier – professionnelle et Après Livraison
- Responsabilité civile Exploitation Pendant travaux :
 - Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels) : 4 M€ par sinistre dont :
 - Dommages matériels et immatériels consécutifs : 1 M€ par sinistre ;
 - Immatériels Non consécutifs : 1 M€ par sinistre ;
 - Dommages d'atteinte à l'environnement : 1 M€ par année ;

- Responsabilité civile Professionnelle et après travaux :
 - o Tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels) : 2 M€ par sinistre et par an.

La franchise en dommages matériels et immatériels consécutifs sera au maximum de quinze mille (15 000) euros.

Les montants de garanties minimales indiqués ci-avant ne constituent, en aucun cas, une quelconque limitation de la responsabilité. Il appartient au Titulaire de souscrire des montants de garanties à la hauteur des responsabilités qu'il considère encourir.

Les garanties devront être étendues aux risques de pollution accidentelle ou non, et de toute atteinte à l'environnement.

Le Mandataire de Groupement devra justifier d'une couverture supplémentaire quant à sa qualité de mandataire solidaire de ses cotraitants.

En cas de couverture insuffisante, le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part du Titulaire la souscription d'une assurance complémentaire en nature et/ou en montant si la nature des travaux ou leur localisation le nécessite.

38.3.2 Attestations d'assurance

Le Titulaire et chaque membre du Groupement concepteurs et réalisateurs devra produire dans les quinze (15) jours qui suivent la notification du marché, ainsi qu'en début de chaque année civile - pendant la durée du chantier, une attestation d'assurance correspondant aux critères définis ci-dessus, comportant les informations précises suivantes :

- identité de la compagnie d'assurance ;
- numéro de police ;
- date d'effet, période de validité ;
- activités assurées en référence aux prestations relevant du marché dont il est Titulaire avec extension le cas échéant, à la qualité de mandataire commun ;
- montants des garanties accordées par nature à hauteur respective des capitaux minima fixés ci-dessus.

Concernant les sous-traitants, il appartient au Titulaire d'effectuer le contrôle de leur attestation d'assurance Responsabilité Civile. En cas de sinistre, le Titulaire sera responsable des dommages causés par lesdits sous-traitants.

Article 38.4 - Responsabilité civile décennale des intervenants

Le Titulaire (soit chaque membre du Groupement) devra être couvert par une police d'assurance de responsabilité décennale pour les prestations dont ils ont la charge, y compris celles données en sous-traitance.

Aussi le Titulaire devra justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de la notification du Marché, qu'il est bien Titulaire d'un contrat d'assurance garantissant sa

responsabilité civile décennale découlant des dispositions des articles 1792, 1792-1 et suivants et à l'article 1792-4-2 du Code Civil.

Ce contrat doit comporter les garanties :

- de la responsabilité civile décennale au sens des articles 1792, 1792-1, 1792-2 et suivants et 1792-4-2 du Code civil, selon les dispositions conformes à la loi n°78-12 du 4 janvier 1978, et à ses textes d'application et à l'ordonnance du 8 juin 2005, particulièrement au profit des « existants totalement incorporés et techniquement indivisibles »,
- de bon fonctionnement d'une durée minimale de deux ans des éléments d'équipement au sens de l'article 1792-3 du Code civil,
- des dommages immatériels consécutifs à des sinistres découlant de l'application des responsabilités et garanties visées aux alinéas ci-dessus,
- avec extension aux dommages subis par les existants non incorporés du fait des travaux neufs, conformément aux termes de la Convention « garanties dommages aux existants consécutifs à des travaux » du 8 septembre 2005.

Ce contrat sera souscrit auprès d'un assureur pratiquant habituellement la souscription des garanties prévues à l'article L 241-1 du Code des Assurances avec une marge de solvabilité qui devra être jugée comme suffisante par rapport à la moyenne constatée sur le marché français de l'assurance pour l'année écoulée.

Cette police devra prévoir une garantie à concurrence minimum de la valeur de l'ouvrage. Il est rappelé, que l'obligation faite à chaque intervenant à l'acte de construire est d'être assuré à dû concurrence du montant total de l'opération (travaux + honoraires).

Dans ce dernier cas, le capital garanti accepté devra être exclusif de toute règle proportionnelle de capitaux.

Eu égard au montant du projet, le Titulaire s'engage à souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD) conformément à l'article R. 243-1 du Code des Assurances et à en justifier auprès du Maître d'ouvrage.

38.4.1 Attestations d'assurance

Le Titulaire (plus précisément chaque membre du groupement concepteurs et réalisateurs) devra produire dans le mois qui suit la date d'ouverture de chantier, l'attestation d'assurance correspondante qui devra être datée de moins de trois mois et émaner de la seule compagnie d'assurance (tout document émis par une autre société sera considéré comme nul), comportant les informations précises suivantes :

- en cours de validité au jour de la DOC pour la police « décennale » ;
- Identité de la compagnie d'assurance ;
- Numéro de police ;
- Date d'effet, période de validité ;
- Garantie légale à propos des ouvrages de bâtiment ;
- Activités assurées en référence aux prestations relevant du marché dont il est Titulaire ;
- Abrogation de la règle proportionnelle ;
- Les montants assurés.

Tout entrepreneur, qui, dans le cadre de la réalisation de ses travaux, met en œuvre des procédés et/ou des matériaux non traditionnels ou de technique non courante, devra fournir une attestation d'assurance décennale spécifique mentionnant expressément la couverture des ouvrages tels que réalisés.

Les « Fabricants et Importateurs » d'ouvrages ou d'éléments d'équipements devront avoir souscrit une police d'assurance couvrant leur responsabilité en vertu de l'article 1792-4 du Code civil.

En cas de couverture insuffisante, le Maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part de l'intervenant insuffisamment garanti la souscription d'une assurance complémentaire.

Article 38.5 - Assistance au Maître d'ouvrage dans le cadre de l'assurance

Le Titulaire doit assistance au Maître d'ouvrage pour tous les problèmes liés à l'application des polices d'assurance garantissant le chantier et notamment :

- Il doit veiller à « l'assurabilité » des matériaux et/ou systèmes constructifs mis en œuvre ;
- Il informe le Maître d'ouvrage de toutes les difficultés rencontrées à ce sujet, par la rédaction de notes et rapports appropriés ;
- il doit fournir tous documents et explications, et assister à toutes réunions, aussi bien dans le cadre de la mise en place des polices d'assurances, spécifiques à l'opération, que dans le cadre de la résolution des sinistres pouvant survenir.

Article 39 - Assurances en Période d'Exploitation Maintenance

Le Titulaire doit contracter les assurances de responsabilité civile permettant de garantir les conséquences de sa responsabilité à l'égard du Maître d'ouvrage et des tiers, du fait de dommages corporels, matériels ou immatériels – consécutifs ou non - causés par l'exécution des Prestations d'Exploitation et de Maintenance dès son engagement et pour toute la durée du Marché.

Le Titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours avant le démarrage des Prestations d'Exploitation Maintenance qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie puis chaque année, à la date anniversaire du contrat.

Par ailleurs, à tout moment durant l'exécution du Marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du Maître d'ouvrage et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

Le Titulaire devra justifier à chaque date anniversaire du contrat d'une garantie responsabilité civile pour ses activités d'Exploitation Maintenance.

Les capitaux garantis devront être, pour tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels) souscrits pour des montants compatibles avec la nature et l'importance de la mission confiée.

L'attestation qui sera remise annuellement stipulera qu'il est fait renonciation à recours à l'encontre du Maître d'ouvrage.

Article 40 - Dispositions communes

L'éventuelle souscription de contrats d'assurance par le Maître d'ouvrage ne dégage en aucune façon les intervenants au chantier de leurs obligations vis à vis de celui-ci. Ils restent tenus de garantir le Maître d'ouvrage de toute recherche en responsabilité ou de tout dommage de leur fait et s'obligent à répercuter l'ensemble des obligations d'assurance à leurs sous-traitants.

Le Titulaire doit signaler au Maître d'ouvrage toutes modifications apportées à ses contrats d'assurance en cours susceptibles d'exercer une influence sur le marché (assureurs, nature et montant des garanties et des franchises, etc..) et faire en sorte que les garanties prévues au présent Contrat soient maintenues.

Le Titulaire s'engage, de plus, à notifier au Maître d'ouvrage tout fait de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties des différentes polices souscrites.

Il est bien précisé que les garanties qui seraient éventuellement souscrites par le Maître d'ouvrage, au profit des intervenants, seront accordées selon les clauses et conditions (en particulier de délimitation, de montant de garantie, de franchise et d'exclusions) des polices effectivement souscrites et que la souscription par le Maître d'ouvrage de ces garanties n'exonère en aucune façon les intervenants de leurs risques et responsabilités et ne les dispense pas de souscrire les assurances complémentaires qu'ils jugeraient nécessaires.

Le non-respect de ces obligations au cours de l'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le Maître d'ouvrage.

CHAPITRE 6 - MODIFICATIONS DU MARCHE EN COURS D'EXECUTION

Article 41 - Dispositions générales

Les Modifications apportées aux Programme et/ou Projet pendant l'exécution du Marché, en phase d'études, de travaux, d'exploitation, de maintenance, peuvent être effectuées à la demande du Maître d'ouvrage ou sur proposition du Titulaire.

Les Modifications à la demande du Maître d'ouvrage peuvent résulter :

- D'une demande du Maître d'ouvrage au Titulaire, qui est tenu de les réaliser, pour tout motif légitime, notamment pour tenir compte de l'évolution des besoins du Maître d'ouvrage ou d'innovations technologiques ;
- de l'entrée en vigueur d'un texte législatif ou réglementaire publié postérieurement à la Date d'Entrée en Vigueur et dont il n'était raisonnablement pas possible, préalablement à la date d'entrée en vigueur du Marché, de prévoir l'adoption.

Les Modifications sur proposition du Titulaire résultent d'une proposition du Titulaire au Maître d'ouvrage, dans le cadre de la veille technologique par exemple. Dans ce cas, elles ne peuvent être réalisées qu'après accord du Maître d'ouvrage.

Article 42 - Gestion des Modifications

Article 42.1 - Procédure

Lorsqu'il est envisagé de procéder à une Modification, le Titulaire présente, dans un délai proportionné aux caractéristiques de la Modification envisagée et précisé par le Maître d'ouvrage et au plus de quatre (4) semaines, une Étude Préalable faisant apparaître :

- La proposition financière (compris impact éventuel sur les coûts d'exploitation et de maintenance) et les modalités pratiques de la réalisation de la Modification ;
- Les conséquences de la Modification sur le Projet Technique, notamment en termes technique, fonctionnel, urbain, paysager et architectural ;
- Les conséquences de la Modification sur les engagements du Titulaire en termes de délai ;
- Les conséquences de la Modification sur les obligations du Titulaire au titre du présent sur le contenu des Prestations d'Exploitation et de Maintenance et des engagements de Performance.

Les frais de réalisation des études seront rémunérés, uniquement si la Modification est réalisée, à un taux de 6 % du coût des travaux modificatifs jusqu'à l'admission du PRO corrigé et à 3% ensuite jusqu'à la réception du dernier Ouvrage.

Si les modifications demandées entraînent des travaux en moins-value, le Titulaire ne pourra prétendre rémunération des frais de réalisation.

Le Maître d'ouvrage dispose d'un délai de quinze (15) jours pour approuver l'Étude Préalable ou formuler des observations et demander des compléments d'information au Titulaire.

Si le Maître d'ouvrage ne s'est pas prononcé dans les quinze (15) jours à compter de la réception de l'Étude Préalable, il est réputé l'avoir rejetée et la Modification ne peut être réalisée.

En cas de désaccord sur le montant de la proposition financière qui doit être retenu, les Parties s'en remettent à l'avis d'un l'Expert choisi d'un commun accord. Dans l'attente de l'avis de l'Expert, le Maître d'ouvrage peut notifier au Titulaire par Ordre de Service la décision de faire réaliser les travaux à un prix provisoire fixé par le Maître d'ouvrage.

Par dérogation à ce qui précède, à compter de la Date Effective de Réception, en cas de désaccord des Parties sur le montant de la proposition financière présentée dans l'Etude Préalable ou sur simple choix du Maître d'ouvrage, cette dernière peut choisir de recourir à un tiers pour réaliser les Modifications envisagées.

Les Modifications font l'objet d'une Fiche Modificative (FM). La Modification sera notifiée au Titulaire par soit par Ordre de service soit par décision du Maître d'ouvrage.

Dans le cadre des comités de pilotage les Parties s'accorderont pour régulariser à échéance régulière les FM validées par un Avenant au Marché.

Article 42.2 - Prise en charge financière des Modifications demandées par le Maître d'ouvrage

L'ensemble des conséquences financières des Modifications sont demandées et prises en charge par le Maître d'ouvrage (plus-values et moins-values).

Le Maître d'ouvrage et le Titulaire s'engagent à négocier de bonne foi en vue de la détermination de l'économie globale induite par la modification envisagée et, le cas échéant, des modalités d'ajustement de la Rémunération.

Article 43 - Modifications des études à la demande du Titulaire

Toute modification que le Titulaire envisage d'apporter au Marché concernant les études de projet doit être expressément mentionné dans le Cahier des écarts.

Chaque modification mentionnée dans le Cahier des écarts donne lieu à l'élaboration d'une Fiche modificative, qui est adressée par le Titulaire au Maître d'ouvrage et doit :

- mentionner toutes les incidences générées par la modification envisagée dont notamment les incidences sur les coûts d'investissement (conception, travaux,), les surfaces, les délais, les coûts d'entretien maintenance, les impacts sur les consommations d'énergie, les performances, la qualité architecturale ou fonctionnelle étant précisé que sauf à avoir été ainsi identifiée dans la Fiche modificative, les incidences mentionnées ci-dessus ne pourront être opposées ;
- comporter, pour chacune des incidences ci-dessus mentionnées dans la Fiche Modificative, un avis signé par le Directeur de la Maîtrise d'œuvre s'agissant des impact architecturaux et fonctionnels et le Directeur de la Performance et du Management de Projet s'agissant des impacts des modifications sur les obligations prévues au programme.

Le Maître d'ouvrage dispose d'un délai de quinze (15) Jours pour accepter ou rejeter la modification mentionnée dans la Fiche modificative à compter de sa réception. Le silence gardé par le Maître d'ouvrage à l'expiration de ce délai de quinze (15) Jours entraîne le rejet de la modification mentionnée dans la Fiche modificative.

Les modifications n'ayant pas donné lieu à l'envoi d'une Fiche modificative au Maître d'ouvrage ou n'ayant pas été acceptées par le Maître d'ouvrage dans les conditions prévues ci-dessus ne peuvent être mises en œuvre par le Titulaire.

Les modifications ayant donné lieu à l'envoi d'une Fiche modificative et ayant été acceptées par le Maître d'ouvrage sont mises en œuvre par le Titulaire et les modifications en résultant ne peuvent lui être opposées à l'occasion des opérations de réception.

Article 44 - Clauses de réexamen

Article 44.1 - Dispositions générales

Conformément à l'article R2194-1 le Maître d'ouvrage pourra mettre en œuvre en cours d'exécution du Marché les modifications prévues au présent Article.

Article 44.2 - Prestations supplémentaires de travaux et d'exploitation, maintenance

Le Maître d'ouvrage pourra décider de solliciter du Titulaire la réalisation des prestations de travaux, d'exploitation maintenance supplémentaires.

Les décompositions des prix globaux et forfaitaires, constituent les prix unitaires servant de base à la détermination des prix des prestations supplémentaires.

Leur intégration fera l'objet d'une Modification de Marché au présent Contrat et leur prix alors réintégré au montant de la rémunération due par le Maître d'ouvrage.

Article 44.3 - Marché de prestations similaires

Le Maître d'ouvrage conserve la possibilité de passer un ou plusieurs marchés publics de travaux ayant pour objet la réalisation de prestations similaires au présent Marché dans un délai maximum de trois ans à compter de la Date d'Entrée en Vigueur du Marché en vertu de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

Article 44.4 - Changement de législation et de réglementation

En cas d'évolution ou de changement de la législation ou de la réglementation relative aux Prestations confiées au Titulaire, après l'obtention des autorisations administratives à la construction, les Parties se rencontreront afin d'examiner les conditions de poursuite du Marché.

Article 44.5 - Cas particulier des pandémies

Les modifications du contrat résultant des mesures prises dans le cadre d'un état d'urgence sanitaire ou toutes autres mesures équivalentes tendant à la lutte contre la propagation d'une épidémie (à l'exclusion des mesures entrées en vigueur à la date de notification du présent marché), sont régis par les dispositions suivantes. Les mesures de référence sont celles édictées par l'OPPBTP à la date de notification du marché.

Le titulaire doit le notifier au Maître d'ouvrage dans un délai de sept (7) jours ouvrés à compter de la survenance d'une telle cause ou du moment où le Titulaire aurait dû en avoir connaissance, par tout moyen permettant de donner date certaine.

La notification porte au minimum les mentions obligatoires suivantes :

- l'événement dont la survenance est invoquée,
- les conséquences sur le déroulement de l'exécution de ses obligations par le Titulaire,
- les mesures que le Titulaire entend mettre en œuvre afin d'atténuer les effets de l'événement sur l'exécution de ses obligations au titre du Marché.

Faute d'avoir notifié la cause dans les formes et délais ainsi définis, le Titulaire ne pourra pas invoquer la survenance de la cause.

Le Maître d'ouvrage indique dans les quinze (15) jours à compter de la réception de la notification complète, s'il accepte la demande de mise en œuvre de la cause ainsi que l'évaluation du délai de prorogation et du montant des conséquences financières que le Titulaire a proposées. Le silence gardé par le Maître d'ouvrage à l'issue de ces quinze (15) jours vaut rejet de la demande de mise en œuvre de la cause.

Le titulaire ne saurait prétendre à l'indemnisation des frais d'immobilisation de matériel et surcoûts liés aux mesures de nettoyages et des frais de gardiennage du chantier. Les parties conviennent de discuter des conséquences d'un préjudice direct matériel et certain subi par le titulaire.

En cas de désaccord sur la survenance de la cause ou ses conséquences en termes de délai et de coûts, les parties devront tenter de régler le litige les opposant par le biais d'un mode de règlement alternatif des différends dans les conditions définies aux articles L.2197-1 à 2197-7 du code de la commande publique

Lorsqu'il invoque la cause, le titulaire prend, dans les meilleurs délais suivant cet événement, toutes les mesures raisonnablement envisageables pour en atténuer l'impact sur l'exécution de ses obligations.

CHAPITRE 7- CLAUSES FINANCIÈRES

Article 45 - Contenu des Prix

Article 45.1 - Caractères généraux des prix

Le présent Marché fait apparaître de manière séparée les prix respectifs de la Conception, de la Réalisation et d'Exploitation Maintenance.

Tous les prix sont indiqués dans le Marché hors taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Dès lors que le Marché est passé avec des cotraitants groupés conjoints, les prix des prestations attribuées à chaque membre du Groupement dans le présent Contrat sont réputés comprendre les dépenses, marges et frais de coordination.

En cas de sous-traitance, les prix du Marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle, par le Titulaire, de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

Article 45.2 - Prix des prestations intellectuelles

Les prestations de Conception sont réglées par un prix global et forfaitaire fixé par le présent Contrat.

Il comprend également le prix des prestations intellectuelles de la Période 1 « Conception » et de la Période 2 « Réalisation » dont notamment toutes les Etudes de Conception prévues au Marché.

Article 45.3 - Prix de la Réalisation

La réalisation des Travaux est régie par un prix global et forfaitaire fixé par le présent Contrat.

Le Prix de la Réalisation comprend notamment :

- les travaux TCE, y compris VRD, espaces verts, clôtures ;
- tous travaux de voirie et raccordement aux réseaux ;
- les frais d'affichage des Autorisations, Administratives ;
- les frais d'affichage des panneaux de chantier ;
- les frais de garde du chantier jusqu'à la Date Effective de Réception des Ouvrages ainsi que les frais des travaux paysagers ;
- le coût de remise en état des Ouvrages si ces derniers étaient dégradés avant la Réception par les différents intervenants mandatés par le Titulaire ;
- les frais liés à des modifications éventuelles de méthodologie d'exécution ;
- le coût des garanties à mettre en place par le Titulaire dans le cadre des marchés de sous-traitance ;

- toutes les charges et conséquences financières résultant des exigences réglementaires des services publics pour l'exécution du Marché ;
- tous frais relatifs aux dispositions spéciales applicables aux opérations de construction dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité du travail, notamment en application de la loi n°76-1106 du 6 décembre 1976 et des textes subséquents relatifs au développement de la prévention des accidents du travail ;
- toutes autres charges et coûts entraînés par les prescriptions des autorisations administratives notamment celle du permis de construire ;
- le coût des travaux modificatifs et complémentaires fondés sur un changement de réglementation applicable aux Ouvrages jusqu'à la délivrance du permis de construire ou imposé par une injonction administrative ou une décision de justice
- les frais, dépenses, dédommagements et indemnités divers de tous contentieux, tels référés préventifs, avec tous tiers, nés des Travaux qui auraient pour origine une faute ou un manquement du Titulaire et/ou de ses intervenants dans l'exécution de sa mission aux termes du Marché ;
- les droits de voirie, frais de branchement et plus généralement tous les frais de consommation au titre de l'alimentation du chantier en eau et énergie, téléphone, etc., au cours des Travaux ;
- tous les frais liés aux installations de chantier et les consommations de fluides et d'énergie en résultant ;
- tous frais résultant des précautions à prendre relatives à la prévention des accidents, à l'occupation des terrains, aux accès des propriétés riveraines, à la voie publique, à l'éclairage panneau-enseigne, à la garde du chantier, à sa clôture (y compris droits de voirie) ;
- tous frais d'assurance matériel, dommage aux tiers (assurances responsabilité civile professionnelle et décennale) ;
- tous les frais de remise en état divers de la zone chantier ou les dégâts occasionnés par les travaux de construction de l'Ouvrage hors de la zone chantier ;
- tous frais accessoires dont notamment les essais, ainsi que la production des documents, notices, plans d'exécution à fournir lors de la livraison ;
- toutes les consommations générées par la réalisation des travaux en ce compris les frais de chauffage ou de séchage ;
- tous frais et travaux résultant de l'application des contrôles COPREC ;
- tous frais d'essais et d'analyses jugés utiles par le Titulaire, y compris tous les échantillons nécessaires à ces essais et analyses ;
- le coût des travaux de levée des Réserves ;
- le coût des travaux nécessaires à la mise en conformité avec le permis de construire et avec tout permis de construire modificatif qui sera rendu nécessaire pour la réalisation des Ouvrages, à l'exception de ceux qui résulteraient d'initiatives du Maître d'ouvrage ;
- le coût nécessaire à l'obtention des avis favorables des commissions, notamment

accessibilité et sécurité incendie ;

- les frais éventuels de dépollution ou de neutralisation de cette pollution qui seraient nécessaires pour rendre les sites compatibles avec l'usage prévu ;
- toutes les contraintes géotechniques et les travaux d'adaptation rendus nécessaires pour y remédier le cas échéant (les fondations spéciales ou autres pieux...) ainsi que toute sujétion relative au terrain dont le Titulaire déclare avoir une parfaite connaissance ;
- Le nettoyage du chantier de sorte que les bâtiments puissent être livrés par le Titulaire sans devoir procéder à une intervention particulière sur ce point ;
- Tous les coûts susceptibles d'être générés par les opérations tirant à l'échelle générant des déplacements et réaménagements de locaux transitoires ;
- Les frais de géomètre pour l'implantation des Ouvrages (les frais liés à l'intervention du géomètre pour tout ce qui concerne le terrain d'assiette des Ouvrages demeurent à la charge du Maître d'Ouvrage) et la vérification des surfaces des Ouvrages, après achèvement ;
- Le coût de réalisation de l'étude géotechnique et les conséquences induites sur la construction ;
- Le coût de réalisation des sondages, des états géotechniques, de toutes les études, notamment celles nécessaires à l'obtention de toutes autorisations administratives modificatives éventuelles permettant la réalisation totale des Ouvrages ;

Article 45.4 - Prix des Prestations d'Exploitation Maintenance

Les Prestations sont réglées par un prix global et forfaitaire fixé par le présent Contrat. Il correspond au Prix des Prestations d'Exploitation, de Maintenance dont la décomposition est définie au présent Contrat.

Il est réputé comprendre toutes les prestations listées dans le Programme et prévues au Marché.

Article 46 - Révision des prix

Article 46.1 - Dispositions générales

Les indices de révision des prix cités ci-après sont publiés au Bulletin officiel du Ministère en charge de l'écologie, du développement et de l'aménagement durable, au moniteur des travaux publics et du bâtiment, à l'INSEE.

La date d'établissement des prix est fixée en page de garde du présent Contrat.

Article 46.2 - Révision du Prix des Prestation de Conception- Réalisation

46.2.1 Modalités de révisions des prix

Le coefficient de révision (C) applicable est donné par la formule :

$$C_m = 0,15 + 0,85 \times (I_m - 6) / (I_{m0} - 6)$$

Dans laquelle I_{m0} et I_m sont les valeurs prises par l'index de référence, tel que défini précédemment respectivement six mois avant le mois « m_0 » et six mois avant le mois « m ».

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

La valeur de l'index du mois « m » est celle du mois de remise de la facture ou de la situation mensuelle.

46.2.2 Index de référence

Les index de référence, choisis en raison de leur structure pour la révision des prix des prestations, sont les suivants :

- Prestations intellectuelles : l'index ingénierie ING
- Travaux : l'index BT 01

Article 46.3 - Révision du Prix des Prestation d'Exploitation-Maintenance

Le Prix est révisable annuellement à la date d'anniversaire de l'entrée en vigueur du Marché.

46.3.1 Révision du Prix des Prestations de Conduite, Entretien, Maintenance

Pour la révision des prestations d'Exploitation-maintenance (P2) :

$$C = 0.15 + 0.85 \times I_{CHT-IME_n-6} / I_{CHT-IME_o-6}$$

Avec :

- ICHT-IME : coût horaire du travail, Industries mécaniques et électriques

Pour la révision des prestations de Gros entretien renouvellement (P3) :

$$C = 0.15 + 0.85 \times (0,60 \times BT40_n-6 / BT40_o-6 + 0,40 \times I_{CHT-IME_n-6} / I_{CHT-IME_o-6})$$

Avec :

- ICHT-IME coût horaire du travail, Industries mécaniques et électriques, base 100 en décembre 2008
- BT40 Chauffage central (à l'exclusion du chauffage électrique), base 100 en 2010

La prestation de GER est gérée en transparence sur devis, les prix seront établis en valeur date de réalisation.

46.3.2 Révision du Prix de Fourniture d'énergie

Sans objet.

Article 47 - Modalités de règlement

Article 47.1 - Règlement du Prix de la Conception et la Réalisation

Le règlement des sommes dues au Titulaire pour les Etudes de Conception et la Réalisation des Travaux fait l'objet d'acomptes réglés périodiquement, conformément à l'échéancier prévu ci-dessous.

47.1.1 Fractionnement des acomptes

Le règlement des sommes dues au Titulaire au cours des Périodes 1 – Conception et 2 – Réalisation des Travaux fait l'objet d'acomptes réglés périodiquement, conformément à l'échéancier prévu ci-dessous. Il est fait application des dispositions de l'article R2191-20 et suivants du Code de la Commande Publique avec les dispositions particulières définies ci-après.

La fraction de la rémunération relative à chaque élément de mission est fixée dans le tableau ci-après :

Prestation rémunérée	Fraction exigible	Date d'exigibilité
Dossier de demande des autorisations administratives	80%	à la remise du Dossier complet
	20%	à l'avis du Maître d'ouvrage
Dossier d'avant-projet définitif	80%	à la remise du Dossier complet
	20%	à l'avis du Maître d'ouvrage
PRO	80%	à la remise du PRO
	20%	à l'admission du PRO par le Maître d'ouvrage
Études d'exécution et de synthèse ou Visa	A l'avancement	Paielements mensuels
Travaux	à l'avancement	Paielements mensuels
Suivi de la réalisation des travaux	à l'avancement	Paielements mensuels
Direction de la Réalisation	à l'avancement	Paielements mensuels
Assistance lors des opérations	80%	à la Date effective de Réception de

préalables à la réception	20%	l'Équipement ou l'Ouvrage A la Date de levée des Réserves
Assistance pendant la période de Parfait Achèvement	100%	A la fin de la GPA

47.1.2 Projet de décompte

Les projets de décompte mensuel établis par le Titulaire sur la base du Modèle du CROUS indiquent le montant des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'avancement de l'exécution des Etudes de Conception et des Travaux, abstraction faite des éventuelles pénalités pour retard ou des réfections. Ces projets de décompte valent demande de paiement de la part du Titulaire.

Avant la fin de chaque mois et après en avoir obtenu validation par l'ATMO, le Titulaire dépose sa demande de paiement, sous la forme d'un projet de décompte, sur la plateforme de dépôt des factures CHORUS PRO présentée ci-après.

Ce projet de décompte établit le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis son début.

Lorsque des réfections ont été fixées par application du Marché, elles s'appliquent à chaque projet de décompte mensuel concerné.

Le projet de décompte mensuel fait ressortir :

- le montant de l'acompte en prix de base. Ce montant est la différence entre le montant du décompte et celui du décompte précédent ;
- l'effet de la révision de prix appliquée de cet acompte ;
- l'incidence de la T.V.A. ;
- le montant de l'acompte à verser, récapitulation des trois montants ci-avant.

47.1.3 Acompte

Le Maître d'ouvrage vérifie le projet de décompte mensuel et y applique les pénalités éventuelles pour retard.

Le projet de décompte mensuel ainsi complété devient alors le décompte mensuel.

Le montant des acomptes mensuels à verser au Titulaire est déterminé par le Maître d'ouvrage qui dresse, à cet effet, un état faisant ressortir :

- le montant de l'acompte mensuel en prix de base. Ce montant est la différence entre le montant du décompte mensuel, dont il s'agit, et celui du décompte mensuel précédent
- l'effet de la révision de prix appliquée de cet acompte ;
- l'incidence de la T.V.A. ;
- les pénalités ;
- le montant de l'avance à rembourser ;
- le montant de l'acompte mensuel à verser, récapitulation des trois montants ci-avant, augmentée éventuellement des intérêts moratoires dus au Titulaire.

Le Maître d'ouvrage notifie au Titulaire par ordre de service l'état d'acompte mensuel, accompagné du décompte ayant servi de base à la détermination de ce montant, si le projet établi par le Titulaire a été modifié.

Les réclamations éventuelles du Titulaire sur le décompte et l'acompte mensuel doivent être présentées dans un délai de quinze (15) jours.

Les éléments figurant dans les décomptes mensuels et les acomptes mensuels n'ont pas un caractère définitif et ne lient pas les Parties.

Article 47.2 - Règlement du Prix des Prestations d'Exploitation-Maintenance

La demande de paiement est émise dans les cinq (5) jours suivant la fin du mois considéré objet de la facturation, en euros.

Le Maître d'ouvrage accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les avances à rembourser, les pénalités appliquées et les éventuelles autres réfections imposées.

Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie au Titulaire par Ordre de Service.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le Maître d'ouvrage règle les sommes qu'elle a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément. Aucun intérêt moratoire ne sera dû en raison du refus de payer du Maître d'ouvrage.

Article 47.3 - Délais de paiement et intérêts moratoires

Le mode de règlement choisi par le Maître d'ouvrage est le virement administratif.

Le délai de paiement est fixé à trente (30) jours à compter de la date de dépôt sur la plateforme Chorus Pro.

Le dépassement du délai de paiement prévu notamment dans l'ouvrage de plein droit, et sans autre formalité, au bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Les intérêts moratoires sont appliqués au montant des sommes dues y compris la taxe à la valeur ajoutée dans les conditions prévues dans le code de la commande publique.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Article 47.4 - Domiciliation bancaire

Le Titulaire devra avertir sans délai le Maître d'ouvrage des changements de domiciliation bancaire des membres du Groupement et produire à cet effet les pièces justificatives correspondantes.

Article 47.5 - Paiement des sous-traitants

Il se fera application des articles R 2193-11 à R 2193-15 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance durant l'exécution du Marché, le Titulaire adresse les demandes de paiement des sous-traitants préalablement visées au Maître d'ouvrage accompagnées des factures du sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Le Maître d'ouvrage informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Si le membre du Groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le Mandataire, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Article 47.6 - E-facturation

Le titulaire ainsi que ses cotraitants et le cas échéant, ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé Chorus Pro dès lors que cette obligation leur incombe.

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1^o La date d'émission de la facture ;

2^o La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

3^o Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4^o En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;

6^o La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

7^o La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

8^o Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;

11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Si une facture est transmise en dehors de ce portail, elle sera rejetée par la personne publique.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Mentions à porter sur les factures électroniques remises sur CHORUS PRO :

1/Le numéro de SIRET, qui identifiera le CROUS Bourgogne Franche Comté en tant que destinataire de la facture : 13002443300018

2/ Numéro d'identité du destinataire de la facture :

3/ Le code service

4/ Le N° d'EJ, qui sera communiqué au titulaire après notification du marché

Article 48 - Décompte général de la Conception Réalisation

Article 48.1 - Projet de décompte général partiel

Après la Réception du dernier Équipement ou Ouvrage, un projet de décompte général partiel est établi par le Titulaire. Ce projet de décompte général partiel récapitule le montant total des sommes auquel le Titulaire prétend du fait de la Conception et de la Réalisation, son évaluation étant faite en tenant compte des Études de Conception effectuées et des Travaux réellement exécutés.

Le Titulaire transmet son projet de décompte général partiel au Maître d'ouvrage dans les trente (30) jours suivant la Date Effective de Réception du dernier Équipement ou Ouvrage.

Le Titulaire est lié par les indications figurant au projet de décompte général partiel.

Article 48.2 - Décompte général partiel

Sur cette base, le Maître d'ouvrage établit le décompte général partiel qui comprend :

- le décompte final ;
- l'état de solde des périodes 1 « Conception » et 2 « Réalisation » ;
- la récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

Le décompte général partiel est signé par le Maître d'ouvrage.

Le Maître d'ouvrage notifie au Titulaire le décompte général partiel au plus tard trente (30) jours après la date de remise du projet de décompte général partiel par le Titulaire au Maître d'ouvrage.

A défaut de notification par le Maître d'ouvrage au Titulaire dans le délai susmentionné, le décompte général partiel est réputé refusé par le Maître d'ouvrage.

Dans un délai de trente (30) jours à partir de la notification du décompte général partiel, le Titulaire renvoie au Maître d'ouvrage le décompte général revêtu de sa signature, sans ou avec réserves, ou fait connaître les motifs pour lesquels il refuse de le signer.

Si la signature du décompte général partiel est donnée sans réserve par le Titulaire, il devient le décompte général partiel définitif en ce qui concerne la Conception et la Réalisation. **Cependant ce décompte général partiel ne solde pas le Marché.**

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le Maître d'ouvrage règle, dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception de la notification du décompte général partiel assorti des réserves émises par le Titulaire ou de la date de réception des motifs pour lesquels le Titulaire refuse de signer, les sommes admises dans le décompte final. Après résolution du désaccord selon les modalités de l'Article 59 Règlement des litiges, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément. Aucun intérêt moratoire ne sera dû suite à un refus de paiement de la part de le Maître d'ouvrage ou du Titulaire.

Dans le cas où le Titulaire n'a pas renvoyé le décompte général partiel signé au Maître d'ouvrage, dans le délai de trente (30) jours fixé ci-dessus, ou encore, dans le cas où, l'ayant renvoyé dans ce délai, il n'a pas motivé son refus ou n'a pas exposé en détail les motifs de ses réserves, en précisant le montant de ses réclamations, ce décompte général partiel est réputé être accepté par lui, il devient alors le décompte général partiel définitif en ce qui concerne la Conception et la Réalisation.

Article 49 - Décompte général et solde au terme normal du Marché

Au terme normal du Marché, le Titulaire transmet son projet de décompte général au Maître d'ouvrage dans les trente (30) jours suivant la fin du Marché.

Ce projet de décompte général récapitule

- le montant total des sommes auquel le Titulaire prétend du fait de l'exécution des prestations d'exploitation maintenance
- le décompte général partiel définitif en ce qui concerne la Conception et la Réalisation
- la demande de paiement pour solde.

Si, après avoir été mis en demeure de le faire, le Titulaire du marché ne produit pas sa demande de paiement pour solde, dans un délai de trente (30) jours courant à compter de cette mise en demeure, le Maître d'ouvrage peut procéder d'office à la liquidation du Marché, sur la base d'un décompte général établi par ses soins. Ce décompte général est notifié au Titulaire.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le Maître d'ouvrage règle les sommes qu'il a admises.

Après résolution du désaccord selon les modalités de l'Article 59 Règlement des litiges, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de réception du décompte général présenté par le Titulaire.

CHAPITRE 8 – PENALITÉ ET MISE EN REGIE

Article 50 - Dispositions générales applicables aux pénalités

Le montant des pénalités de retard du présent Contrat n'est pas plafonné. Le montant du marché doit être compris comme le montant global du marché initial, le cas échéant augmenté du montant des modifications de marché.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation par l'Assistant Technique à la Maîtrise d'Ouvrage ou le Maître d'ouvrage, sans qu'il soit besoin de formaliser aucun acte, aucune information, ni aucune décision.

Dans le cas d'un Groupement pour lequel le paiement est effectué à des comptes séparés, les pénalités sont réparties entre les membres du Groupement conformément aux indications données par le Mandataire.

Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité sur les sommes dues au Mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du Maître d'ouvrage à l'égard des autres cotraitants.

Article 51 - Pénalités de Conception et de Réalisation

Article 51.1 - Retard dans l'établissement, la présentation et la correction des documents

En cas de dépassement des délais fixés pour la remise des documents prévue au Contrat, le Titulaire encourt une pénalité dont le montant par jour calendaire de retard et par document est fixé à 500 € HT.

De manière non limitative, sont visés les documents suivants :

- Dossiers de demande des Autorisations Administratives ;
- Avant-projet définitif ;
- Projet ;
- PPSPS ;
- Études d'exécution et de synthèse ;
- Rapport mensuel d'avancement ;
- DOE ;
- Dossier corrigé, notamment Dossier PRO CORRIGE ;
- Études préalables ou devis demandés par le Maître d'ouvrage ou l'ATMO ;
- Notes, rapports, documents de reporting ou de suivi, sollicités par le Maître d'ouvrage ou l'ATMO, ou prévus dans les mémoires de l'Offre contractuelle ;
- Documents et compte rendus de réunions cités dans les mémoires de l'Offre contractuelle.

Article 51.2 - Retard dans l'organisation de la demande de Réception

En cas de non-respect des délais fixés à l'Article 29.2, le Titulaire encourt une pénalité dont le montant par jour calendaire de retard et par obligation est fixé à 200 € HT.

Article 51.3 - Retard dans l'exécution des Travaux

En cas de dépassement du délai global d'exécution des Travaux, le Titulaire encourt une pénalité dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 10 000 € HT.

Article 51.4 - Non-respect des délais partiels de la Période 2 « Réalisation »

En cas de non-respect des délais d'exécution des tâches de la Période 2 « Réalisation » figurant à l'Article 8.2 et au Calendrier de la Conception Réalisation au Chapitre 11. Annexes du Contrat, notamment des délais partiels d'exécution de chaque Équipement ou Ouvrage, le Titulaire encourt une retenue provisoire dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 1 000 € HT.

Ces retenues provisoires sont transformées en pénalités définitives si le Titulaire n'a pas achevé les Travaux lui incombant dans le délai d'exécution.

Article 51.5 - Absence aux réunions

En cas d'absence aux réunions auxquelles le Titulaire est convoqué, aux Opérations Préalables à la Réception des Travaux, aux états des lieux, et à toute réunion provoquée par le Maître d'ouvrage, une pénalité de 200 € HT sera appliquée par intervenant absent.

Ces pénalités sont automatiquement appliquées au membre du Groupement qui n'assiste pas ou ne se fait pas représenter par un ayant tous pouvoirs aux rendez-vous fixés.

Sera considéré comme absent toute entreprise ou sous-traitant représenté par une personne non qualifiée ou insuffisamment au courant du chantier.

Le Maître d'ouvrage, l'Assistant Technique à la Maîtrise d'Ouvrage ou le Coordonnateur SPS se réservent le droit d'exiger de la part du Titulaire la présence aux réunions de chantier des entreprises sous-traitantes.

Article 51.6 - Production des attestations d'assurance

En cas de retard dans la remise des attestations d'assurance, dans les délais définis aux Articles 38 et 39 du présent Contrat, le Titulaire encourt une pénalité dont le montant par jour calendaire de retard et par document est fixé à 200 € HT.

Article 51.7 - Nettoyage du chantier, tri des déchets repliement des installations de chantier, enlèvement des déchets de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier, l'enlèvement ainsi que le tri des déchets de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution de la Réalisation.

En cas de retard, les opérations de repliement des installations de chantier, l'enlèvement des déchets de chantier et la remise en état des emplacements seront faites aux frais du Titulaire.

Par ailleurs le Titulaire se verra appliquer une pénalité de 500 € HT par jour calendaire de retard à compter du 15^{ème} jour après la Réception.

De même, en cas de défaut de nettoyage du chantier dans un délai de 5 (cinq) jours calendaires à compter d'une demande du Maître d'ouvrage ou de l'ATMO, le Titulaire encourt une pénalité dont le montant par jour calendaire de retard est fixé à 1000 € HT. En cas de retard de plus de 15 (quinze) jours à compter d'une demande du Maître d'ouvrage ou de l'ATMO, les opérations de nettoyage du chantier seront réalisées aux frais et risques du Titulaire.

Cet Article s'applique aussi bien à la Réception finale qu'aux Réceptions partielles conformément aux dates prévues au Calendrier de la Conception Réalisation.

Article 51.8 - Retard dans la levée de Réserves

Les Réserves seront notifiées au Titulaire ainsi que le délai imparti pour remédier aux imperfections et malfaçons relevées dans les conditions de l'Article 29.6.

En cas de dépassement de ce délai, le Titulaire encourt une pénalité de 1 000 € HT par jour de retard.

Article 51.9 - Non-respect des surfaces garanties

Non-respect des surfaces garanties en phase PRO

Dans l'hypothèse où les surfaces indiquées dans le PRO présenteraient des écarts par rapport aux surfaces utiles de l'Offre contractuelle du Titulaire, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de refuser le PRO dans les conditions mentionnées à l'article 25.5 du présent Marché.

Le Maître d'ouvrage se réserve également la possibilité des pénalités. Les pénalités sont calculées local par local et ne s'appliquent que dans le cas d'une surface du local inférieure à la surface de référence de l'Offre Contractuelle, à hauteur de 500€/m².

Ces pénalités ne s'appliqueront pas dès lors que les écarts constatés sont inférieurs :

- à 0.5m² pour les locaux inférieurs à 10m² ;
- à 1m² pour les locaux compris entre 10 et 20m² ;
- à 2% pour les locaux supérieurs à 20m².

Non-respect des surfaces garanties lors des opérations préalables à la réception

Dans l'hypothèse où lors des Opérations Préalables à la Réception il serait constaté des écarts entre la surface utile des locaux des Ouvrages et les surfaces indiquées dans le PRO corrigé, des pénalités pourront être appliquées par le Pouvoir adjudicateur.

Les pénalités sont calculées local par local et ne s'appliquent que dans le cas d'une surface réelle du local inférieure à la surface de référence du PRO Corrigé, à hauteur de 500€/m².

Ces pénalités ne s'appliqueront pas dès lors que les écarts constatés sont inférieurs :

à 0.5m² pour les locaux inférieurs à 10m² ;

à 1m² pour les locaux compris entre 10 et 20m² ;

à 2% pour les locaux supérieurs à 20m².

Article 51.10 - Non-respect des engagements en matière d'insertion sociale

En cours de rédaction.

Article 51.11 - Pénalités liées à la gestion du chantier

Conformément aux indications de la charte chantier, tout écart dans le respect de la charte pourra sur volonté du Maître d'Ouvrage être sanctionné par l'application d'une pénalité à l'entreprise en cause. En cas de manquements répétitifs, l'entreprise s'expose à des pénalités ou retenues cumulées à hauteur des sommes énoncées ci-après :

	Unité	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
		300 €	600 €	1500 €
Nuisances visuelles				
Défaut de nettoyage/propreté d'une zone	Par jour		x	
Stockage en dehors des zones dédiées : déchets, produits dangereux etc.	Par jour			x
Nuisances acoustiques				
Utilisation de machine générant des vibrations de fréquence et/ou d'amplitude non conforme	Par infraction	x		
Nuisances liées aux flux				
Non-respect des panneaux de signalisation du chantier	Par infraction		x	
Gestion des déchets				
Non-respect des procédures de tri dans un même contenant	Par contenant		x	
Absence de contenant / benne	Par jour			x
Non-respect des taux de valorisation exigés	Par pourcentage de dégradation des		x	

	objec- tifs			
Amoncellement de déchets en dehors des bacs à déchets	Par infraction			x
Brûlage de déchets sur site	Par infraction			x
Benne ou container non identifié	Par jour	x		
Risque de pollution				
Absence ou non utilisation du kit dépollution	Par infraction		x	
Absence de bac de rétention dans une situation de pollution à risque ou bac de rétention non nettoyé/cassé	Par jour		x	
Produits dangereux non évacués correctement	Par infraction			x
Stockage de produits dangereux en dehors des zones prévues	Par infraction		x	
Sensibilisation et communication				
Absence de panneau d'information des riverains	Par jour		x	
Non tenue de la réunion d'information des personnels nouveaux, en matière environnementale ou non distribution du livret d'accueil	Par infraction		x	
Absence de tenue des quarts d'heure environnement	Par infraction		x	
Gestion des remarques et des plaintes				
Non transmission d'une plainte voisinage au Maître d'Ouvrage dans la semaine	Par jour			x
Absence de dispositif de dépôt de remarque/plainte pour les riverains ou les occupants	Par jour			x
Absence de réponse à une plainte sous une semaine	Par jour			x
Gestion des ressources				
Absence de réparation de fuite détectée	Par infraction	x		
Protection de la faune et de la flore				

Absence de protection adéquate ou dégradation d'un arbre et/ou d'un espace naturel	Par jour		x	
Autre				
Récidive sur infraction de niveau 1	Par infraction		x	
Récidive sur infraction de niveau 2	Par infraction			x
Non transmission d'un document requis à la charte chantier	Par jour		x	

Article 52 - Pénalités en Période d'Exploitation maintenance

Article 52.1 - Généralités

D'une manière générale, outre le fait que les prestations non fournies ne seront pas payées, les pénalités définies ci-dessous peuvent être appliquées par le Pouvoir Adjudicateur, dès constat du dysfonctionnement ou du non-respect des conditions contractuelles, sans mise en demeure préalable.

Aucune pénalité ne peut toutefois être appliquée au Titulaire en cas de survenance d'une Cause Légitime et/ou d'une Cause Exonératoire, pour autant et dans la limite où la Cause Légitime ou la Cause Exonératoire emporte une incidence significative sur l'exécution des prestations dont le non-respect fait l'objet d'une pénalité.

Les pénalités sont applicables à l'ensemble des prestations à la charge du Titulaire (y compris toutes ses obligations contractuelles) qui n'entraînent pas nécessairement une perturbation apparente dans la fourniture ou dans le service rendu.

L'application d'une pénalité n'exclut en rien la responsabilité du Titulaire sur les conséquences indirectes de la prestation non ou mal exécutée.

Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation.

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités. Chaque heure ou jour de retard entamé est dû dans sa totalité.

La somme de plusieurs pénalités peut être appliquée au Titulaire si pour un seul dysfonctionnement, plusieurs typologies sont applicables.

Ces dispositions s'appliquent à toutes les pénalités ci-après.

Article 52.2 - Liste des pénalités applicables en période d'exploitation-maintenance

Poste concerné	Élément de constat	Conditions d'application	Montant
Chauffage	Insuffisance ou excès de chauffage	Il y a insuffisance ou excès de chauffage lorsque pour a minima un local : - la température diffère en continu au moins de 2°C de la	P = 4% x P2 du site concerné par jour ayant subi une

Poste concerné	Élément de constat	Conditions d'application	Montant
		<p>température contractuelle, au cours d'une période continue de 12 heures,</p> <p>- la température moyenne diffère pendant une période continue de 48 heures de 1°C au moins de la température contractuelle.</p> <p>Si le problème ne concerne qu'une fraction de surface du site, la pénalité s'applique tout de même en totalité.</p> <p>Les températures intérieures sont constatées contradictoirement à l'aide de sondes de températures à enregistrement permanent.</p> <p>Les sondes sont mises en place soit par le Titulaire, soit par le Maître d'Ouvrage. En cas de désaccord sur le constat, le Titulaire dispose de 5 jours à partir de la décision du Maître d'Ouvrage d'appliquer une pénalité pour réaliser une campagne de mesure contradictoire selon une méthode validée par le Maître d'Ouvrage. A défaut, le Titulaire accepte le constat du Maître d'Ouvrage et les pénalités associées</p>	insuffisance ou un excès de chauffage
Chauffage	Interruption de chauffage	<p>Si, au cours de la période de fonctionnement la fourniture de service est interrompue anormalement pendant plus de 2 heures consécutives.</p> <p>La fourniture de service est considérée comme interrompue quand la température s'écarte de au moins 3°C de la température contractuelle pendant plus de 2 heures.</p> <p>La pénalité pour interruption est appliquée indépendamment de l'absence de facturation pour fourniture non exécutée.</p> <p>Si le problème ne concerne qu'une fraction de surface du site, la pénalité s'applique tout de même en totalité.</p>	P = 8% x P2 du site concerné par jour ayant subi une interruption de chauffage
Eau chaude sanitaire	Insuffisance ou excès de température ECS	<p>Il y a insuffisance ou excès de température ECS lorsque pour a minima un des points de puisage la température de l'ECS s'écarte de plus de 3°C de la température contractuelle lors de 2 constats successifs a minima 1h d'intervalle.</p> <p>Si le problème ne concerne qu'une fraction de surface du site, la pénalité s'applique tout de même en totalité.</p>	P = 4% x P2 du site concerné par jour ayant subi une insuffisance ou un excès de chauffage
Eau chaude sanitaire	Interruption ou insuffisance de fourniture d'eau chaude sanitaire	<p>Si, au cours de la période de fonctionnement la fourniture de service est interrompue anormalement pendant plus de 2 heures consécutives.</p> <p>La fourniture de service est considérée comme interrompue quand la température ECS a minima un des points de puisage s'écarte de au moins 10°C de la température contractuelle pendant plus de 2 heures.</p> <p>La pénalité pour interruption est appliquée indépendamment de l'absence de facturation pour fourniture non exécutée.</p> <p>Si le problème ne concerne qu'une fraction de surface du site, la pénalité s'applique tout de même en totalité.</p>	P = 8% x P2 concerné par jour ayant subi une interruption et/ou insuffisance
Carnet sanitaire	Absence de document	Si, au-delà de la période de prise en charge, l'installation ne dispose pas d'un carnet sanitaire à jour.	500 €HT par constat, pénalité pouvant être réitérée chaque mois
Rapport de prise en charge	Absence de document	Si, au-delà de la fin de période de prise en charge (3 mois suivant la notification du marché), le rapport de prise en charge n'est pas finalisé, diffusé et réceptionné officiellement par le Maître d'Ouvrage	1 000 €HT par constat, pénalité pouvant être réitérée chaque mois

Poste concerné	Élément de constat	Conditions d'application	Montant
Traitement de l'eau	Qualité d'eau insatisfaisante	En cas de résultats d'analyse d'eau insatisfaisants, le prestataire dispose d'un délai de deux semaines pour mettre en œuvre des mesures correctives ET faire réaliser à ses frais une seconde analyse. Si les résultats de cette seconde analyse sont à nouveau insatisfaisants, la pénalité s'applique, et le prestataire réitère l'opération jusqu'à ce que les résultats soient satisfaisants.	500 €HT par analyse insatisfaisante (hors première analyse).
Rapport d'analyse d'eau	Absence de document	Non-respect du délai de 15 jours pour délivrer les rapports d'analyses d'eau	200€/constat et 100€/jour jusqu'à résolution
Tous postes confondus	Retard de remise en service Urgent	Non-respect du délai de réparation. Le délai d'intervention court dès réception d'une alarme issue de la télésurveillance ou du signalement téléphonique, ou par flux de donnée transmis de la plateforme de gestion des demandes de dépannage. Les dégâts occasionnés suite à son intervention hors délai sont en outre supportés par le Titulaire.	150 €HT par tranche d'heure entamée
Tous postes confondus	Retard de réparation Non urgent	Non-respect du délai de réparation. Le délai d'intervention court dès réception d'une alarme issue de la télésurveillance ou du signalement téléphonique, ou par flux de donnée transmis de la plateforme de gestion des demandes de dépannage. Les dégâts occasionnés suite à son intervention hors délai sont en outre supportés par le Titulaire.	75 €HT par tranche d'heure entamée
Tous postes confondus	Retard dans la transmission de documents ou transmission de documents incomplets	Non-respect du délai de transmission des livrables prévus au contrat	300 €HT applicable dès le lendemain du jour de remise 100 €HT par jour de retard au-delà du premier jour
Tous postes confondus	Retard dans la mise à jour de documents (inventaire, schéma de principe, etc.)	Non réalisation de la transmission ou la mise à jour contractuelle d'un document	300 €HT par constat
Numérotation des équipements	Retard dans la mise à disposition des justificatifs de cette prestation	Non transmission des données justifiant la numérotation des équipements	300 €HT par constat
Tous postes confondus	Retard aux rendez-vous	Pour chaque retard (à partir de 30 min) aux rendez-vous fixés par le Pouvoir Adjudicateur	100 €HT par constat
Tous postes confondus	Absence aux rendez-vous	Pour chaque absence aux rendez-vous fixés par le Pouvoir Adjudicateur	250 €HT par constat
Tous postes confondus	Maintenance courante insatisfaisante	Non-respect des gammes de maintenance	100 €HT par constat
Tous postes confondus	Mauvais entretien des locaux	Le Titulaire s'engage à maintenir en état de propreté les locaux et équipements.	200 €HT par constat au-delà de la

Poste concerné	Élément de constat	Conditions d'application	Montant
		Pour chaque manquement, le Titulaire a 8 jours pour se conformer aux prescriptions du Pouvoir Adjudicateur.	période d'action corrective de 8 jours
Tous postes confondus	Mauvais remplissage du livret de chaufferie	Le livret de chaufferie, doit être renseigné précisément à chaque intervention.	100 €HT par constat
Tous postes confondus	Mauvaise communication des données/document d'exploitation	Non transmission des données/document d'exploitation conformément au contrat	300 €HT applicable dès le lendemain du jour de remise 100 €HT par jour de retard au-delà du premier jour
Tous postes confondus	Défaut d'entretien des installations techniques	Pour toutes prestations non réalisée ou réalisées non conformément au contrat. En cas de récurrence, au cours des 3 mois suivants, le montant de la nouvelle pénalité sera doublé.	5 % du montant annuel P2
Tous postes confondus	Retenue qualitative	En cas de réalisation de prestations non conformes aux règles de l'art, une retenue qualitative peut être appliquée.	Montant égal au démontage de la prestation et au coût de sa valeur estimé par devis d'une entreprise au choix du Pouvoir Adjudicateur
Tous postes confondus	Réclamations	Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de procéder à des contrôles ponctuels concernant les réclamations. Si, le Pouvoir Adjudicateur dénombre plus de dix appels, sur la durée de l'année civile, il est appliqué une pénalité.	100 €HT à compter du 11ème appel et pour chaque appel au-delà.
Tous postes confondus	Suivi des interventions	Le Titulaire doit répondre précisément pour chaque intervention réalisée par ses techniciens sous la forme d'un rapport. Le Pouvoir Adjudicateur demande régulièrement la communication de ces rapports. Le Titulaire a un maximum de 24 heures pour fournir ces éléments. Passé ce délai et à chaque relance, il est appliqué une pénalité.	75 €HT par jour de retard entamé
Tous postes confondus	Défaut d'exécution dans le cadre du P2	Par constat du Maître d'Ouvrage, en l'absence d'exécution ou en cas de retard dans l'exécution des prestations indiquées dans le CCTP.	500 €HT par constat et par équipement
Tous postes confondus	Défaut d'information	En l'absence d'information de la part du Titulaire au Maître d'Ouvrage sur tout travaux ou toute alerte particulière liée à l'exploitation (non-transmission d'un défaut, etc.).	100 €HT par jour entre la dernière visite du Titulaire et le jour de constat (inclus) par le Pouvoir adjudicateur
Tous postes confondus	Non-respect de la réglementation	En cas de non-respect d'une valeur ou norme réglementaire sur l'un des équipements à la charge du Titulaire (débit de ventilation, seuils réglementaires, etc.)	500 €HT par constat, pénalité pouvant être réitérée chaque semaine
Tous postes confondus	Défaut de fourniture de matériel	En cas de non-fourniture d'un matériel ou équipement nécessaire à la bonne réalisation de la mission du titulaire (enregistreur thermique, consommables, etc.)	200 €HT par équipement ou matériel, pénalité pouvant être

Poste concerné	Élément de constat	Conditions d'application	Montant
		La pénalité s'applique dès le premier jour de constat de l'absence du matériel.	réitérée chaque semaine
Sécurité-Santé-Hygiène	Respect des règles de protection de la sécurité des usagers et intervenants ou mesures de préservation de la santé au travail	Infraction au plan de prévention Ou Défaut de nettoyage des équipements ou de la zone d'intervention après intervention	100€ par infraction constatée + tous frais liés à l'arrêt puis à la reprise des prestations
Sureté	Règles de sureté	Respect des règles de sureté applicables aux sites d'intervention et règles édictés pour assurer la cyber sécurité	100€ par infraction constatée
Environnement	Règles de protection de l'environnement	Respect des règles de protection de l'environnement (gestion des déchets d'activités, prévention des pollutions accidentelles, gestions des nuisances...) et des engagements visant à la protection de l'environnement pris par le candidat	500€ pour pollution constatée/ jour de pollution à compte signalement au titulaire + frais de dépollution et de confinement éventuels 1/1000ème du montant du bon de commande plafonnée à trois cent cinquante (350) euros pour les autres infractions

Article 52.3 - Pénalités dans l'exécution des actions d'information et de sensibilisation et de formation

En cas de faute d'exécution du programme de sensibilisation et d'information des usagers, et de formation des personnels, il est prévu une pénalité forfaitaire de 1500 euros par action non réalisée.

Article 52.4 - Pénalités dans l'exécution des prestations de commissionnement

Pénalités de la prestation de commissionnement		
Pénalité	Facteur multiplicatif	Commentaire
Absence de remise de compte-rendu prévu à la liste des tâches du PGO si d'autres pénalités inhérentes à ce type de manquement ne sont pas prévues dans le présente CCAP	50 €	Par nombre de jour de retard

Non-respect des spécifications du plan de commissionnement	200 €	Par infraction
Non-respect des spécifications liées aux auto-contrôles et essais de performance	200 €	Par infraction
Non réalisation des prestations de contrôles demandées dans le cadre du plan de commissionnement	200 €	Par infraction
Non réalisation de mesure ou de tests demandés	5 000 €	Par essai ou test attendu
Absence à une réunion de commissionnement	200 €	Par infraction

Article 53 - Autres pénalités

Article 53.1 - Non-respect des prescriptions du Coordonnateur SPS en matière de Sûreté – Sécurité – Hygiène – Gestion des déchets – Lutte contre le travail dissimulé

En cas de non-respect des prescriptions formulées par le Maître d’ouvrage, l’Assistant Technique à la Maîtrise d’Ouvrage, le CSPS ou le CT, le Titulaire se verra appliquer une pénalité de 200 € HT :

- par manquement, le montant étant applicable pour chaque jour de manquement ;
- par jour de retard calendaire constaté.

Article 53.2 - Non-respect des dispositions sur le travail dissimulé

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du travail, une pénalité sera appliquée au Titulaire s’il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Une pénalité de 10 000 € sera appliquée dès la constatation de l'infraction puis 1 000 € par jour suite à la mise en demeure de cesser l'infraction.

Toutefois, ce montant devra être égal, au plus, à 10 % du montant du Contrat, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le Titulaire n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le Contrat résilié sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

Article 53.3 - Transmission des contrats de sous-traitance au Maître d’ouvrage

Le Titulaire est tenu de communiquer le dossier de déclaration du sous-traitant. A la demande du Maître d’ouvrage, il lui transmettra également le ou les contrats de sous-traitance, ainsi que les bordereaux de prix ou tous autres documents financiers établissant les conditions d’intervention du sous-traitant.

Le délai de communication du dossier de déclaration du sous-traitant et du ou des contrats de sous-traitance par le Titulaire au Maître d’ouvrage est fixé à vingt et un (21) jours avant intervention dudit sous-traitant.

Si le Titulaire n'a pas transmis ces documents dans le délai ci-dessus, le sous-traitant ne sera pas autorisé à intervenir à la date prévue. Le Titulaire en assume les conséquences, sans préjudice d'une pénalité de 100 € HT par jour calendaire de retard et par sous-traitant.

Ces pénalités seront encourues du simple fait de la constatation du retard par le Maître d'ouvrage, sans qu'il soit besoin de formaliser aucun acte, aucune information ni aucune décision du Maître d'ouvrage.

Article 53.4 - Dégradations constatées sur Ouvrages existants ou réalisés dans le cadre des Travaux

Lorsqu'il sera constaté des dégradations sur des Ouvrages existants au regard de l'état des lieux effectué avant démarrage des Travaux ou sur des Ouvrages réalisés (notamment voiries dégradées aux abords du chantier), le Titulaire sera tenu de prendre à sa charge la totalité des frais nécessaires à la remise en état des Ouvrages concernés.

Il encourt une pénalité de 100 € HT par jour calendaire de retard.

Article 53.5 - Non remplacement en cas d'indisponibilité

En cas de non-remplacement d'une personne indisponible nommément désignée au présent Contrat, une pénalité de 500 € HT par jour calendaire de retard au-delà de quinze (15) jours sera appliquée.

Article 53.6 - Pénalités en cas de violation des obligations de confidentialité

En cas de violation des obligations de confidentialité visées à l'Article 19, le Titulaire sera redevable d'une pénalité de 5 000 € HT. Cette somme devra être versée au Maître d'ouvrage pour chaque violation constatée.

Article 53.7 - Pénalités sur toute la durée du Contrat

Pour chaque manquement du Titulaire à ses obligations au titre du Contrat qui ne fait pas l'objet de l'un des régimes particuliers de pénalités défini ci-dessus, le Maître d'ouvrage peut exiger, après mise en demeure du Titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire de 1 000 € HT par jour calendaire de retard et/ou de manquement.

Cette mise en demeure est adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Article 54 - Mise en régie

En cas de manquement du Titulaire à une obligation du Marché, le Maître d'ouvrage peut le mettre en demeure d'y satisfaire, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans les délais adaptés aux causes de la mise en demeure. Sauf cas d'urgence, ce délai ne peut être inférieur à dix (10) jours.

Si le Titulaire n'a pas déféré à la mise en demeure dans le délai imparti, une mise en régie partielle ou totale peut être ordonnée sans délai par le Maître d'ouvrage qui peut décider soit de réaliser directement les prestations, soit de faire réaliser par une entreprise tierce de son choix, aux frais et risques du Titulaire.

Pour assurer la poursuite des prestations, en lieu et place du Titulaire, il est procédé, le Titulaire étant présent ou ayant été dûment convoqué, à la constatation des prestations exécutées (études, travaux, prestations d'exploitation maintenance) et des approvisionnements existants ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel du Titulaire et à la remise à celui-ci de la partie de ce matériel qui n'est pas utile à la poursuite des prestations.

Les mesures prises (constats contradictoire, inventaire par un huissier) sont à la charge du Titulaire. Si le Maître d'ouvrage fait réaliser les prestations par une entreprise tierce, il transmet pour information au Titulaire le marché de substitution.

En cas de résiliation, le décompte général du marché résilié ne sera notifié au Titulaire qu'après règlement définitif du marché de substitution passé pour l'achèvement des prestations.

Le Titulaire défaillant est autorisé à observer l'exécution des prestations sans pouvoir entraver les ordres du Maître d'ouvrage et de ses représentants.

Les excédents de dépenses qui résultent d'une mise en régie partielle ou totale, incluant le montant des marchés conclus par le Maître d'ouvrage ainsi que tous les frais engagés par ce dernier, sont à la charge du Titulaire. Ils sont prélevés sur les sommes qui peuvent lui être dues ou, à défaut, sur ses sûretés éventuelles, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Dans le cas d'une diminution des dépenses, le Titulaire ne peut en bénéficier, même partiellement.

Le Titulaire est relevé de la régie dès qu'il justifie de la mise en œuvre des mesures ou moyens nécessaires pour réaliser les services mis en régie. Le Maître d'ouvrage notifie alors au Titulaire sa décision de faire cesser la régie.

L'application des présentes stipulations ne fait pas obstacle au droit du Maître d'ouvrage de prononcer la résiliation pour faute du Marché.

CHAPITRE 9 - RÉSILIATION

Article 55 - Résiliation pour faute du Titulaire

Article 55.1 - Principe de la résiliation pour faute du Titulaire

Le Marché pourra être résilié par le Maître d'ouvrage en cas de manquement grave ou répété du Titulaire à ses obligations résultant du Marché et notamment :

- en cas de cession partielle ou totale du Marché sans autorisation préalable du Maître d'ouvrage;
- en cas de manquements à ses obligations de conception ;
- en cas de manquements à ses obligations de réalisation ;
- en cas de manquements à ses obligations d'exploitation et de maintenance ;
- en cas de manquements à ses obligations concernant les engagements de performance ;
- en cas de non mise en place ou de non-reconstitution des garanties prévues au Marché ;
- en cas de non-respect des règles relatives à la sous-traitance ;
- en cas de non-communication des documents demandés au titre de l'Article 20 du

- présent Contrat ;
- en cas de mise en régie totale ou partielle pendant une période excédant six (6) mois.

Préalablement à la décision de résiliation, le Maître d'ouvrage met le Titulaire en demeure de remédier au manquement constaté dans un délai minimum de deux (2) mois, éventuellement prorogeable à sa seule discrétion.

Si cette mise en demeure reste infructueuse, le Maître d'ouvrage peut alors prononcer la résiliation à l'expiration du délai fixé ou de la période de prorogation.

Article 55.2 - Conséquences financières de la résiliation pour faute du Titulaire

En cas de résiliation du Marché pour faute du Titulaire, une liquidation des comptes est effectuée. Le décompte de liquidation du Marché, qui se substitue au décompte général, est arrêté par décision du Maître d'ouvrage et notifié au Titulaire au plus tard trois (3) mois suivant l'établissement du Procès-verbal prévu à l'article 58 du Contrat.

Cependant, lorsqu'une mise en régie partielle ou totale du Marché a été mise en œuvre, le décompte de liquidation du Marché résilié ne sera notifié au Titulaire qu'après règlement définitif du ou des marchés passés dans ce cadre par le Maître d'ouvrage. Dans ce cas, il peut être procédé à une liquidation provisoire du Marché.

Le décompte de liquidation correspond une somme égale à la différence entre A et B :

A est égal à la somme des éléments suivants :

- le montant total des prestations réalisées au titre du Marché qui n'ont pas encore été payées, que ce soit en études, travaux, exploitation et maintenance sur présentation des pièces justificatives ;

B est la somme des éléments suivants :

- le montant des sommes versées à titre d'avance et d'acompte ;
- le montant des pénalités dues et non encore payées ;
- le cas échéant, le montant des dépenses engagées par le Maître d'ouvrage dans le cadre d'une mise en régie partielle ou totale ;
- une indemnité définie selon les modalités suivantes : à distinguer selon les phases :
 - o études : le montant des prestations réalisées qui sont à l'origine de la faute
 - o travaux : une somme forfaitaire égale à vingt (20) % du Coût des Travaux non encore facturé
 - o maintenance : une somme forfaitaire égale à dix (10) % du Prix des Prestations d'Exploitation Maintenance non encore facturées
- le préjudice subi par le Maître d'ouvrage;

Afin de permettre l'établissement du décompte de liquidation, le Titulaire doit présenter une demande écrite, dûment justifiée, dans le délai d'un (1) mois à compter de la notification de la

décision de résiliation, récapitulant les sommes correspondants aux termes A et B du décompte tels que détaillés ci-avant.

Article 56 - Résiliation pour motif d'intérêt général

La résiliation anticipée du Marché pour motif d'intérêt général est prononcée par le Maître d'ouvrage dans les conditions ci-après.

La résiliation doit être précédée d'un préavis notifié au Titulaire par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception dans un délai d'au moins trois (3) mois avant sa prise d'effet.

Si le Maître d'ouvrage prononce la résiliation du Marché pour motif d'intérêt général, une liquidation des comptes est effectuée. Le décompte de liquidation du Marché, qui se substitue au décompte général, est arrêté par décision du Maître d'ouvrage et notifié au Titulaire au plus tard trois (3) mois suivant l'établissement du Procès-verbal prévu à l'article 58 du Contrat.

Cependant, lorsqu'une mise en régie partielle ou totale du Marché a été mise en œuvre, le décompte de liquidation du Marché résilié ne sera notifié au Titulaire qu'après règlement définitif du ou des marchés passés dans ce cadre par le Maître d'ouvrage. Dans ce cas, il peut être procédé à une liquidation provisoire du Marché.

Le décompte de liquidation correspond une somme égale à la différence entre A et B :

A est égal à la somme des éléments suivants :

- le montant total des dépenses utiles réalisées au titre du Marché qui n'ont pas encore été payées, que ce soit en études, travaux, exploitation, maintenance, sur présentation des pièces justificatives ;
- le « manque à gagner » égal à 2,5 % du Prix des Travaux HT non encore payé et à 2,5 % du Prix des Prestations d'Exploitation Maintenance HT non encore payées (au titre de la tranche ferme uniquement) ;

B est la somme des éléments suivants :

- le montant des sommes versées à titre d'avance et d'acompte ;
- le montant des pénalités dues et non encore payées ;
- le cas échéant, le montant des dépenses engagées par le Maître d'ouvrage dans le cadre d'une mise en régie partielle ou totale ;

Afin de permettre l'établissement du décompte de liquidation, le Titulaire doit présenter une demande écrite, dûment justifiée, dans le délai d'un (1) mois à compter de la notification de la décision de résiliation, récapitulant les sommes correspondants aux termes A et B du décompte tels que détaillés ci-avant.

A défaut pour le Titulaire de transmettre une telle demande dans le délai prescrit, il est considéré avoir renoncé au versement d'une indemnité due au titre du « manque à gagner ».

Article 57 - Résiliation pour Force Majeure

En cas de résiliation du Marché consécutif à un événement de Force Majeure telle que définie à l'article 13 du présent Contrat, le Titulaire percevra du Maître d'ouvrage une indemnité égale à l'indemnité en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, diminuée de l'indemnisation du « manque à gagner ».

Sera également déduit de cette indemnité globale de retrait l'ensemble des indemnités perçues par le Titulaire au titre des polices d'assurance souscrites par lui et couvrant l'évènement de Force Majeure considéré.

Dans cette hypothèse, un décompte de liquidation, qui se substitue au décompte général, est arrêté par décision du Maître d'ouvrage et notifié au Titulaire au plus tard trois (3) mois suivant l'établissement du Procès-verbal prévu à l'article 58 du Contrat.

Afin de permettre l'établissement du décompte de liquidation, le Titulaire doit présenter une demande écrite, dûment justifiée, dans le délai d'un (1) mois à compter de la notification de la décision de résiliation.

Article 58 - Opérations de liquidation

Article 58.1 - Modalités d'exécution

58.1.1 Fin du Marché au cours de la Période de Conception Réalisation

En cas de résiliation au cours de la Période de Conception Réalisation, il est procédé, le Titulaire dûment convoqué, aux constatations relatives aux Ouvrages et Équipements et parties d'Ouvrages et Équipements exécutés, à l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier. Il est dressé un procès-verbal contradictoire de ces opérations.

Ce procès-verbal est signé par le Maître d'ouvrage. Il emporte Réception des Ouvrages et Équipements et parties d'Ouvrages et Équipements exécutés, avec effet à la date d'effet de la résiliation.

Dans les quinze (15) jours suivant la date de signature de ce procès-verbal, le Maître d'ouvrage fixe les mesures qui doivent être prises avant la fermeture du chantier pour assurer la conservation et la sécurité des Ouvrages et Équipements et parties d'Ouvrages et Équipements exécutés. Ces mesures peuvent comporter la démolition de certaines parties d'Ouvrages et Équipements. A défaut d'exécution de ces mesures par le Titulaire dans le délai imparti par le

Maître d'ouvrage, cette dernière les fait exécuter d'office. En cas de résiliation pour faute, ces mesures sont à la charge du Titulaire.

Le Maître d'ouvrage dispose du droit de racheter ou de conserver, en totalité ou en partie :

- les Ouvrages provisoires réalisés dans le cadre du Marché et utiles à l'exécution du Marché ;
- les matériaux, produits de construction, équipements, progiciels, logiciels et outillages approvisionnés, acquis ou réalisés pour les besoins du Marché, dans la limite où il en a besoin pour le chantier ;
- le matériel spécialement construit pour l'exécution du Marché.

Le prix de rachat des Ouvrages provisoires et du matériel est égal à la partie non amortie de leur valeur. Si le matériel est maintenu à disposition, son prix de location est déterminé en fonction de la partie non amortie de sa valeur.

Les matériaux, produits de construction, équipements, progiciels, logiciels et outillages approvisionnés, acquis ou réalisés, sont rachetés aux prix du Marché ou, à défaut, à ceux qui résultent de l'application des prix unitaires.

Le Titulaire est tenu d'évacuer les lieux, à ses frais, dans le délai qui est fixé par le Maître d'ouvrage.

58.1.2 Fin du Marché au cours de la Période d'Exploitation Maintenance

En cas de résiliation au cours de la Période d'Exploitation-Maintenance, il est procédé, le Titulaire dûment convoqué, aux constatations relatives aux prestations d'Exploitation-Maintenance (Conduite, Entretien et Maintenance et Gros Renouvellement Entretien) exécutés, à l'inventaire des matériaux et matériels approvisionnés. Il est dressé un procès-verbal contradictoire de ces opérations. Ce procès-verbal est signé par le Maître d'ouvrage.

L'ensemble des matériaux et matériels approvisionnés restent propriété du Maître d'ouvrage.

Dans les quinze (15) jours suivant la date de signature de ce procès-verbal, le Maître d'ouvrage désigne un Expert chargé de réaliser un diagnostic complet des Ouvrages et Équipements dans le but de définir l'état des Équipements et Ouvrages et de définir les actions rectificatives qui demeurent à réaliser.

Le Maître d'ouvrage fixe les actions rectificatives qui demeurent à réaliser et les mesures qui doivent être prises pour quitter le Terrain et Ouvrages. À défaut d'exécution de ces mesures par le Titulaire dans le délai imparti par le Maître d'ouvrage, cette dernière les fait exécuter d'office.

Les mises à charge des frais d'expertise sont :

- A 100% à la Maîtrise d'ouvrage si elle est à l'origine de la résiliation.
- A 100% au Titulaire en cas de résiliation pour faute.
- A 50/50 dans les autres cas.

En cas de mise à charge pour tout ou partie au Titulaire, les frais afférents sont portés à son décompte de résiliation.

L'ensemble des matériaux et matériels approvisionnés restent propriété du Maître d'ouvrage.

CHAPITRE 10 - CLAUSES DIVERSES

Article 59 - Règlement des litiges

Le Maître d'ouvrage et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend relatif au Marché.

Article 59.1 - Mémoire en réclamation

Si un différend survient entre le Titulaire et le Maître d'ouvrage, le Titulaire rédige un mémoire en réclamation. Dans son mémoire en réclamation, le Titulaire expose les motifs de son différend, indique, le cas échéant, les montants de ses réclamations et fournit les justifications nécessaires correspondant à ces montants. Il transmet son mémoire au Maître d'ouvrage.

Si la réclamation porte sur le décompte général du Marché, sur le décompte général partiel de la Conception Réalisation, ou sur le décompte de liquidation, ce mémoire est transmis dans le délai de trente (30) jours à compter de la notification du décompte.

Le mémoire reprend, sous peine de forclusion, les réclamations formulées antérieurement à la notification du décompte et qui n'ont pas fait l'objet d'un règlement définitif.

Le Maître d'ouvrage notifie au Titulaire sa décision motivée dans un délai de trois (3) mois à compter de la date de réception du mémoire en réclamation. L'absence de notification d'une décision dans ce délai équivaut à un rejet de la demande du Titulaire.

Lorsque le Maître d'ouvrage n'a pas donné suite ou n'a pas donné une suite favorable à une demande du Titulaire, le règlement définitif du différend relève des procédures fixées ci-dessous.

Article 59.2 - Intervention d'un comité consultatif de règlement amiable

La saisine d'un comité consultatif de règlement amiable, conformément aux dispositions de l'article 2197-1 du code de la commande publique suspend les délais de recours prévus par le Marché jusqu'à la décision du Maître d'ouvrage après avis du comité. Le délai de recours suspendu repart ensuite pour la durée restant à courir au moment de la saisine du comité.

Article 59.3 - Règlement amiable des différends

Les parties s'engagent, avant saisine de la juridiction compétente, à mettre en œuvre un règlement amiable aux éventuels différends.

L'expert désigné d'un commun accord tranche les litiges entre les parties.

En cas de désaccord persistant, les deux parties désigneront, pour chacune, leur propre expert, les deux experts ainsi désignés nommant un troisième expert.

Ce collège d'experts sera chargé de déterminer les mesures propres à mettre fin au différend opposant les parties sans que lesdites prescriptions ne leur soient obligatoirement opposables.

La mise en œuvre de ses prescriptions doit résulter d'une application volontaire. En tout état de cause, les termes de cette procédure amiable seront strictement confidentiels.

Article 59.4 - Procédure contentieuse

A l'issue de la procédure décrite à l'Article 59.1 ci-dessus, si le Titulaire saisit le Tribunal administratif compétent, il ne peut porter devant cette juridiction que les chefs et motifs énoncés dans les mémoires en réclamation.

Pour les réclamations auxquelles a donné lieu le décompte général du Marché, le Titulaire dispose d'un délai de six mois, à compter de la notification de la décision prise par le Maître d'ouvrage en application de l'Article 59.1 ci-dessus, ou de la décision implicite de rejet, pour porter ses réclamations devant le tribunal administratif compétent. Passé ce délai, il est considéré comme ayant accepté cette décision et toute réclamation est irrecevable.

En cas d'urgence ou nécessité de solliciter des mesures conservatoires, les Parties pourront saisir directement le tribunal compétent.

Article 59.5 - Recours à la conciliation

Les Parties peuvent, d'un commun accord, avoir recours à la conciliation selon les modalités qu'elles déterminent.

La saisine d'un conciliateur suspend les délais de recours prévus par le Marché jusqu'à la notification de la décision prise après conciliation, de la constatation par le conciliateur de l'échec de sa mission.

Article 60 - Propriété intellectuelle

Article 60.1 - Propriété des Résultats

Le Titulaire s'engage à ce que le Maître d'ouvrage puisse librement utiliser ou faire utiliser, les Résultats, même partiels, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, par tout moyen et sous toute ses formes et pour toutes les destinations qui y sont précisés ou en découlent. Le Maître d'ouvrage doit pouvoir communiquer à des tiers les Résultats, notamment les dossiers d'études, rapports d'essais, documents et renseignements de toute nature provenant de l'exécution du Marché.

Article 60.2 - Cession des droits de propriété intellectuelle

Le Titulaire cède, au fur et à mesure de l'exécution du Marché et de sa réalisation au Maître d'ouvrage tous ses droits de propriété intellectuelle sur les Résultats nés de l'exécution du Marché pour leur durée légale et pour l'ensemble des destinations précisées dans le Marché et pour toute utilisation en découlant, en particulier nécessaires à assurer la réalisation des Ouvrages et Équipements et la continuité de l'exploitation des Ouvrages et Équipements et du service public, ou encore à des fins d'information ou de promotion, et ce dans le monde entier. Cette cession des droits couvre les Résultats, lorsqu'ils sont à l'origine de la naissance de droits de propriété intellectuelle.

Le Titulaire cède à titre exclusif, définitif et irrévocable au Maître d'ouvrage le droit d'exploiter les Résultats couverts par le savoir-faire ou le secret des affaires ainsi que le droit d'exploiter les bases de données incluses, le cas échéant, dans les Résultats.

Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le Prix du Marché.

Les droits cédés comprennent en particulier, dans le respect des droits moraux des auteurs :

- le droit de reproduire ou de faire reproduire, sans limitation de nombre, en tout ou partie des Résultats, par tout moyen, mode et procédé et sur tout support connus ou inconnus au jour de la conclusion du Marché, notamment sur tout support papier ou numérique ;
- le droit de représenter et de faire représenter, en tout ou partie, les Résultats, par tout moyen, mode et procédé et sur tout support connus ou inconnus au jour de la signature du Marché ;
- le droit de diffuser ou de faire diffuser les Résultats, en tout ou partie, en toute langue, pour tout public, par tout moyen, mode et procédé et sur tout support connus ou inconnus au jour de la conclusion du Marché ;
- le droit de distribuer ou de faire distribuer les Résultats, en tout ou partie, en toute langue, pour tout public, par tout moyen, mode et procédé et sur tout support connus ou inconnus au jour de la conclusion du Marché ;
- le droit d'adapter, d'arranger, de corriger, de traduire et d'incorporer les Résultats.

Article 60.3 - Dispositions communes

Le Titulaire ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature pour l'exploitation des Résultats.

Au terme normal ou anticipé du Marché, le Maître d'ouvrage demeure cessionnaire de l'ensemble des résultats et droits de propriété intellectuelle afférents aux Résultats visés au présent Article.

A la demande du Maître d'ouvrage en cours de Marché et au terme normal ou anticipé du Marché, le Titulaire en dresse la liste et remet au Maître d'ouvrage l'ensemble des Résultats qui ne lui auraient pas déjà été communiqués.

Le Titulaire du Marché peut librement en publier les Résultats, sous réserve de l'accord préalable du Maître d'ouvrage. L'existence de restrictions au droit de publier les Résultats ne fait pas obstacle à la publication d'informations générales sur l'existence du Marché et la nature des Résultats.

Cette publication doit mentionner que les Résultats ont été financés par le Maître d'ouvrage.

Pendant une période de deux (2) ans à compter de l'achèvement du présent Contrat, le Titulaire est tenu de fournir, sur la demande le Maître d'ouvrage, l'assistance indispensable à l'exercice des droits nécessaires à l'exploitation des résultats.

Dans ce cadre, le Titulaire doit notamment :

- Remettre dans un délai maximum de deux mois à partir de la réception de la demande tous dessins, documents, gabarits, et maquettes, nécessaires pour la fabrication des

objets, matériels et constructions en cause, ce délai pouvant être prolongé le Maître d'ouvrage, à la demande du Titulaire, pour les éléments qui ne peuvent être mis à disposition sans travail complémentaire substantiel ;

- Communiquer tous procédés de fabrication et savoir-faire qui seraient nécessaires à l'utilisation des résultats.

Article 60.4 - Garanties

Le Titulaire, s'entendant aussi de ses prestataires, de ses salariés et préposés, garantit au Maître d'ouvrage la jouissance pleine et entière et libre de toute servitude des droits de toute nature cédés au titre du Marché. A ce titre, le Titulaire garantit qu'il est régulièrement Titulaire ou détenteur des droits cédés et qu'il n'existe aucun litige en cours sur les droits cédés.

Cette garantie reste en vigueur même après l'extinction du Marché.

Si le Titulaire entend utiliser pour l'exécution du Marché des procédés ou produits couverts par des droits de propriété intellectuelle, obtenus par lui-même ou par voie de licence, à la date d'entrée en vigueur du Marché ou en cours d'obtention à cette date, il le fait connaître au Maître d'ouvrage.

Il lui remet, dans le cas où ces procédés ou produits doivent être incorporés dans les Ouvrages ou dans les équipements et dispositifs afférents, une déclaration attestant, qu'à la date de conclusion du Marché, et pour sa durée prévisible d'exécution, il est bien Titulaire des droits de propriété intellectuelle sur ces procédés ou produits, ou bien qu'il dispose des accords de licence ou des droits d'usage lui permettant d'utiliser légalement ces produits et ces procédés dans la réalisation du Marché.

A défaut de déclaration, le Titulaire est réputé avoir la libre disposition de tous les procédés ou produits utilisés pour la réalisation du Marché et garantit le Maître d'ouvrage dans les conditions ci-après exposées contre toute revendication des tiers faisant obstacle à la libre utilisation de ces produits et procédés par le Maître d'ouvrage, en particulier, il garantit qu'il n'a concédé sur les Résultats, aucune licence, nantissement, gage ni aucun autre droit au profit d'un tiers.

Le Titulaire garantit qu'il n'existe aucun litige, en cours ou imminent, et qu'il n'a été formé aucun litige susceptible d'être intenté concernant les droits objet de la cession.

En revanche, si le Maître d'ouvrage, du fait de l'action d'un tiers, est victime d'un trouble de jouissance qui ne résulte ni d'une utilisation non conforme au Marché, ni d'une modification non réalisée par le Titulaire, le Maître d'ouvrage en informe le Titulaire qui prend immédiatement les mesures appropriées pour faire cesser ce trouble.

Dans ce cadre le Titulaire peut :

- soit s'efforcer de modifier ou de remplacer les produits en litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du Marché ;
- soit s'obliger à négocier les cessions, licences ou autorisations nécessaires de telle sorte que le Maître d'ouvrage puisse utiliser les procédés ou produits en litige, sans limitation et sans règlement de droit, redevance ou indemnités.

Le Titulaire s'engage à prévoir dans le cadre des Marchés de cessions de droits ou de concessions de licences dont il bénéficierait aux fins de réalisation du Marché qu'au terme normal ou anticipé du Marché, le Maître d'ouvrage se substituera à lui aux fins d'assurer la continuité de l'exploitation des Ouvrages.

En cas de méconnaissance de ces engagements, le Titulaire prendra à sa charge tous dommages et intérêts auxquels le Maître d'ouvrage serait, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, condamnée à raison d'un acte de contrefaçon, de concurrence déloyale ou de parasitisme, du fait de l'exploitation des Résultats, dès lors que la condamnation les prononçant devient exécutoire.

Article 60.5 - Droits du Titulaire

Le Titulaire s'engage, à compter de la date de cession des droits, à ne pas concéder de licence, utiliser ou exploiter, de quelque manière que ce soit, les Résultats cédés.

Le Titulaire conserve ses droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures incorporées dans les Résultats.

Le Titulaire peut exploiter, y compris à titre commercial, les Résultats, avec l'accord préalable et écrit du Maître d'ouvrage.

CHAPITRE 11 – ANNEXES

Article 61 - Pièces particulières

Les pièces particulières classées par ordre de priorité décroissant sont les suivantes :

- Annexe 1 : Annexes techniques
 - 2.1 PGCSPS (*à rédiger ultérieurement par le coordonnateur SPS*)
 - 2.2 Pré Rapport Initial de Contrôle Technique (*à rédiger ultérieurement par le Contrôleur Technique*)
 - 2.3 Plan de l'Emprise (*à produire par le Titulaire en phase de dialogue compétitif*)
 - 2.4 Contenu détaillé des études
- Annexe 3 : Cahier des écarts (*à produire par le Titulaire en phase dialogue compétitif*)
- Annexe 4 : Programme :
 - TOME 1 – Prescriptions fonctionnelles et architecturales, tableaux de surfaces et fiches par locaux ;
 - TOME 2 – Programme technique
 - TOME 3 – Programme performanciel et environnemental
 - TOME 4 – Garantie de Performance Énergétique et Protocole de Mesure et Vérification
 - TOME 5 – Commissionnement
 - TOME 6 – Charte chantier à faible impact environnemental.
- Annexe 5 : Document de mise au point (*à produire par le Maître d'ouvrage en phase de mise au point du marché*)
- Annexe 6 : l'Offre contractuelle du candidat (*à produire par le Titulaire en phase de dialogue compétitif*)

Article 62 - Pièces constitutives d'engagements unilatéraux du Titulaire

Les pièces constitutives d'engagements unilatéraux du Titulaire sont les suivants :

- Annexe 6 : La décomposition du Prix Global et Forfaitaire (*à produire par le Titulaire en phase de dialogue compétitif*)

SIGNATURES DES TERMES DE L'ENGAGEMENT

Signatures des Membres du Groupement (Mention manuscrite « lu et approuvé »)

A , le	
1 ^{er} cotraitant, mandataire	
2 ^{ème} cotraitant	3 ^{ème} cotraitant
3 ^{ème} cotraitant	5 ^{ème} cotraitant

A , le
Signature du représentant le Maître d'ouvrage